Statistiques annuelles

2016

Commission des normes, de l'équité,
de la santé et de la sécurité du travail
cnesst.gouv.qc.ca

CNESST

Statistiques annuelles

2016

Le document Statistiques annuelles 2016
a été préparé par le Centre de la statistique et de l'information de gestion,
Direction de la comptabilité et de la gestion de l'information

Directrice de la comptabilité et de la gestion de l'information
Danielle Lamarche

Directeur du Centre de la statistique et de l'information de gestion
Jacques Aubin

Responsable du projet et réalisation
Sylvie Blouin

Collaboration
Guillaume Fortin et Pascal Gélinas du Centre de la statistique et de l'information de gestion,
Anne Bédard de la Vice-présidence à l'équité salariale, Éric Lebrun de la Vice-présidence aux normes du travail

Conception de la page couverture
Direction des communications et des relations publiques

Impression
Imprimerie de la CNESST

Reproduction autorisée avec mention de la source.

Pour tout renseignement sur le contenu, s'adresser au
Centre de la statistique et de l'information de gestion,
Direction de la comptabilité et de la gestion de l'information
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
524, rue Bourdages
C.P. 1200, terminus postal
Québec (Québec) G1K 7E2

© Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail du Québec, 2017
Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2017
Dépôt légal – Bibliothèque et Archives Canada, 2017
ISBN 978-2-550-79753-1 (version imprimée)
ISBN 978-2-550-79754-8 (PDF)

Novembre 2017
www.cnesst.gouv.qc.ca

Table des matières

Liste des tableaux et graphiques		**5**
Introduction		**13**
Section 1	**Informations générales en lien avec la santé et la sécurité du travail**	**17**
Section 2	**Volet financier des programmes de réparation**	**31**
Section 3	**Volet financier du programme *Pour une maternité sans danger***	**51**
Section 4	**Prévention-inspection**	**59**
Section 5	**Financement du régime de santé et sécurité du travail**	**71**
Section 6	**Processus de contestation en matière de santé et sécurité du travail**	**83**
Section 7	**Volet statistique des programmes de réparation**	**91**
Section 8	**Volet statistique du programme *Pour une maternité sans danger***	**115**
Section 9	**Statistiques selon le secteur d'activité économique – santé et sécurité du travail**	**127**
Section 10	**Statistiques selon la direction régionale – santé et sécurité du travail**	**145**
Section 11	**Les normes du travail**	**157**
Section 12	**L'équité salariale**	**173**

Liste des tableaux et graphiques

Section 1 Informations générales en lien avec la santé et la sécurité du travail

Tableau 1.1 Informations générales sur les lésions professionnelles et le programme *Pour une maternité sans danger* 23

Tableau 1.2 Informations générales sur la prévention-inspection 24

Tableau 1.3 Informations générales sur le financement 25

Tableau 1.4 Informations générales sur le processus de contestation 26

Tableau 1.5 Informations générales sur l'état des résultats du Fonds de la santé et de la sécurité du travail (FSST) 27

Graphique 1.1 Répartition relative des produits du FSST en 2016 28

Graphique 1.2 Répartition relative des charges du FSST en 2016 29

Section 2 Volet financier des programmes de réparation

Tableau 2.1 Répartition des lésions professionnelles avec paiement en 2016 selon la catégorie de prestation 37

Tableau 2.2 Répartition des prestations des lésions professionnelles avec paiement en 2016 selon l'année de la lésion professionnelle et la catégorie de prestation 38

Tableau 2.3 Répartition des lésions professionnelles indemnisées en 2016 selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle 39

Tableau 2.4 Répartition des lésions professionnelles avec des frais d'assistance médicale en 2016 selon la catégorie de frais d'assistance médicale et la catégorie de la lésion professionnelle 40

Tableau 2.5 Répartition des lésions professionnelles avec des frais de réadaptation en 2016 selon la catégorie de frais de réadaptation et la catégorie de la lésion professionnelle 41

Tableau 2.6 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu en 2016 selon la catégorie d'indemnité de remplacement du revenu et la catégorie de la lésion professionnelle 42

Tableau 2.7 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu en 2016 selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle 43

Tableau 2.8 Répartition du total des jours indemnisés pour les lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu en 2016 selon la catégorie d'indemnité de remplacement du revenu, l'année et la catégorie de la lésion professionnelle 44
Tableau 2.9 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour préjudice corporel en 2016 selon la catégorie d'indemnité pour préjudice corporel et la catégorie de la lésion professionnelle 45
Tableau 2.10 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour préjudice corporel en 2016 selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle 46
Tableau 2.11 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour incapacité permanente en 2016 selon la catégorie d'indemnité pour incapacité permanente 47
Tableau 2.12 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de décès en 2016 selon la catégorie d'indemnités de décès et la catégorie de la lésion professionnelle 48
Tableau 2.13 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de décès en 2016 selon l'année du décès et la catégorie de la lésion professionnelle 49
Graphique 2.1 Répartition relative des prestations des programmes de réparation en 2016 50

Section 3 Volet financier du programme *Pour une maternité sans danger*

Tableau 3.1 Répartition des réclamations traitées en 2016 selon l'année de l'événement et la catégorie du retrait 55
Tableau 3.2 Répartition des réclamations traitées en 2016 selon la catégorie de prestation et la catégorie du retrait 56
Graphique 3.1 Répartition relative des prestations du programme *Pour une maternité sans danger* en 2016 57

Section 4 Prévention-inspection

Tableau 4.1 Répartition des dépenses en matière de prévention en 2016 selon la catégorie de dépense 65
Tableau 4.2 Répartition des dossiers d'intervention créés en 2016 selon le type d'intervention 66
Tableau 4.3 Répartition des dossiers de promotion créés en 2016 selon le genre d'activité de promotion 67

Tableau 4.4 Employeurs, établissements, chantiers de construction et autres lieux visités en 2016 68
Tableau 4.5 Décisions prises en 2016 selon le type de décision 69
Graphique 4.1 Répartition relative des dépenses en matière de prévention en 2016 70

Section 5 Financement du régime de santé et sécurité du travail

Tableau 5.1 Répartition du taux moyen de cotisation décrété par 100 $ de masse salariale assurable en 2016 selon la composante du taux de cotisation 75
Tableau 5.2a Répartition des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2016 selon le mode de tarification de l'employeur 76
Tableau 5.2b Répartition des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2016 selon le degré de personnalisation des employeurs au taux personnalisé 76
Tableau 5.3 Répartition des dossiers d'expérience, des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2016 selon la catégorie de tarification du dossier d'expérience 77
Tableau 5.4a Répartition des mutuelles de prévention et des employeurs membres d'une mutuelle selon l'année d'adhésion à la mutuelle 78
Tableau 5.4b Données financières et répartition des mutuelles de prévention ouvertes pour 2015 et 2016 selon le nombre d'employeurs membres d'une mutuelle 78
Graphique 5.1 Répartition relative du taux moyen de cotisation décrété en 2016 selon la composante du taux de cotisation 79
Graphique 5.2 Répartition relative des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2016 selon le mode de tarification de l'employeur 80
Graphique 5.3 Répartition relative des dossiers d'expérience, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2016 selon la catégorie de tarification 81
Graphique 5.4 Répartition relative de la masse salariale de 2016 des employeurs membres d'une mutuelle en 2016, selon le secteur d'activité économique principal 82

Section 6 Processus de contestation en matière de santé et sécurité du travail

Tableau 6.1 Répartition des demandes inscrites par la Direction de la révision administrative (DRA) en 2016 selon le domaine d'intervention 87

Tableau 6.2 Répartition des décisions rendues par la Direction de la révision administrative (DRA) en 2016 selon le demandeur 88

Tableau 6.3 Répartition des plaintes reçues et des plaintes finalisées en 2016 selon l'article de loi concerné par le recours 89

Section 7 Volet statistique des programmes de réparation

Tableau 7.1 Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2016 et acceptés selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle 95

Tableau 7.2 Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2016 et acceptés selon les caractéristiques des bénéficiaires et la catégorie de la lésion professionnelle 96

Tableau 7.3 Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2016 et acceptés selon le siège de la lésion et l'âge du travailleur à l'accident 97

Tableau 7.4 Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2016 et acceptés selon le genre d'accident ou d'exposition 98

Tableau 7.5 Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2016 et acceptés selon la nature de la lésion 99

Tableau 7.6a Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2016 et acceptés selon l'agent causal de la lésion 100

Tableau 7.6b Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2016 et acceptés selon l'agent causal secondaire 100

Tableau 7.7 Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2016 et acceptés selon la profession du travailleur et la catégorie de la lésion professionnelle 101

Tableau 7.8 Répartition des dossiers pour maladies professionnelles ouverts en 2016 et acceptés selon la nature de la maladie et l'âge du travailleur à la maladie 102

Tableau 7.9 Répartition des décès pour l'année 2016 selon la catégorie de prestation et la catégorie de la lésion professionnelle 103

Tableau 7.10 Répartition des décès pour l'année 2016 selon l'année du décès et la catégorie de la lésion professionnelle 104

Tableau 7.11 Répartition des décès pour l'année 2016 selon les caractéristiques des travailleurs décédés et la catégorie de la lésion professionnelle 105
Tableau 7.12 Répartition des décès pour l'année 2016 pour accident du travail selon le siège de la lésion 106
Tableau 7.13 Répartition des décès pour l'année 2016 pour accident du travail selon le genre d'accident ou d'exposition 107
Tableau 7.14a Répartition des décès pour l'année 2016 pour accident du travail selon l'agent causal de la lésion 108
Tableau 7.14b Répartition des décès pour l'année 2016 pour accident du travail selon l'agent causal secondaire 108
Tableau 7.15 Répartition des décès pour l'année 2016 selon la profession du travailleur au décès 109
Tableau 7.16 Répartition des décès pour l'année 2016 pour maladie professionnelle selon la nature de la maladie 110
Tableau 7.17 Répartition des décès pour l'année 2016 pour maladie professionnelle selon le genre d'accident ou d'exposition 111
Graphique 7.1 Répartition relative des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2016 et acceptés selon l'âge du travailleur à la lésion professionnelle 112
Graphique 7.2 Répartition relative des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2016 et acceptés selon le siège de la lésion 113
Graphique 7.3 Répartition relative des dossiers pour maladies professionnelles ouverts en 2016 et acceptés selon la nature de la maladie 114

Section 8 Volet statistique du programme *Pour une maternité sans danger*

Tableau 8.1 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2016 et acceptées selon l'âge de la réclamante et la catégorie du retrait 119

Tableau 8.2 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2016 et acceptées selon le nombre de semaines de grossesse à la date du retrait ou de l'affectation 120

Tableau 8.3 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2016 et acceptées selon la nature de l'agresseur et la catégorie du retrait 121

Tableau 8.4 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2016 et acceptées selon la profession de la travailleuse et la catégorie du retrait 122

Graphique 8.1 Répartition relative des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2016 et acceptées selon l'âge de la réclamante et la catégorie du retrait 123

Graphique 8.2 Répartition relative des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2016 et acceptées selon le nombre de semaines de grossesse à la date du retrait ou de l'affectation 124

Graphique 8.3 Répartition relative des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2016 et acceptées selon la nature de l'agresseur 125

Section 9 Statistiques selon le secteur d'activité économique – santé et sécurité du travail

Tableau 9.1 Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2016 et acceptés selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle 130

Tableau 9.2 Répartition des décès pour l'année 2016 selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle 132

Tableau 9.3 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2016 et acceptées selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie du retrait 134

Tableau 9.4 Répartition des établissements actifs en 2016 selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique 136

Tableau 9.5 Répartition des dossiers d'intervention en prévention-inspection créés en 2016 selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique 138
Tableau 9.6 Répartition des visites effectuées et des dérogations constatées en 2016 selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique 140
Tableau 9.7 Répartition des décisions prises lors des interventions de 2016 selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique 142

Section 10 Statistiques selon la direction régionale – santé et sécurité du travail

Tableau 10.1 Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2016 et acceptés selon la direction régionale et la catégorie de la lésion professionnelle 149
Tableau 10.2 Répartition des décès pour l'année 2016 selon la direction régionale et la catégorie de la lésion professionnelle 150
Tableau 10.3 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2016 et acceptées selon la direction régionale et la catégorie du retrait 151
Tableau 10.4 Répartition des établissements actifs en 2016 selon la direction régionale 152
Tableau 10.5 Répartition des dossiers d'intervention en prévention-inspection et des dossiers de promotion créés en 2016 selon la direction régionale 153
Tableau 10.6 Répartition des visites effectuées et des dérogations constatées en 2016 selon la direction régionale 154
Tableau 10.7 Répartition des décisions prises lors des interventions de 2016 selon la direction régionale 155

Section 11 Les normes du travail

Tableau 11.1 Traitement des recours en lien avec les normes du travail, selon le type 161
Tableau 11.2 Mode de réception des recours déposés 162
Tableau 11.3a Répartition des recours déposés selon le sexe du plaignant et le type 163
Tableau 11.3b Répartition des recours déposés selon l'âge du plaignant et le type 163
Tableau 11.4 Recours déposés selon le secteur d'activité et le type 164
Tableau 11.5 Traitement des demandes d'étalement des heures de travail 165
Tableau 11.6 Demandes de révision traitées 166
Tableau 11.7 Répartition des recours déposés en 2016 selon la région administrative et le type 167
Tableau 11.8 Résultats liés au traitement des recours pécuniaires 168
Tableau 11.9 Résultats liés au traitement des recours pour pratique interdite 169
Tableau 11.10 Résultats liés au traitement des recours pour congédiement fait sans une cause juste et suffisante 170
Tableau 11.11 Résultats liés au traitement des recours pour harcèlement psychologique 171

Section 12 L'équité salariale

Tableau 12.1 Application de la Loi sur l'équité salariale 177
Tableau 12.2 Vérifications en lien avec l'équité salariale 178
Tableau 12.3 Traitement des recours en lien avec l'équité salariale 179

4 %

Introduction * 7

Notes explicatives

Depuis le 1er janvier 2016, la Commission des normes du travail, la Commission de l'équité salariale et la Commission de la santé et de la sécurité du travail sont regroupées pour créer la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST).

Contenu

La publication Statistiques annuelles présente des tableaux et graphiques qui permettent de détailler certaines informations relatives aux principales fonctions de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail et à sa clientèle.

Cette publication est constituée de douze sections : Informations générales en lien avec la santé et la sécurité du travail, Volet financier des programmes de réparation, Volet financier du programme *Pour une maternité sans danger*, Prévention-inspection, Financement du régime de santé et sécurité du travail, Processus de contestation en matière de santé et sécurité du travail, Volet statistique des programmes de réparation, Volet statistique du programme *Pour une maternité sans danger*, Statistiques selon le secteur d'activité économique – santé et sécurité du travail, Statistiques selon la direction régionale – santé et sécurité du travail, Les normes du travail et L'équité salariale.

Les informations relatives aux décisions rendues et à la description de la lésion (nature de la lésion, siège de la lésion, genre d'accident ou d'exposition, agent causal et agent causal secondaire de la lésion) reflètent l'image des fichiers informatiques au 1er mars suivant l'année de référence. Les informations traitant de prévention, de contestation et de décès reflètent l'image des fichiers informatiques au 31 décembre de l'année de référence. Avec l'implantation en 2011 du nouveau mode de paiement de la prime d'assurance (basé sur le salaire versé plutôt que le salaire prévu), les données définitives relatives au financement du régime de santé et sécurité du travail ne sont disponibles qu'après la fin de l'exercice de déclaration des salaires. Pour cette raison, ces informations ont été lues au 30 juin de l'année suivante, plutôt qu'au 31 décembre de l'année de référence.

Structure

Toutes les sections ont une structure similaire : une description des informations présentées, des notes explicatives, et une série de tableaux et graphiques.

Particularité de certaines données

1) Employeurs tenus personnellement au paiement des prestations

Les tableaux présentant les dossiers indemnisés excluent les dossiers pour des lésions survenues chez les employeurs tenus personnellement au paiement des prestations. Les tableaux présentant les dossiers ouverts les incluent, et leur nombre est précisé dans la note explicative accompagnant le tableau.

2) Données relatives aux décès

Les décès présentés dans les tableaux répondent aux critères suivants :
- ils ont été inscrits au cours de l'année de référence;
- ils sont la conséquence d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle enregistré à la CNESST;
- la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année de référence. Les décès présentés ne sont pas nécessairement survenus au cours de l'année de référence.

Ces critères permettent de retenir seulement les décès indemnisables par les différentes lois appliquées par la CNESST. Certains travailleurs, comme par exemple un employeur décédé qui n'était pas inscrit à la CNESST ou un travailleur qui avait un emploi non couvert par les différents régimes administrés par la CNESST, sont exclus des statistiques sur les décès.

4 %

Section 1
Informations générales
en lien avec la santé et la
sécurité du travail

* 7

Description

Lorsqu'un travailleur est victime d'un accident du travail, l'employeur ou son représentant doit être prévenu dès que possible. Quand le travailleur n'est pas en mesure de le faire lui-même, un collègue de travail, son délégué syndical ou une autre personne disponible peut s'en charger pour lui.

Le travailleur doit recevoir rapidement les premiers soins nécessaires. Si son état le justifie, il sera transporté dans un établissement de santé ou chez un médecin de son choix, ou à son domicile. C'est à l'employeur de payer ou de rembourser les frais de ce transport.

Dans le cas d'un accident mineur qui ne rend pas le travailleur incapable d'occuper son emploi au-delà de la journée où la lésion s'est manifestée, il n'y a pas lieu d'avertir la CNESST. L'employeur doit payer au travailleur son salaire habituel pour la partie de la journée où il n'a pu travailler à cause de sa lésion. Toutefois, la loi exige l'enregistrement de cet accident dans un registre que signe le travailleur.

Par contre, si un travailleur est incapable d'exercer son travail au-delà de cette journée, la CNESST doit en être avisée. Le travailleur doit alors remettre à son employeur une attestation médicale. C'est le médecin du travailleur qui lui fournit cette attestation, où il inscrit son diagnostic et la durée probable de l'absence. L'employeur doit indemniser le travailleur pendant les quatorze premiers jours civils d'absence et faire parvenir à la CNESST une demande de remboursement. Elle correspond à 90 % du salaire net du travailleur, jusqu'à concurrence du salaire maximum assurable, pour chaque jour ou partie de jour où il aurait normalement travaillé. Si le travailleur est absent pendant plus de quatorze jours, il doit produire lui-même une demande à la CNESST. Le travailleur doit remplir le formulaire *Réclamation du travailleur*, en envoyer un exemplaire à la direction régionale de la CNESST la plus près de chez lui et en remettre un exemplaire à son employeur. La CNESST lui verse directement son indemnité de remplacement du revenu. Le travailleur a le droit de réintégrer son emploi ou un emploi équivalent dès qu'il redevient capable de l'exercer. S'il en est incapable, l'employeur doit lui offrir le premier emploi convenable disponible dans un de ses établissements.

S'il s'agit d'un accident grave ayant causé des blessures sérieuses à un ou plusieurs travailleurs ou entraîné leur décès, l'employeur doit le signaler immédiatement à la CNESST afin qu'un inspecteur puisse entreprendre une enquête.

Il se peut qu'à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, un travailleur subisse une atteinte permanente à son intégrité physique ou psychique. Il a alors droit à une indemnité forfaitaire pour préjudice corporel.

Tous les frais d'assistance médicale reliés à une lésion professionnelle sont à la charge de la CNESST. Celle-ci paie les services donnés par les médecins, les dentistes, les optométristes et, sur ordonnance, ceux du personnel paramédical, notamment les physiothérapeutes,

les ergothérapeutes et les chiropraticiens. De plus, elle paie les médicaments et les soins hospitaliers, de même que le prix des orthèses et des prothèses lorsqu'elles sont prescrites.

Le médecin choisi par un travailleur pour le prendre en charge joue un rôle extrêmement important tout au long du processus d'indemnisation et de réadaptation. Ses rapports sont déterminants et la CNESST, dans ses décisions, est liée par son avis sur plusieurs points : le diagnostic, la date ou la période prévisible de consolidation de la lésion et la nature, la nécessité, la quantité ou la durée des soins ou des traitements administrés ou prescrits. De plus, c'est le médecin qui détermine les séquelles et les limitations fonctionnelles pouvant résulter d'une lésion et qui établit l'existence ou le pourcentage d'atteinte permanente à l'intégrité physique ou psychique du travailleur.

Les demandes de prestations sont faites en vertu de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*[1] ou de la *Loi* (fédérale) *sur l'indemnisation des agents de l'État*.

La marche à suivre dans le cas d'une maladie professionnelle est sensiblement la même que celle décrite dans le cas des accidents du travail.

Notes explicatives

Lésion ou réclamation avec paiement

Une lésion (réclamation, dans le cas du programme *Pour une maternité sans danger*) est « avec paiement » pour une année donnée si des transactions monétaires ont été effectuées pendant cette année.

Lésion indemnisée

Une lésion est indemnisée pour une année donnée si des montants ont été versés sous forme d'indemnités de remplacement du revenu, de stabilisation économique et sociale, pour préjudice corporel, pour incapacité permanente ou de décès, pendant cette année.

---

[1] Pour les dossiers de lésions survenues avant le 19 août 1985, les demandes de prestations ont été faites en vertu de la *Loi sur les accidents du travail* ou de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et les carrières*.

Dossier ouvert

Un dossier est ouvert pour une année donnée si un accident du travail ou une maladie professionnelle a été inscrit entre le 1er janvier et le 31 décembre de cette année. L'inscription est réalisée sur réception :

- d'une demande de remboursement des quatorze premiers jours par l'employeur;
- d'une demande du travailleur dans le but de recevoir de l'indemnité de remplacement du revenu de la CNESST à compter du quinzième jour d'absence;
- d'une déclaration d'un décès relié à un accident du travail ou une maladie professionnelle par l'employeur ou par la famille du défunt;
- d'une demande de remboursement de frais d'assistance médicale (selon le montant de remboursement demandé, il peut ne pas y avoir de dossier ouvert).

Il est à noter qu'il ne faut pas confondre l'année où survient la lésion professionnelle et l'année d'ouverture du dossier. Une lésion peut être déclarée à la CNESST un certain temps après que se soit produit l'accident du travail ou manifestée la maladie professionnelle.

Dossier « accepté » et « autre »

Un dossier est *accepté* lorsque la dernière décision inscrite au 1er mars de l'année suivant la lésion est « demande d'indemnisation acceptée » ou dossier avec frais seulement.

Un dossier est classé *autre* lorsque au 1er mars de l'année suivant la lésion, la décision est : « demande d'indemnisation refusée » ou « en suspens et en attente d'une décision ».

Décès

Un décès est comptabilisé si, au 31 décembre de l'année visée, il est en relation avec la lésion professionnelle et que la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; il peut être accepté avec ou sans indemnités de décès.

Notes: les informations associées aux établissements de 21 travailleurs ou plus ont été retirées du tableau 1.2, puisqu'elles ne sont plus disponibles.

À compter de l'année 2009, la CNESST a révisé son estimation du nombre de travailleurs couverts par le régime de santé et de sécurité du travail. Le nombre présenté maintenant correspond au nombre total de travailleurs en emploi au Québec, duquel on soustrait une estimation du nombre de travailleurs autonomes qui ne sont pas assurés à la CNESST.

À signaler, entre 2015 et 2016 :

- Dossiers ouverts et acceptés
  - Hausse de 0,5 % des accidents du travail
  - Hausse de 40,7 % des maladies professionnelles

- Décès
  - Hausse de 15,9 % des accidents du travail
  - Hausse de 7,9 % des maladies professionnelles

- Programme Pour une maternité sans danger (PMSD)
  - Hausse de 0,1 % des réclamations acceptées

- Stabilité du nombre de travailleurs couverts par le régime de santé et de sécurité du travail

- Hausse de 1,9 % des dossiers d'intervention en prévention-inspection créés

Tableau 1.1
Informations générales sur les lésions professionnelles et le programme *Pour une maternité sans danger*

				2016	2015
Lésions professionnelles	• Avec paiement[1]	> Nombre de lésions professionnelles (LAT)		**13 242**	13 636
		> Nombre d'accidents du travail (LATMP)		**240 674**	194 571
		> Nombre de maladies professionnelles (LATMP)		**70 645**	61 382
		> *Nombre total de lésions professionnelles*		***324 561***	*269 589*
	• Indemnisées[2]	> Nombre de lésions professionnelles (LAT)		**8 935**	9 504
		> Nombre d'accidents du travail (LATMP)		**131 343**	129 752
		> Nombre de maladies professionnelles (LATMP)		**12 651**	11 375
		> *Nombre total de lésions professionnelles*		***152 929***	*150 631*
	• Dossiers ouverts[3]	> Nombre d'accidents du travail	» Acceptés[4]	**82 179**	81 765
			» Autres[5]	**14 678**	15 696
			» *Total*	***96 857***	*97 461*
		> Nombre de maladies professionnelles	» Acceptés[4]	**8 235**	5 853
			» Autres[5]	**5 182**	7 244
			» *Total*	***13 417***	*13 097*
		> *Nombre total de lésions professionnelles*	» Acceptés[4]	***90 414***	*87 618*
			» Autres[5]	***19 860***	*22 940*
			» *Total*	***110 274***	*110 558*
	• Décès[6]	> Nombre d'accidents du travail		**80**	69
		> Nombre de maladies professionnelles		**137**	127
		> *Nombre total de lésions professionnelles*		***217***	*196*
Programme *Pour une maternité sans danger*		• Nombre de réclamations avec paiement[7]		**45 249**	44 951
		• Nombre de réclamations inscrites[8]	> Acceptées[9]	**33 080**	33 058
			> Autres[10]	**2 584**	2 407
			> *Total*	***35 664***	*35 465*

1. Lésions professionnelles avec des transactions monétaires pendant l'année visée. En 2016, 2 dossiers ont été payés selon la LAT et la LATMP; en 2015, cette situation touche 1 dossier.
2. Lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu, de stabilisation économique et sociale, pour préjudice corporel, pour incapacité permanente ou de décès.
3. Dossiers ouverts entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; avec ou sans paiement; incluant 2 260 dossiers d'employeurs non assurés pour 2016 et 2 541 dossiers pour 2015.
4. Dossiers pour lesquels, au 1er mars de l'année suivante, la dernière décision rendue est « demande d'indemnisation acceptée » ou dossiers avec frais seulement.
5. Dossiers pour lesquels, au 1er mars de l'année suivante, la dernière décision rendue est « demande d'indemnisation refusée », « en suspens » ou « inconnue ».
6. Décès dus à une lésion professionnelle pour lesquels, au 31 décembre de l'année visée, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; décès acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 5 dossiers d'employeurs non assurés pour 2016 et 5 dossiers pour 2015.
7. Réclamations avec des transactions monétaires pendant l'année visée.
8. Réclamations inscrites entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; avec ou sans paiement; incluant 7 dossiers d'employeurs non assurés pour 2016 et 5 dossiers pour 2015.
9. Demandes acceptées au 1er mars de l'année suivante.
10. Demandes refusées ou en attente d'une décision au 1er mars de l'année suivante.

Tableau 1.2
Informations générales sur la prévention-inspection

	2016	2015
Estimation du nombre total de travailleurs couverts par le régime de santé et de sécurité du travail[1] (en millions)	**3,8**	3,8
Nombre d'établissements[2]	**270 118**	272 315
Nombre de dossiers d'intervention en prévention-inspection créés	**17 743**	17 415
Paiements pour les services de santé au travail (en '000 de $)	**69 467**	69 459
Subvention à l'Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail (en '000 de $)	**23 316**	24 503
Subventions aux associations sectorielles paritaires (en '000 de $)	**20 793**	20 992
Subventions aux associations syndicales et patronales (en '000 de $)	**11 447**	11 472
Autres subventions (en '000 de $)	**223**	281

1. Sources : CANSIM, Statistique Canada, Enquête sur la population active; Revenu Québec.
   Le nombre présenté correspond au nombre total de travailleurs en emploi duquel on retranche une estimation des travailleurs autonomes qui ne sont pas assurés par la CNESST.
2. Les établissements qui n'ont été ouverts que durant une partie de l'année de référence sont compris.

Tableau 1.3
Informations générales sur le financement

	2016	2015
Employeurs[1]	**225 230**	224 919
Nombre de dossiers d'employeurs ayant déclaré une masse salariale[2]	**203 101**	203 477
Nombre de dossiers d'expérience[2]	**258 535**	259 927
Masse salariale assurable (en milliards de $)[3]	**138,4**	135,2
Cotisation des employeurs (en millions de $)[4]	**2 614,2**	2 697,5
Taux moyen de cotisation décrété (en $)	**1,84**	1,94
Salaire maximum annuel assurable (en $)	**71 500**	70 000
Salaire annuel moyen des travailleurs québécois (en $)[5]	**45 020**	44 341

**Avec l'implantation en 2011 du nouveau mode de paiement de la prime d'assurance (basé sur le salaire versé plutôt que le salaire prévu), les données définitives relatives aux employeurs ne sont disponibles qu'après la fin de l'exercice de déclaration des salaires.*

1. Nombre de dossiers d'employeurs ouverts pendant au moins une journée au cours de l'année présentée, qu'une masse salariale leur soit associée ou non.
   Ce nombre correspond au total des employeurs réguliers et des employeurs tenus personnellement au paiement des prestations (ETP).
2. Dossiers associés à des employeurs ayant déclaré une masse salariale pour l'année visée, au 30 juin de l'année suivante.
3. Masse salariale assurable définitive ou estimée pour l'année visée inscrite dans les fichiers de la CNESST au 30 juin de l'année suivante.
   Selon les états financiers, la masse salariale assurable est estimée à 139,0 milliards de dollars en 2016 et à 135,0 milliards de dollars en 2015.
4. Cotisations reçues au 30 juin de l'année suivante pour l'année visée seulement.
   Ces cotisations ne comprennent pas les montants perçus pour l'année visée à titre d'arrérages afférents à des années antérieures à l'année visée.
   Selon les états financiers, les cotisations des employeurs sont estimées à 2 535,2 millions de dollars en 2016 et à 2 569,6 millions de dollars en 2015.
5. Source : Statistique Canada, Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail.
   Rémunération hebdomadaire moyenne, ramenée sur une base annuelle; estimation non désaisonnalisée.
   Estimation excluant le temps supplémentaire, pour l'ensemble des employés (employés à salaire fixe et salariés rémunérés à l'heure).

Tableau 1.4
Informations générales sur le processus de contestation

		2016	2015
Recours et conciliation	**Article 32 LATMP**		
	• Nombre de plaintes reçues	**1 883**	1 910
	• Nombre de plaintes finalisées	**1 851**	1 834
	Article 227 LSST		
	• Nombre de plaintes reçues	**506**	388
	• Nombre de plaintes finalisées	**495**	516
	Article 245 LATMP		
	• Nombre de demandes reçues	**0**	0
	• Nombre de demandes finalisées	**0**	0
	Total		
	• Nombre de plaintes reçues	***2 389***	***2 298***
	• Nombre de plaintes finalisées	***2 346***	***2 350***

		2016	2015
Révision	**Direction de la révision administrative**		
	• Nombre de demandes inscrites	**60 412**	52 692
	• Nombre de décisions rendues	**45 817**	45 345
	• Nombre de dossiers clos [1]	**53 059**	51 243

1. L'écart entre le nombre de dossiers clos et le nombre de décisions rendues s'explique par les désistements, les cas de fermeture administrative et les cas d'absence de juridiction.

Note - Données de l'année présentée observées avec deux mois de maturité.

Tableau 1.5
Informations générales sur l'état des résultats du Fonds de la santé et de la sécurité du travail (FSST) (en '000 de $)

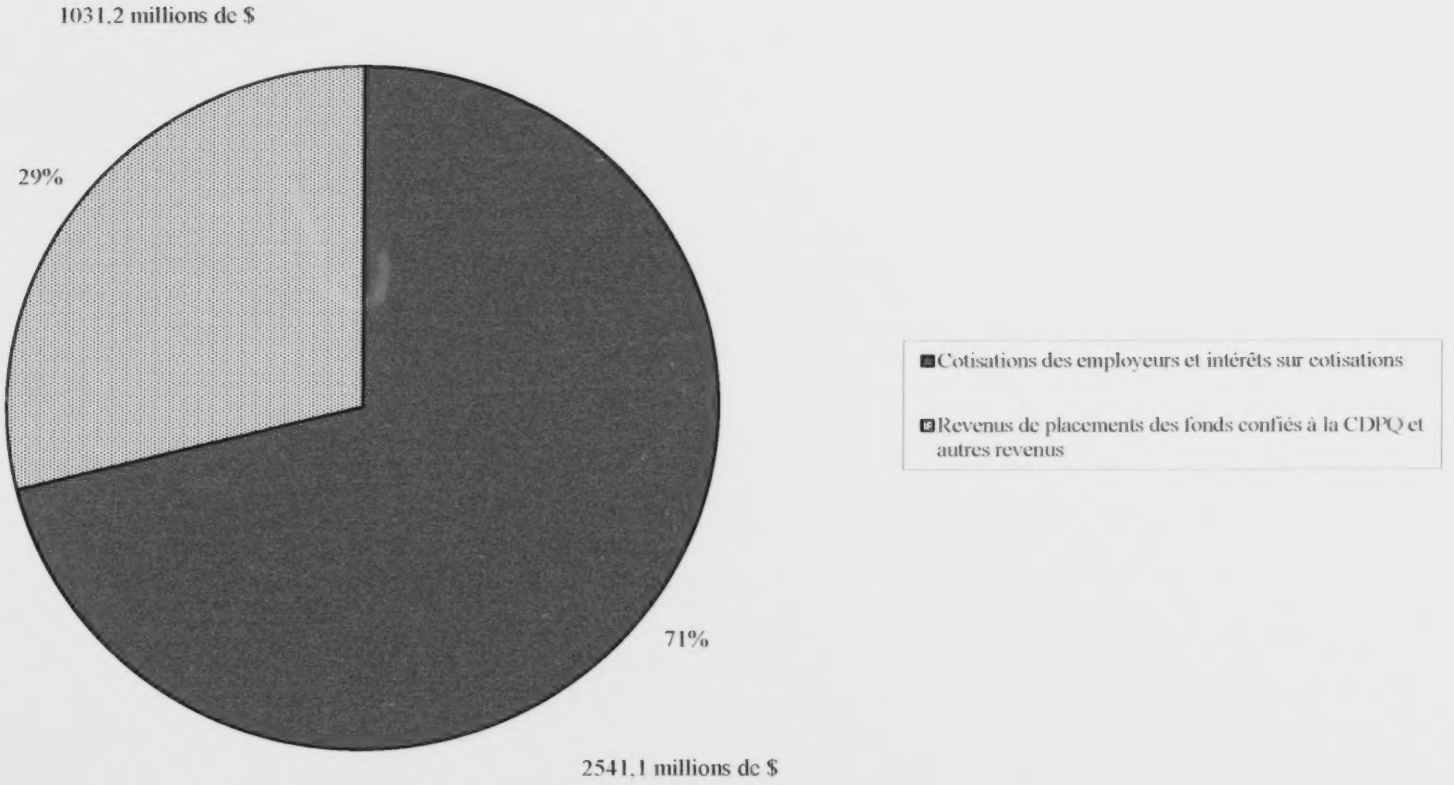
		2016	2015*
Produits	• Cotisations des employeurs et intérêts sur cotisations	**2 541 127**	2 574 284
	• Revenus de placements des fonds confiés à la CDPQ	**992 676**	1 161 150
	• Autres[1]	**38 449**	37 872
	• *Total*	***3 572 252***	*3 773 306*
Charges	• Programmes de réparation		
	> Prestations	**2 001 937**	1 926 688
	> Variation du passif actuariel	**177 298**	78 370
	> *Total*	***2 179 235***	***2 005 058***
	• Programme *Pour une maternité sans danger*		
	> Prestations	**236 020**	231 922
	> Variation du passif actuariel	**7 064**	373
	> *Total*	***243 084***	*232 295*
	• Subventions accordées pour des programmes de prévention	**125 246**	126 707
	• Charges administratives[1]		
	> Frais d'administration	**445 460**	434 979
	> Charges financières	**6 480**	5 666
	> Variation du passif actuariel	**39 614**	(3 557)
	> *Total*	***491 554***	437 088
	• Financement de tribunaux administratifs		
	> Contributions au financement de tribunaux administratifs rechargées par la CNESST	**60 280**	63 848
	> Variation du passif actuariel	**(2 357)**	(2 815)
	> *Total*	***57 923***	61 033
	• Créances douteuses rechargées par la CNESST	**10 733**	15 235
	• *Total*	***3 107 775***	*2 877 416*
Résultat net et résultat global		**464 477**	895 890
composé de :	Résultat relatif à l'application de la politique de capitalisation	**25 285**	37 531
	Surplus (Déficit) relatif au taux de rendement réel	**262 486**	484 545
	Variations des obligations relatives aux maladies professionnelles latentes non encore déclarées[1]	**(11 354)**	(3 708)
	Surplus (Déficit) des opérations de l'exercice courant	**188 060**	377 522
Actif		**15 629 510**	14 955 028
Passif		**14 342 567**	14 132 562
(Déficit) Surplus cumulé		**1 286 943**	822 466
Niveau de capitalisation[2]		**109,0%**	105,8%

1. Le passif actuariel comprend dorénavant une provision pour les obligations relatives aux maladies professionnelles latentes non encore déclarées dont la survenance est prévue après la date de clôture des états financiers mais qui résultent d'expositions encourues en milieu de travail avant cette date chez les employeurs tenus de cotiser.

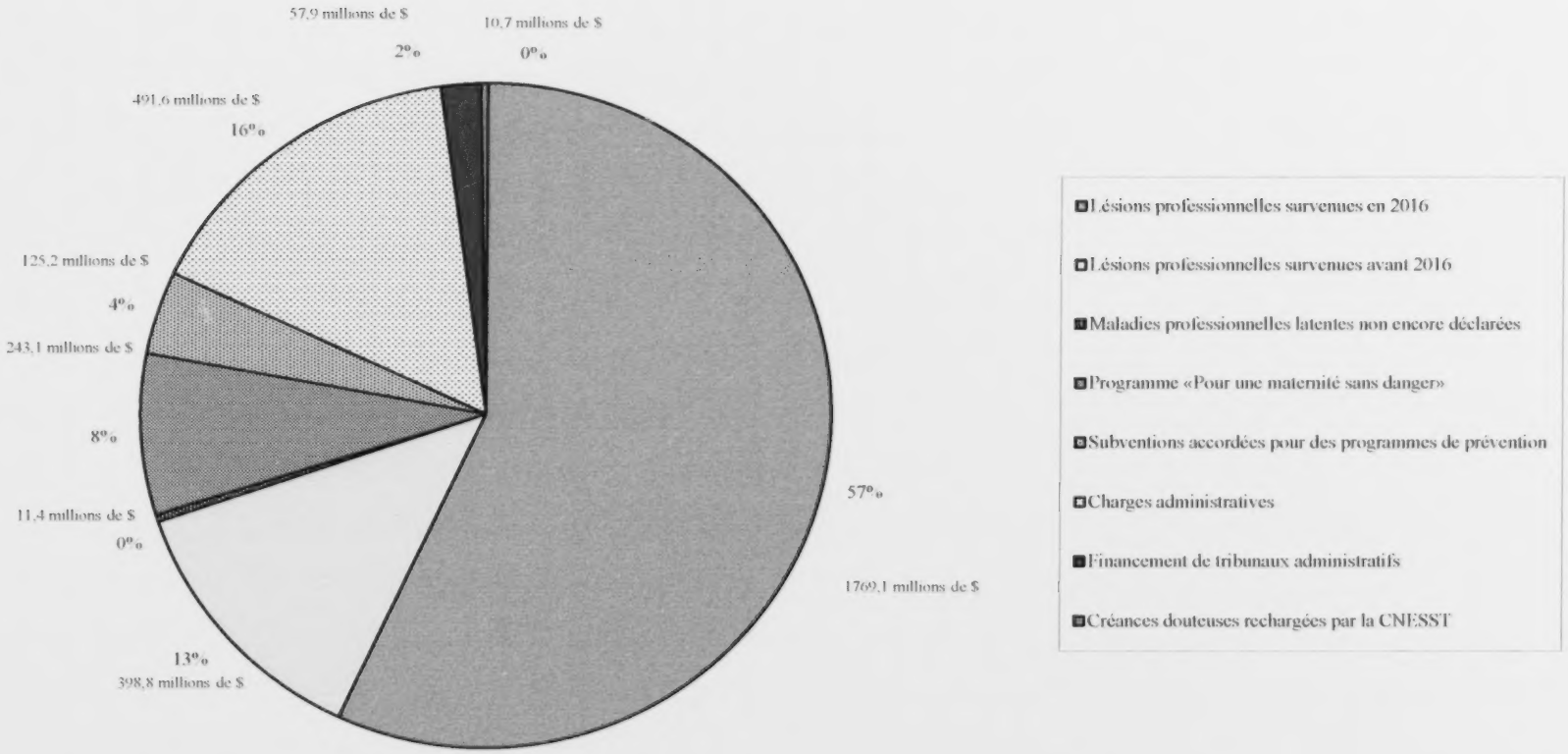
2. Le niveau de capitalisation effectif aux fins de la tarification est quant à lui de 114,5 % pour 2016 et 111,2 % pour 2015.
Il correspond à la proportion du total de l'actif sur le total du passif en excluant les obligations relatives aux maladies professionnelles latentes non encore déclarées.

* Données révisées suite à un retraitement.

Graphique 1.1
Répartition relative des produits du FSST en 2016



Graphique 1.2
Répartition relative des charges du FSST en 2016



4 %

Section 2
Volet financier des programmes de réparation

*7

Description

La *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (LATMP) est entrée en vigueur le 19 août 1985. Cette loi s'applique aux accidents du travail et aux maladies professionnelles, ainsi qu'aux rechutes, récidives et aggravations, survenus à compter de cette date. Pour les événements survenus avant le 19 août 1985, la *Loi sur les accidents du travail* (LAT) s'applique.

Les frais de réparation

La loi reconnaît au travailleur victime d'une lésion professionnelle le droit à l'assistance médicale qu'exige son état en raison de cette lésion.

La loi accorde également au travailleur atteint de façon permanente dans son intégrité physique ou psychique en raison de sa lésion professionnelle le droit à la réadaptation qu'exige son état en vue de sa réinsertion sociale et professionnelle. Ce droit est l'un des éléments centraux du régime.

Les indemnités de remplacement du revenu

Les sommes déboursées pour interruption de travail représentent la part la plus importante des débours de la Commission pour la réparation des lésions professionnelles.

L'indemnité de remplacement du revenu est versée au travailleur :
- pendant toute la période où il est incapable d'exercer son emploi en raison de sa lésion
- et si les séquelles de sa lésion l'empêchent de reprendre son emploi, pendant toute la période nécessaire à sa réadaptation afin de reprendre son emploi, un emploi équivalent ou un emploi convenable.

Lorsque le travailleur devient apte à occuper un emploi, l'indemnité de remplacement du revenu cesse d'être versée, en tout ou en partie, selon l'une ou l'autre des hypothèses suivantes :
- Si le travailleur redevient capable d'occuper son emploi ou un emploi équivalent, l'indemnité cesse d'être versée. Cependant, si le délai d'exercice de son droit au retour au travail est expiré, l'indemnité est maintenue pendant une période maximale d'une année. À l'expiration de ce délai ou lorsque le travailleur réintègre son emploi, un emploi équivalent, ou qu'il refuse de le faire sans raison valable, l'indemnité cesse de lui être versée selon la première éventualité.
- Si l'emploi convenable auquel le travailleur a été réadapté est disponible, l'indemnité est réduite du revenu net retenu qu'il tire ou pourrait tirer de cet emploi convenable.

- Si l'emploi convenable auquel le travailleur a été réadapté n'est pas disponible, l'indemnité est maintenue pendant un maximum d'une année. À l'expiration de ce délai ou lorsque le travailleur retourne à cet emploi ou lorsqu'il refuse de le faire sans raison valable, l'indemnité est réduite du revenu qu'il pourrait recevoir de cet emploi convenable.

L'indemnité de remplacement du revenu versée à un travailleur reconnu apte à occuper un emploi convenable est révisée périodiquement.

Par ailleurs, le travailleur qui au moment de son accident est âgé de 60 ans ou plus, ou de 55 ans ou plus en cas de maladie professionnelle, et qui ne peut retourner à son emploi parce qu'il est atteint de façon permanente dans son intégrité physique ou psychique a droit à l'indemnité de remplacement du revenu tant qu'il n'occupe pas un nouvel emploi. Toutefois, il y a une modification à la LATMP par suite de l'adoption de la loi 35 en juin 1992 : si l'employeur de ce travailleur lui offre un emploi jugé convenable par la CNESST, il devra l'accepter. Ainsi, le travailleur a droit à l'indemnité de remplacement du revenu tant qu'il n'occupe pas un nouvel emploi ou un emploi convenable disponible chez son employeur.

Les indemnités pour stabilisation économique et sociale

Versées en vertu de la LAT, ces indemnités visent à faciliter le retour à la vie normale et la réinsertion dans la société du travailleur atteint d'une incapacité à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle. L'indemnité prend la forme d'une assistance financière pour la stabilisation économique et de services de consultation dans le domaine de la psychologie de service social pour la stabilisation sociale.

Les indemnités pour préjudice corporel et les indemnités pour incapacité permanente

Il se peut qu'à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, un travailleur soit atteint d'une façon permanente dans son intégrité physique ou psychique. Il a alors droit à une rente d'incapacité permanente (LAT) ou à une indemnité forfaitaire pour préjudice corporel (LATMP).

Le montant de cette indemnité forfaitaire n'est pas le même pour tous les travailleurs. Il varie selon le pourcentage d'atteinte permanente à l'intégrité physique ou psychique et l'âge de la personne au moment de la lésion. Cette indemnité s'appliquant à l'ensemble du préjudice corporel, elle est établie en tenant compte du déficit anatomo-physiologique (les séquelles diagnostiquées médicalement), du préjudice esthétique, ainsi que des douleurs et de la perte de jouissance de la vie qui en résultent.

Les indemnités de décès

En cas de décès du travailleur, des indemnités sont prévues pour ses personnes à charge. Ainsi, le conjoint survivant a droit au versement temporaire d'une indemnité de remplacement du revenu, en plus d'une indemnité forfaitaire. Une rente mensuelle est versée à chaque enfant à charge jusqu'à sa majorité.

Note: dans cette section, le nombre de lésions présenté pour une catégorie de prestation donnée peut varier d'un tableau à l'autre. En effet, pour être retenu dans le calcul du nombre, un dossier doit avoir un total de débours non nul (≠ 0$) au niveau de détail présenté; ce niveau de détail varie selon les tableaux.

À signaler, entre 2015 et 2016 :

- Hausse des débours associés aux lésions professionnelles pour les catégories de prestation suivantes :
  - 6,7 % pour les frais d'assistance médicale
  - 5,7 % pour les frais de réadaptation
  - 5,3 % pour les indemnités de remplacement du revenu en consolidation médicale et réadaptation
  - 0,5 % pour les indemnités de remplacement du revenu en postréadaptation
  - 10,5 % pour les indemnités pour préjudice corporel
- Baisse des débours associés aux lésions professionnelles pour la catégorie de prestation suivante :
  - -1,2 % pour les indemnités de décès

  Ces catégories de prestation sont versées en vertu de la LATMP

- Baisse des débours associés aux lésions professionnelles pour les catégories de prestation suivantes :
  - -15,6 % pour les indemnités de stabilisation économique et sociale
  - -4,5 % pour les indemnités pour incapacité permanente

  Ces catégories de prestation sont versées en vertu de la LAT

Tableau 2.1
Répartition des lésions professionnelles avec paiement en 2016
selon la catégorie de prestation

	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours
Frais d'assistance médicale	285 117	451 151	22,5
Frais de réadaptation	24 018	74 794	3,7
Indemnités de remplacement du revenu — consolidation médicale et réadaptation	91 715	613 188	30,6
Indemnités de remplacement du revenu — postréadaptation	45 970	628 183	31,4
Indemnités de stabilisation économique et sociale	213	2 294	0,1
Indemnités pour préjudice corporel	20 265	135 230	6,8
Indemnités pour incapacité permanente	6 946	59 947	3,0
Indemnités de décès	1 204	37 151	1,9
Total	**324 571** [2]	**2 001 937** [3]	**100**

1. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de prestation, elle ne figure qu'une fois au total.
2. De ce nombre, 170 719 lésions professionnelles n'ont que des frais au dossier.
3. Un montant de 28 899 690 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.
   Ce montant est composé de frais d'assistance médicale ou de régularisations comptables.

Tableau 2.2
Répartition des prestations des lésions professionnelles avec paiement en 2016
selon l'année de la lésion professionnelle et la catégorie de prestation

(en '000 de $)

	Frais d'assistance médicale	Frais de réadaptation	Indemnités de remplacement du revenu — consolidation médicale et réadaptation	Indemnités de remplacement du revenu — postréadaptation	Indemnités de stabilisation économique et sociale	Indemnités pour préjudice corporel	Indemnités pour incapacité permanente	Indemnités de décès	Total[1]
2011 ou antérieures	117 738	42 282	67 060	520 589	2 294	21 972	59 947	18 350	**850 233**
2012	9 245	3 479	23 568	35 462	—	6 601	—	1 596	**79 952**
2013	14 672	6 403	45 701	38 416	—	14 494	—	3 026	**122 711**
2014	30 639	9 597	81 498	26 098	—	26 533	—	5 807	**180 170**
2015	119 496	11 311	180 679	7 297	—	51 218	—	6 464	**376 464**
2016	159 361	1 722	214 681	322	—	14 411	—	1 909	**392 406**
Total	**451 151**	**74 794**	**613 188**	**628 183**	**2 294**	**135 230**	**59 947**	**37 151**	**2 001 937**

1. Un montant de 28 899 690 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.
Ce montant est composé de frais d'assistance médicale ou de régularisations comptables.

Tableau 2.3

Répartition des lésions professionnelles indemnisées en 2016[1] selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle

	Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP					
				Accident du travail			Maladie professionnelle		
	Nombre[2]	Débours d'indemnités au total (en '000 de $)	% des débours	Nombre[2]	Débours d'indemnités au total (en '000 de $)	% des débours	Nombre[2]	Débours d'indemnités au total (en '000 de $)	% des débours
2011 ou antérieures	8 935	99 058	100,0	35 438	530 777	43,3	4 300	60 378	39,6
2012	—	—	—	3 301	61 411	5,0	285	5 816	3,8
2013	—	—	—	4 611	93 116	7,6	410	8 520	5,6
2014	—	—	—	7 631	122 814	10,0	1 119	17 121	11,2
2015	—	—	—	22 766	201 657	16,5	4 501	44 000	28,9
2016	—	—	—	57 598	214 870	17,5	2 053	16 452	10,8
Total	**8 935**	**99 058**	**100**	**131 343**	**1 224 645** [3]	**100**	**12 651**	**152 288**	**100**

1. Lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu, de stabilisation économique et sociale, pour préjudice corporel, pour incapacité permanente ou de décès.
2. Les lésions qui, en raison d'ajustements apportés, se trouvent comptabilisées dans plus d'une année de lésion ne figurent qu'une fois au total.
3. Un montant de -2 765 724 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.

Tableau 2.4

Répartition des lésions professionnelles avec des frais d'assistance médicale en 2016[1] selon la catégorie de frais d'assistance médicale et la catégorie de la lésion professionnelle

		Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP					
					Accident du travail			Maladie professionnelle		
		Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours
Services de professionnels de la santé		1 510	957	6,7	191 151	92 803	25,8	28 423	10 226	13,2
Soins ou traitements fournis par les établissements de santé		701	1 904	13,4	74 365	69 934	19,4	3 875	2 730	3,5
Médicaments et produits pharmaceutiques		1 820	4 653	32,7	32 569	45 076	12,5	1 612	2 871	3,7
Prothèses et orthèses		3 904	3 924	27,6	10 495	8 894	2,5	47 755	55 107	71,4
Soins et traitements dispensés par les intervenants de la santé	• Physiothérapie	159	257	1,8	57 482	69 849	19,4	1 729	1 502	1,9
	• Ergothérapie	23	37	0,3	25 060	28 707	8,0	545	557	0,7
	• Autres	342	343	2,4	9 012	8 694	2,4	7 779	1 467	1,9
	• *Total*	*491*	*637*	*4,5*	*64 235*	*107 250*	*29,8*	*9 504*	*3 525*	*4,6*
Aides techniques et frais		1 308	1 478	10,4	12 653	7 250	2,0	5 982	1 864	2,4
Frais de déplacement et de séjour		1 050	523	3,7	36 312	12 764	3,5	3 450	684	0,9
Autres frais		90	159	1,1	1 405	15 715	4,4	204	225	0,3
Total		**6 344**	**14 234**	**100**	**211 277**	**359 685**	**100**	**67 525**	**77 232**	**100**

1. Un montant de 31 368 617 $ est compris dans les frais d'assistance médicale pour des demandes de remboursement de frais pour lesquelles la CNESST n'a pas ouvert de dossier.
2. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.

Tableau 2.5

Répartition des lésions professionnelles avec des frais de réadaptation en 2016 selon la catégorie de frais de réadaptation et la catégorie de la lésion professionnelle

		Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP					
					Accident du travail			Maladie professionnelle		
		Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours
Réadaptation professionnelle	• Programme de recyclage, mobilité professionnelle et réinsertion du conjoint survivant	0	0	0,0	5	5	0,0	0	0	0,0
	• Service professionnel externe	111	192	3,1	8 897	20 815	32,0	317	541	16,0
	• Programmes de formation	3	3	0,1	1 310	7 548	11,6	87	466	13,8
	• Adaptation d'un poste de travail	0	0	0,0	116	157	0,2	6	14	0,4
	• Subventions à l'employeur et à la création d'emploi	0	0	0,0	75	421	0,6	9	38	1,1
	• Subventions pour un projet — travailleur	0	0	0,0	0	0	0,0	0	0	0,0
	• *Total*	*113*	*195*	*3,1*	*9 661*	*28 946*	*44,4*	*372*	*1 058*	*31,3*
Réadaptation sociale	• Services professionnels d'intervention psychosociale	106	126	2,0	2 082	3 773	5,8	64	118	3,5
	• Adaptation du domicile	77	423	6,7	305	3 295	5,1	11	162	4,8
	• Adaptation du véhicule principal	56	150	2,4	192	566	0,9	1	0	0,0
	• Aide personnelle à domicile	473	3 573	57,0	1 879	11 674	17,9	107	603	17,8
	• Frais de garde d'enfants	0	0	0,0	12	21	0,0	1	0	0,0
	• Frais d'entretien courant du domicile	1 081	1 801	28,7	10 762	16 872	25,9	953	1 439	42,6
	• *Total*	*1 389*	*6 072*	*96,9*	*13 489*	*36 200*	*55,6*	*1 057*	*2 322*	*68,7*
Total		**1 410**	**6 267**	**100**	**21 272**	**65 146** [2]	**100**	**1 337**	**3 381**	**100**

1. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.
2. Un montant de -110 997 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.

Tableau 2.6

Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu en 2016 selon la catégorie d'indemnité de remplacement du revenu et la catégorie de la lésion professionnelle

		Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP					
					Accident du travail			Maladie professionnelle		
		Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours
Consolidation médicale et réadaptation	• 14 premiers jours payés par l'employeur, remboursable par la CNESST	51	47	0,2	62 137	48 268	4,2	793	627	0,8
	• Consolidation médicale	167	2 690	11,2	63 933	468 823	41,1	1 580	16 879	22,2
	• Réadaptation	35	330	1,4	6 754	57 054	5,0	348	2 934	3,9
	• Autres indemnités	29	401	1,7	3 582	14 148	1,2	215	986	1,3
	• *Total*	*175*	*3 468*	*14,4*	*89 854*	*588 292*	*51,5*	*1 686*	*21 427*	*28,2*
Postréadaptation		1 293	20 587	85,6	40 716	553 042	48,5	3 961	54 554	71,8
Total		**1 397**	**24 056**	**100**	**126 540**	**1 141 334** [2]	**100**	**5 320**	**75 981**	**100**

1. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.
2. Un montant de -2 174 312 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.

Tableau 2.7
Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu en 2016 selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle

	Lésion professionnelle LAT			Accident du travail			Lésion professionnelle LATMP Maladie professionnelle		
	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours
2011 ou antérieures	1 396	24 056	100,0	34 989	514 915	45,1	3 505	48 679	64,1
2012	—	—	—	3 118	55 303	4,8	201	3 727	4,9
2013	—	—	—	4 025	78 185	6,9	261	5 932	7,8
2014	—	—	—	5 876	101 406	8,9	286	6 190	8,1
2015	—	—	—	20 431	180 089	15,8	585	7 887	10,4
2016	—	—	—	57 459	211 437	18,5	483	3 566	4,7
Total	**1 396**	**24 056**	**100**	**125 898**	**1 141 334** [2]	**100**	**5 321**	**75 981**	**100**

1. Les lésions qui, en raison d'ajustements apportés, se trouvent comptabilisées dans plus d'une année de lésion ne figurent qu'une fois au total.
2. Un montant de -2 174 312 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.

Tableau 2.8

Répartition du total des jours indemnisés pour les lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu en 2016 selon la catégorie d'indemnité de remplacement du revenu[1], l'année et la catégorie de la lésion professionnelle

Consolidation médicale et réadaptation

	Lésion professionnelle LAT		Lésion professionnelle LATMP			
			Accident du travail		Maladie professionnelle	
	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%
2011 ou antérieures	37 059	100,0	678 473	8,8	47 845	17,9
2012	—	—	275 512	3,6	10 370	3,9
2013	—	—	532 774	6,9	24 634	9,2
2014	—	—	969 225	12,5	47 525	17,8
2015	—	—	2 300 465	29,7	81 894	30,6
2016	—	—	2 994 739	38,6	54 946	20,6
Total	**37 059**	**100**	**7 751 188**	**100**	**267 213**	**100**

Postréadaptation

	Lésion professionnelle LAT		Lésion professionnelle LATMP			
			Accident du travail		Maladie professionnelle	
	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%
2011 ou antérieures	219 971	100,0	5 219 343	81,3	486 674	80,1
2012	—	—	395 222	6,2	34 998	5,8
2013	—	—	424 826	6,6	41 729	6,9
2014	—	—	299 057	4,7	25 957	4,3
2015	—	—	79 901	1,2	15 451	2,5
2016	—	—	1 891	0,0	3 066	0,5
Total	**219 971**	**100**	**6 420 240**	**100**	**607 876**	**100**

Total

	Lésion professionnelle LAT		Lésion professionnelle LATMP			
			Accident du travail		Maladie professionnelle	
	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%
2011 ou antérieures	257 030	100,0	5 897 816	41,6	534 519	61,1
2012	—	—	670 734	4,7	45 368	5,2
2013	—	—	957 600	6,8	66 363	7,6
2014	—	—	1 268 282	8,9	73 482	8,4
2015	—	—	2 380 366	16,8	97 345	11,1
2016	—	—	2 996 630	21,1	58 012	6,6
Total	**257 030**	**100**	**14 171 428**	**100**	**875 089**	**100**

1. Le nombre de jours selon la catégorie d'indemnité de remplacement du revenu est estimé à partir de la répartition des montants versés en IRR selon la catégorie d'indemnité.

Tableau 2.9

Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour préjudice corporel en 2016 selon la catégorie d'indemnité pour préjudice corporel et la catégorie de la lésion professionnelle

	Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP					
				Accident du travail			Maladie professionnelle		
	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours
Indemnité versée au travailleur	134	1 462	98,1	12 528	70 671	99,9	7 605	62 825	99,8
Indemnité versée à d'autres personnes	2	29	1,9	35	103	0,1	17	141	0,2
Total	**136**	**1 490**	**100**	**12 540**	**70 774** [2]	**100**	**7 611**	**62 965**	**100**

1. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.
2. Un montant de -178 250 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.

Tableau 2.10
Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour préjudice corporel en 2016 selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle

	Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP					
				Accident du travail			Maladie professionnelle		
	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours
2011 ou antérieures	136	1 490	100,0	1 247	12 915	18,2	849	7 567	12,0
2012	—	—	—	661	5 887	8,3	104	714	1,1
2013	—	—	—	1 669	12 892	18,2	188	1 602	2,5
2014	—	—	—	3 647	19 162	27,1	876	7 371	11,7
2015	—	—	—	4 724	18 150	25,6	4 003	33 068	52,5
2016	—	—	—	577	1 768	2,5	1 591	12 643	20,1
Total	**136**	**1 490**	**100**	**12 525**	**70 774** [2]	**100**	**7 604**	**62 965**	**100**

1. Les lésions qui, en raison d'ajustements apportés, se trouvent comptabilisées dans plus d'une année de lésion ne figurent qu'une fois au total.
2. Un montant de -178 250 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.

Tableau 2.11
Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour incapacité permanente en 2016 selon la catégorie d'indemnité pour incapacité permanente

	Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours
Indemnité versée en vertu de la LAT	6 923	59 804	99,8
Indemnité versée en vertu de la LIVASMC[1]	28	143	0,2
Total	**6 946**	**59 947**	**100**

1. LIVASMC : Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et carrières.
2. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.

Tableau 2.12

Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de décès en 2016 selon la catégorie d'indemnités de décès et la catégorie de la lésion professionnelle

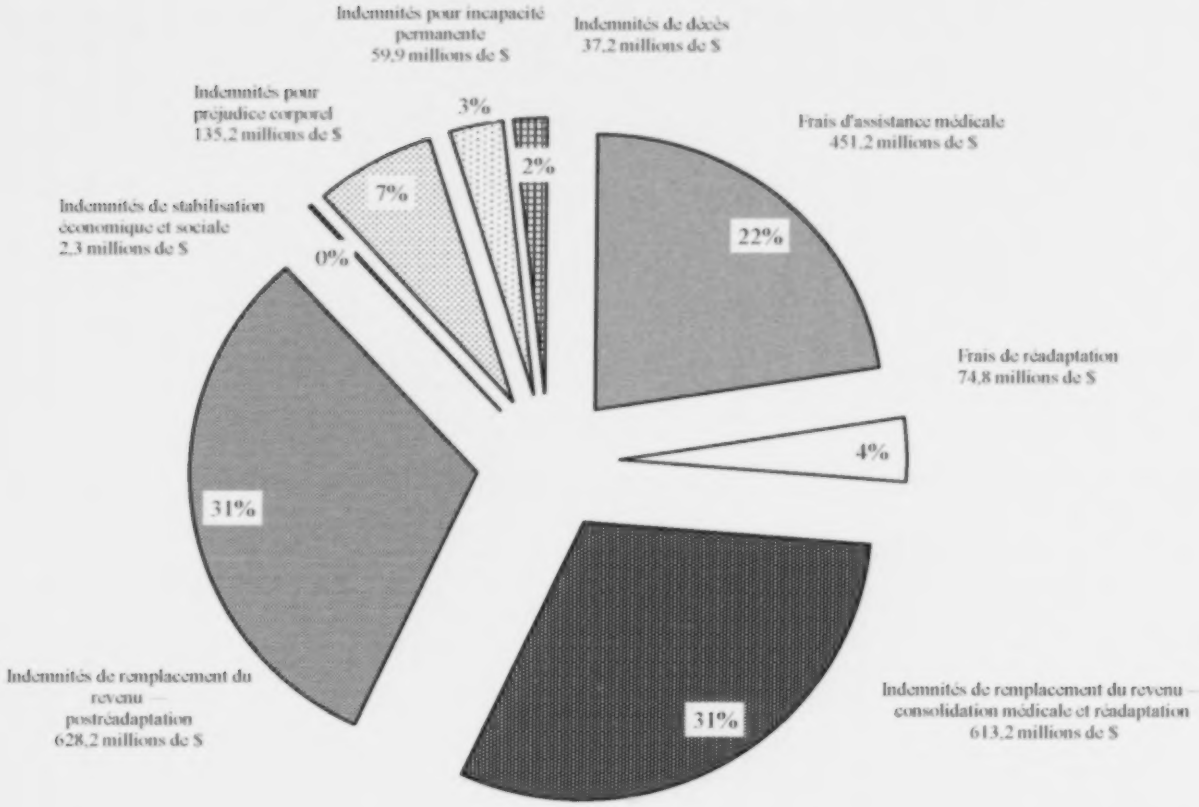
		Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP					
					Accident du travail			Maladie professionnelle		
		Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours
Indemnité versée en vertu de la LAT	• Forfaitaires option et frais	0	0	0,0	—	—	—	—	—	—
	• Rentes	635	10 280	91,2	—	—	—	—	—	—
	• *Total*	*635*	*10 280*	*91,2*	—	—	—	—	—	—
Indemnité versée en vertu de la LATMP	• Forfaitaires	9	927	8,2	133	8 312	66,3	159	12 207	91,5
	• Rentes	3	26	0,2	328	3 788	30,2	39	416	3,1
	• Intérêts	7	12	0,1	41	125	1,0	101	168	1,3
	• Autres indemnités	6	26	0,2	65	312	2,5	124	551	4,1
	• *Total*	*10*	*991*	*8,8*	*376*	*12 538*	*100,0*	*183*	*13 342*	*100,0*
Total		**645**	**11 271**	**100**	**376**	**12 538**	**100**	**183**	**13 342**	**100**

1. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.

Tableau 2.13
Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de décès en 2016 selon l'année du décès et la catégorie de la lésion professionnelle

	Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP					
				Accident du travail			Maladie professionnelle		
	Nombre	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre	Débours (en '000 de $)	% des débours
2011 ou antérieures	636	10 286	91,3	200	2 157	17,2	13	218	1,6
2012	0	0	0,0	18	224	1,8	8	562	4,2
2013	2	258	2,3	28	1 871	14,9	9	735	5,5
2014	0	0	0,0	34	2 740	21,9	31	3 379	25,3
2015	5	499	4,4	56	3 888	31,0	73	5 162	38,7
2016	2	227	2,0	40	1 657	13,2	49	3 286	24,6
Total	**645**	**11 271**	**100**	**376**	**12 538**	**100**	**183**	**13 342**	**100**

Graphique 2.1
Répartition relative des prestations des programmes de réparation en 2016



4 %

Section 3 * 7
Volet financier du programme
Pour une maternité sans danger

Description

La Commission applique depuis 1981 le programme *Pour une maternité sans danger*. L'objectif du programme est le maintien en emploi sans danger de la travailleuse enceinte ou qui allaite, en favorisant l'élimination des dangers ou, à défaut, l'affectation à d'autres tâches ne comportant pas de danger, quand il y a effectivement attestation médicale de l'existence de dangers physiques pour elle, à cause de sa grossesse, ou pour l'enfant à naître ou allaité.

La travailleuse enceinte ou qui allaite qui désire obtenir une affectation ou si c'est impossible un retrait préventif doit fournir à son employeur un certificat médical. Dans le cas de la femme enceinte, le rapport doit attester que ses conditions de travail comportent des dangers physiques pour l'enfant à naître ou, à cause de son état, pour elle-même. Quant à la travailleuse qui allaite, ce rapport doit faire état du danger que comportent les tâches qu'elle exécute, pour l'enfant allaité. Le médecin traitant, avant de délivrer un certificat, doit obligatoirement consulter le médecin responsable des services de santé de l'établissement où elle travaille ou, s'il n'y en a pas, le directeur de santé publique de la région où est situé l'établissement. Sans cette consultation, le certificat n'est pas valide.

Le certificat médical doit être présenté à l'employeur, ce qui constitue une demande d'affectation.

L'admissibilité des réclamations repose sur une analyse individuelle de chacun des cas soumis à la CNESST. Sa décision s'appuie sur l'information contenue sur le certificat médical, sur l'analyse fournie par l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux dans son rapport d'évaluation du poste de travail et sur tout renseignement obtenu en communiquant avec la travailleuse, son médecin traitant et son employeur.

Si l'employeur est dans l'impossibilité d'affecter immédiatement la travailleuse à des tâches non dangereuses, elle peut cesser de travailler jusqu'à son accouchement ou à la fin de la période d'allaitement. Dans ce cas, l'employeur lui verse son salaire habituel pendant les cinq premiers jours ouvrables. Par la suite, elle recevra une indemnité équivalant à 90% de son revenu net jusqu'à concurrence du salaire maximum assurable, en vigueur durant l'année de la demande.

La travailleuse qui exerce son droit à l'affectation ou au retrait préventif bénéficie d'une protection juridique. En effet, la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (LSST) stipule que la travailleuse conserve, pendant et après l'affectation ou la cessation de travail, tous les avantages liés à l'emploi qu'elle occupait avant son affectation ou son retrait préventif du travail. À la fin de la mesure préventive, l'employeur a l'obligation de réintégrer la travailleuse dans son emploi habituel, et avec tous les avantages qui y sont reliés.

Notes explicatives

Décision quant à l'admissibilité des demandes

Les réclamations sont acceptables lorsque les conditions du poste de travail comportent des dangers pour la santé de la travailleuse, celle de l'enfant à naître ou celle de l'enfant allaité.

Les principales raisons de la CNESST de refuser les réclamations sont que les conditions de travail ne comportent pas de réels dangers, que le retrait est exercé pour des raisons médicales personnelles sans lien avec le travail ou que les conditions d'admissibilité au programme n'étaient pas satisfaites.

Les réclamations « autres » réfèrent aux cas refusés et aux cas où la CNESST est en période d'analyse de la demande et n'a pas encore pris de décision.

Mise en garde face aux statistiques sur le nombre de réclamations inscrites et les prestations

Les sommes déboursées durant l'année de référence concernent l'ensemble des travailleuses enceintes ou qui allaitent qui bénéficient d'un retrait préventif ou d'une affectation, quelle que soit l'année d'enregistrement de la demande. Les sommes comprennent les frais et les indemnités de remplacement du revenu versés à la travailleuse.

Bien qu'un dossier ait été inscrit au cours d'une année, il est possible que les indemnités n'aient été versées que l'année suivante. En effet, une demande peut être formulée dès le début de la grossesse, mais le danger pour la mère ou le fœtus peut se situer plus tard au cours de la gestation. On doit donc établir une relation entre les prestations versées et le nombre de réclamations avec paiement, plutôt qu'avec le nombre de réclamations inscrites.

À signaler, entre 2015 et 2016 :

- Débours associés aux réclamations PMSD:
  - Hausse de 2,1 % pour les frais d'assistance médicale
  - Hausse de 1,8 % pour les indemnités de remplacement du revenu

Tableau 3.1
Répartition des réclamations traitées en 2016[1]
selon l'année de l'événement et la catégorie du retrait

	Travailleuse enceinte			Travailleuse qui allaite			**Total**		
	Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours	**Nombre[2]**	**Débours (en '000 de $)**	**% des débours**
2011 ou antérieures	306	23	0,0	6	63	0,9	**312**	**87**	**0,0**
2012	103	15	0,0	4	27	0,4	**107**	**42**	**0,0**
2013	170	69	0,0	25	337	4,6	**195**	**405**	**0,2**
2014	377	299	0,1	55	776	10,5	**432**	**1 075**	**0,5**
2015	13 630	71 307	31,2	184	3 273	44,3	**13 814**	**74 581**	**31,6**
2016	30 086	156 915	68,6	307	2 915	39,4	**30 393**	**159 830**	**67,7**
Total	**44 668**	**228 628**	**100**	**581**	**7 392**	**100**	**45 249**	**236 020**	**100**

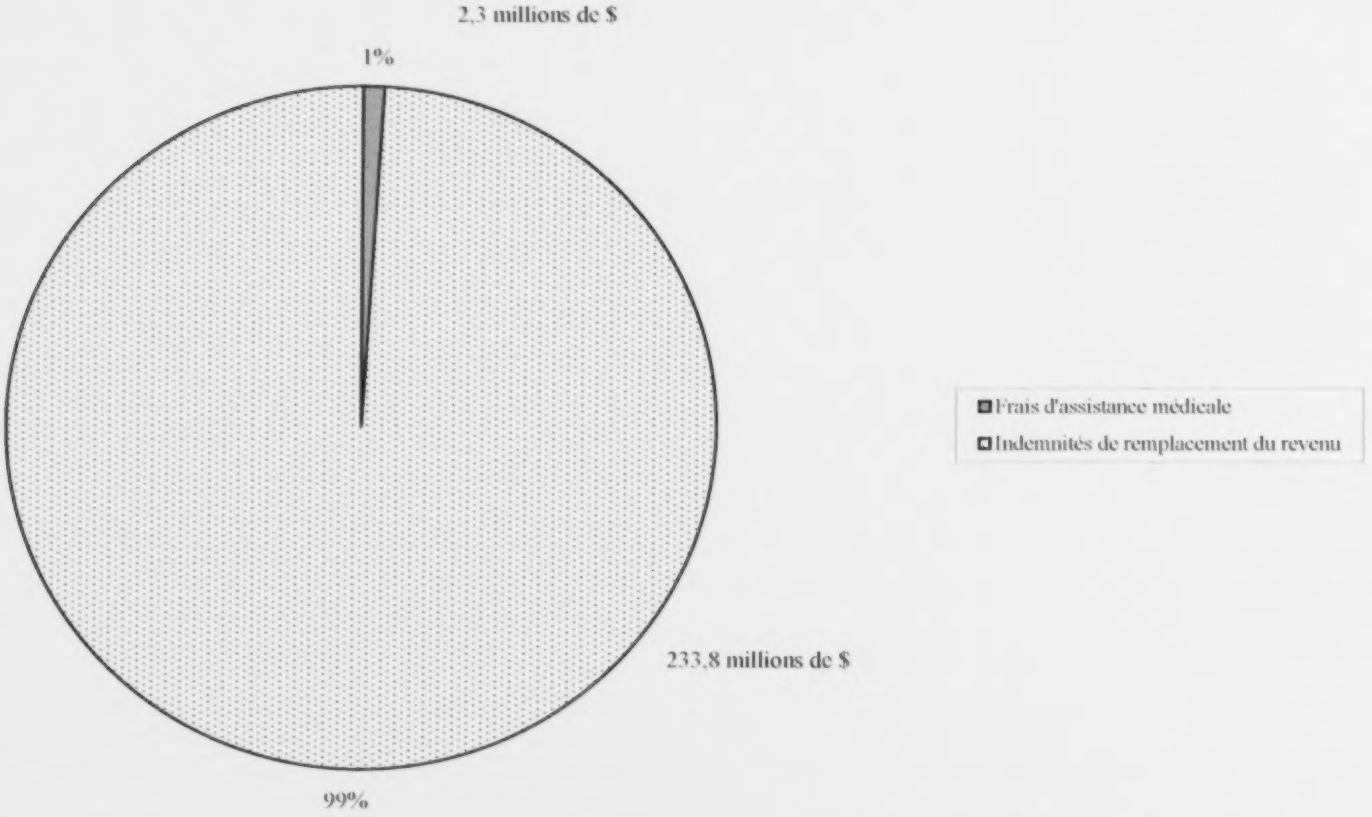
1. Réclamations avec des transactions monétaires.
2. Les réclamations qui, en raison d'ajustements apportés, se trouvent comptabilisées dans plus d'une année d'événement ne figurent qu'une fois au total.

Tableau 3.2
Répartition des réclamations traitées en 2016[1]
selon la catégorie de prestation et la catégorie du retrait

	Travailleuse enceinte			Travailleuse qui allaite			Total		
	Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours	**Nombre[2]**	**Débours (en '000 de $)**	**% des débours**
Frais d'assistance médicale	29 646	2 243	1,0	270	20	0,3	**29 916**	**2 263**	**1,0**
Indemnités de remplacement du revenu	35 074	226 385	99,0	479	7 372	99,7	**35 553**	**233 757**	**99,0**
Total	**44 668**	**228 628**	**100**	**581**	**7 392**	**100**	**45 249**	**236 020**	**100**

1. Réclamations avec des transactions monétaires.
2. Si une réclamation relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.

Graphique 3.1
Répartition relative des prestations du programme Pour une maternité sans danger en 2016



4 %

Section 4
Prévention - inspection

* 7

Description

La *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (LSST) adoptée en 1979 inscrit la prévention dans une démarche systématique et obligatoire dont elle confie la responsabilité aux employeurs et aux travailleurs. Elle établit clairement les droits et obligations de chacun en cette matière tout en leur donnant les moyens nécessaires pour déceler les dangers présents dans leur milieu de travail de façon à les éliminer ou à les maîtriser.

Notes explicatives

Programme de prévention

Le premier de ces moyens, c'est le programme de prévention que l'employeur doit élaborer avec la participation des travailleurs. Comme il s'agit d'une planification d'activités pour éliminer les causes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en tenant compte des particularités du milieu, chaque établissement aura son propre programme. Tous les programmes doivent cependant être conformes à la LSST. Seuls les employeurs qui appartiennent aux secteurs d'activité économique désignés par règlement (l'ensemble des établissements appartenant aux groupes I, II et III) sont actuellement tenus d'élaborer un programme de prévention.

Programme de santé

L'accès à des services de santé en milieu de travail est un élément essentiel de toute démarche de prévention dans un établissement. Pour les employeurs et les travailleurs des groupes prioritaires I, II et III, ces services sont assurés par le réseau public, plus précisément par les équipes de santé au travail mises en place par les agences de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux ou, dans certains cas, par des services de santé reconnus par la CNESST.

Les médecins, le personnel infirmier, les techniciens en hygiène et les hygiénistes qui font partie des équipes de santé au travail s'occupent principalement de recueillir des données sur la santé des travailleurs et sur les risques auxquels ils sont exposés, et aussi d'élaborer et d'appliquer les programmes de santé qui font partie des programmes de prévention des établissements.

Comité de santé et de sécurité

C'est habituellement sur les lieux mêmes du travail que surviennent les accidents du travail et les maladies professionnelles. C'est donc là que doit s'établir la collaboration entre employeurs et travailleurs pour tout ce qui touche la prévention. Une façon d'y parvenir, c'est de former un comité paritaire de santé et de sécurité. Cette mesure est applicable aux établissements comptant 21 travailleurs ou plus des groupes prioritaires I et II. Ceci confère au comité des fonctions précises et des pouvoirs de décision considérables qui touchent, entre autres, l'approbation du programme de santé, le choix du médecin responsable des services de santé, le choix des équipements individuels de protection et les programmes de formation et d'information.

Représentant à la prévention

Les travailleurs d'un établissement appartenant à un secteur des groupes prioritaires I et II et comptant 21 travailleurs ou plus ont la possibilité de désigner parmi eux un ou plusieurs représentants à la prévention. Ce représentant a pour fonction de déceler les risques pour la santé et la sécurité des travailleurs à l'intérieur de l'établissement. Il peut consacrer une partie de ses heures de travail à inspecter les lieux, à mener des enquêtes, à formuler des recommandations et à assister les travailleurs dans l'exercice des droits qui leur sont reconnus par la loi.

Dossiers d'intervention créés et mesures prises

Même si la loi incite les employeurs et les travailleurs à prendre eux-mêmes en charge la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles, elle a prévu d'autres moyens pour assurer la protection de la santé et la sécurité des travailleurs. Un de ces moyens, c'est l'intervention d'un inspecteur de la CNESST dans un établissement pour y faire corriger une situation, que ce soit dans le cadre de ses activités normales, en réponse à une plainte, à la suite d'un accident ou lors de l'exercice du droit au refus de travailler par un travailleur.

Les interventions de l'inspecteur sont de huit types :

- lorsque survient un accident qui entraîne des blessures graves ou le décès d'un ou de plusieurs travailleurs, l'enquête permet d'identifier les causes et les circonstances qui ont contribué à l'accident, en vue d'apporter les corrections qui en éviteront la répétition;
- lorsqu'un travailleur exerce son droit au refus de travailler, l'intervention vise à identifier, en collaboration avec les parties, les correctifs à apporter pour éliminer le risque;
- lorsqu'une plainte est reçue, l'intervention vise à s'assurer que les mesures préventives appropriées sont en place, par rapport aux dangers identifiés. Toute personne peut porter plainte à la CNESST, même si elle n'est pas touchée directement par la loi et les

règlements. Cependant, les travailleurs sont encouragés à informer d'abord leur comité de santé et de sécurité ou leur syndicat de l'objet de leur plainte ou, sinon, à en discuter avec leur employeur;
- lorsqu'un programme d'intervention est développé par la CNESST, le programme provincial s'applique;
- lorsque des interventions sont réalisées sur plusieurs lieux de travail en lien avec un danger spécifique dans une région donnée, le programme régional s'applique;
- lorsque la démarche vise à s'assurer de la mise en application de la loi et des règlements et la mise en place de mesures préventives sur les lieux de travail, l'intervention de type loi et règlements s'applique;
- lorsque l'inspecteur apporte son soutien lors d'une démarche de prévention dans un établissement ou sur un chantier (par exemple par de l'information, de la formation ou de l'assistance technique), l'intervention de type assistance s'applique;
- lorsque l'inspecteur est amené à sensibiliser un groupe sur tout sujet touchant à la prévention (par exemple lors d'une présentation, d'un congrès, d'un colloque ou d'une exposition), l'intervention de type promotion de la prévention s'applique. Un dossier de promotion est alors créé.

Dans les établissements des groupes prioritaires I, II et III, le travail de l'inspecteur est également axé sur la prise en charge de la prévention par le milieu. En plus de faire une inspection formelle, l'inspecteur contrôle l'application du programme de prévention et fournit des conseils et de l'information au comité de santé et de sécurité. Ses pouvoirs permettent à l'inspecteur d'imposer des mesures qui vont de l'avis de correction à la suspension des travaux ou à la fermeture des lieux de travail. Une personne qui ne se conforme pas à un ordre d'un inspecteur est passible d'une poursuite.

Notes: les informations associées aux établissements de 21 travailleurs ou plus (ancien tableau 4.2) ont été retirées, puisqu'elles ne sont plus disponibles. Les informations de l'ancien tableau 4.3 sont maintenant réparties sur deux tableaux (dossiers d'intervention, tableau 4.2; dossiers de promotion, tableau 4.3).

À compter de l'année 2010, les données relatives aux lieux visités, aux dérogations constatées, aux décisions prises et aux constats d'infraction signifiés sont présentées avec deux mois de maturité (lecture au 1er mars de l'année suivante, plutôt qu'au 31 décembre de l'année courante).

Le tableau 4.5 présente maintenant la répartition des constats d'infraction signifiés selon l'article de loi (236 ou 237).

À signaler, entre 2015 et 2016 :

- Baisse de 1,2 % des dépenses en matière de prévention
- Hausse de 1,9 % des dossiers d'intervention en prévention-inspection créés, dont une augmentation de 3,1 % pour les dossiers de type Loi et règlements et une diminution de 1,8 % pour les dossiers de type Plainte
- Baisse de 23,0 % des dossiers de promotion créés
- Baisse pour la majorité des lieux visités, mais augmentation de 2,8 % pour les chantiers
- Baisse de 0,9 % des dérogations constatées et hausse de 3,9 % des constats d'infraction signifiés

Tableau 4.1
Répartition des dépenses en matière de prévention en 2016
selon la catégorie de dépense

	Dépenses (en '000 de $)	% des dépenses
Services de santé au travail	69 467	55,5
Subvention à l'Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail	23 316	18,6
Subventions aux associations sectorielles paritaires	20 793	16,6
Subventions aux associations syndicales et patronales	11 447	9,1
Autres subventions pour la formation et l'information	223	0,2
Total	**125 246**	**100**

Tableau 4.2
Répartition des dossiers d'intervention créés en 2016 selon le type d'intervention

	Nombre	%
Dossiers d'intervention en prévention-inspection		
Assistance	117	0,7
Enquête	47	0,3
Loi et règlements	14 101	79,5
Plainte	3 421	19,3
Programme provincial	8	0,0
Refus de travailler	49	0,3
Total	**17 743**	**100**

Tableau 4.3
Répartition des dossiers de promotion créés en 2016 selon le genre d'activité de promotion

	Nombre	%
Dossiers de promotion		
Colloque	4	5,2
Exposition	7	9,1
Présentation	56	72,7
Autre ou non codé	10	13,0
Total	**77**	**100**

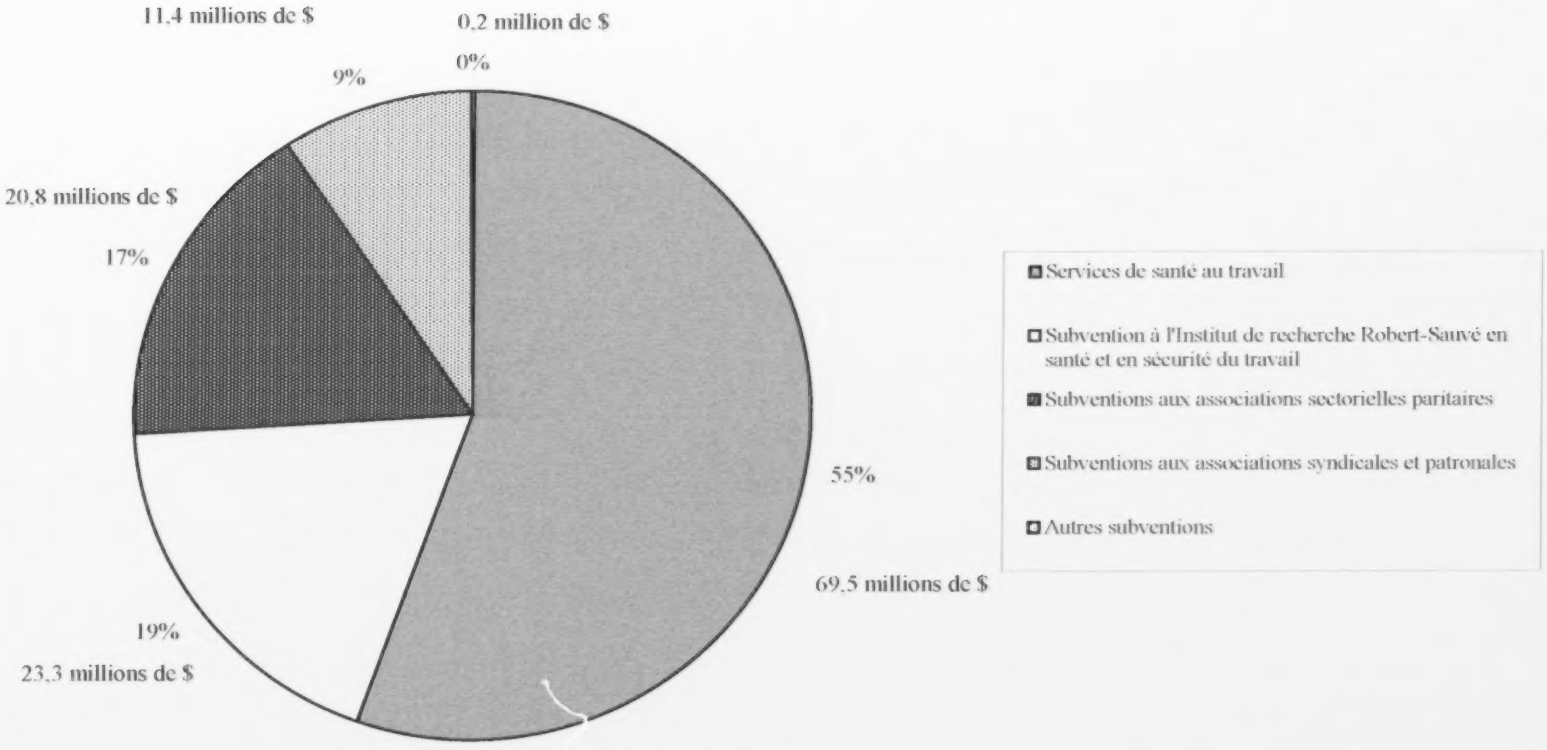
Tableau 4.4
Employeurs, établissements, chantiers de construction et autres lieux visités en 2016

	Nombre
Employeurs visités	12 090
Établissements visités	9 221
Chantiers visités	7 485
Autres lieux	278
Lieux non classés	148

Tableau 4.5
Décisions prises en 2016
selon le type de décision

		Nombre
Dérogations constatées		68 217
Décisions prises : arrêts des machines, fermeture des lieux, scellés apposés		3 537
Constats d'infraction signifiés		3 856
constats signifiés en vertu de l'article 236	*3 700*	
constats signifiés en vertu de l'article 237	*156*	

Graphique 4.1
Répartition relative des dépenses en matière de prévention en 2016



4 %

Section 5
Financement du régime de santé et sécurité du travail

* 7

Description

La CNESST perçoit annuellement auprès des employeurs les sommes nécessaires au financement du régime de santé et de sécurité du travail.

Chaque année, la CNESST prévoit ses besoins financiers. Ces besoins découlent de l'application de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (LSST) et de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (LATMP), soit la totalité du coût des lésions professionnelles qui surviendront au cours de l'année, du coût du programme *Pour une maternité sans danger* des dépenses relatives à la prévention, des frais d'administration et des autres frais, de même que les sommes nécessaires à la capitalisation graduelle de la CNESST.

La cotisation de chaque employeur est établie à partir des salaires qu'il déclare et de sa classification dans une unité.

L'employeur dont les activités économiques sont de natures différentes est classifié dans plus d'une unité d'activité. L'employeur peut bénéficier de classifications multiples lorsqu'il existe plus d'une unité pour les activités économiques exercées et qu'il n'existe aucune unité regroupant l'ensemble de ses activités.

Notes explicatives

Taux moyen de cotisation

Le taux moyen de cotisation décrété est fixé à 1,84 $ en 2016.

Masse salariale assurable

La CNESST considère aux fins de cotisation le salaire brut des travailleurs de chacun des employeurs jusqu'à concurrence du maximum annuel assurable fixé à 71 500 $ en 2016.

Cotisation

Les cotisations représentent les quotes-parts que versent les employeurs pour acquitter les dépenses du régime de santé et de sécurité du travail, c'est-à-dire les dépenses de la CNESST. Ces cotisations ne comprennent pas les montants perçus en 2015 à titre d'arrérages afférents à des années antérieures. Les cotisations de tous les dossiers d'expérience sont présentées, sans égard à la masse salariale assurable qu'ils ont déclarée.

Dossier d'expérience, dossier d'employeur

Un employeur est considéré comme une personne physique ou morale qui, en vertu d'un contrat de louage de services personnels ou d'un contrat d'apprentissage, même sans rémunération, utilise les services d'un travailleur. Les données se réfèrent aux dossiers d'expérience des employeurs qui ont déclaré au moins 1 $ en masse salariale assurable. Certains dossiers peuvent n'avoir été ouverts que pendant une partie de l'année 2016.
Un employeur possède un ou plusieurs dossiers d'expérience, selon la diversité des activités exercées. Une unité de classification est associée à chaque dossier d'expérience. Le dossier d'employeur regroupe l'ensemble des activités exercées par un même employeur.

Notes: les informations du tableau 5.3 sont présentées selon la catégorie de tarification, puisque la répartition selon le secteur de tarification n'est plus disponible.

De 2008 à 2011, les informations sur les employeurs membres d'une mutuelle (tableau 5.4 et graphique 5.4) excluaient les employeurs ayant une masse salariale à 0 $.

Avec l'implantation en 2011 du nouveau mode de paiement de la prime d'assurance (basé sur le salaire versé plutôt que le salaire prévu), les données définitives relatives au financement ne sont disponibles qu'après la fin de l'exercice de déclaration des salaires. Pour cette raison, ces informations ont été lues au 30 juin de l'année suivante, plutôt qu'au 31 décembre de l'année de référence. Deux informations relatives aux employeurs sont présentées. Les ***employeurs*** *correspondent au nombre de dossiers d'employeurs ouverts pendant au moins une journée en 2016, qu'une masse salariale leur soit associée ou non; cette donnée est lue au 31 décembre de l'année présentée. Le* ***nombre de dossiers d'employeurs ayant déclaré une masse salariale*** *correspond aux dossiers associés à des employeurs ayant déclaré une masse salariale pour l'année de référence, lus au 30 juin de l'année suivante.*

À signaler, entre 2015 et 2016 :

- Baisse de 0,2 % des dossiers d'employeurs, hausse de 2,3 % de la masse salariale assurable et baisse de 3,1 % des cotisations
- Légère baisse, de 0,4 %, des employeurs membres d'une mutuelle, hausse de 4,3 % de leur masse salariale et de 0,7 % de leurs cotisations
- Augmentation de 0,6 % de la proportion des mutuelles regroupant 50 employeurs ou plus

Tableau 5.1
Répartition du taux moyen de cotisation décrété par 100 $ de masse salariale assurable en 2016 selon la composante du taux de cotisation

	(en $)	(en %)
Coût des lésions professionnelles	1,23	66,8
Programme *Pour une maternité sans danger*	0,17	9,2
Programmes de prévention	0,09	4,9
Frais d'administration et autres frais	0,36	19,6
Amortissement de déficits	-0,01	-0,5
Total	**1,84**	**100**

Tableau 5.2a

Répartition des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2016 selon le mode de tarification de l'employeur[1]

	Dossiers d'employeurs		Masse salariale assurable[2]		Cotisations[3]	
	Nombre	%	(en '000 000 de $)	%	(en '000 de $)	%
Tarification au taux de l'unité	148 975	73,4	18 760	13,6	352 609	13,5
Tarification au taux personnalisé	52 628	25,9	60 973	44,1	1 327 386	50,8
Mode de tarification rétrospectif	1 498	0,7	58 636	42,4	933 435	35,7
Total	**203 101**	**100**	**138 369**	**100**	**2 614 211** [4]	**100**

1. Mode de tarification de l'employeur enregistré dans les fichiers de la Commission au 30 juin 2017, pour l'année 2016.
2. Masse salariale assurable inscrite dans les fichiers de la Commission au 30 juin 2017, pour l'année 2016. Selon les états financiers, la masse salariale assurable est estimée à 139,0 milliards de dollars en 2016.
3. Cotisations reçues au 30 juin 2017 pour 2016 seulement. Ces cotisations ne comprennent pas les montants perçus pour l'année 2016 à titre d'arrérages afférents à des années antérieures à 2016. Selon les états financiers, les cotisations des employeurs sont estimées à 2 535,2 millions de dollars en 2016.
4. Des ajustements, pour lesquels le régime de cotisation n'est pas inscrit, sont inclus dans le total.

Tableau 5.2b

Répartition des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2016 selon le degré de personnalisation des employeurs au taux personnalisé

	Dossiers d'employeurs		Masse salariale assurable[2]		Cotisations[3]	
	Nombre	%	(en '000 000 de $)	%	(en '000 de $)	%
Taux personnalisé court terme (primaire)						
Degré de personnalisation de 0,1 % à 33 %	6 869	13,1	2 927	4,8	63 499	4,8
Degré de personnalisation de 34 % à 66 %	10 780	20,5	9 037	14,8	202 688	15,3
Degré de personnalisation de 67 % à 100 %	31 732	60,3	38 574	63,3	870 639	65,6
Indéterminé	3 247	6,2	10 435	17,1	190 560	14,4
Total	**52 628**	**100**	**60 973**	**100**	**1 327 386**	**100**
Taux personnalisé long terme (excédentaire)						
Degré de personnalisation de 0,1 % à 33 %	20 833	39,6	19 373	31,8	430 950	32,5
Degré de personnalisation de 34 % à 66 %	1 081	2,1	8 164	13,4	139 420	10,5
Degré de personnalisation de 67 % à 100 %	27 407	52,1	22 923	37,6	563 084	42,4
Indéterminé	3 307	6,3	10 514	17,2	193 932	14,6
Total	**52 628**	**100**	**60 973**	**100**	**1 327 386**	**100**

Tableau 5.3
Répartition des dossiers d'expérience, des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2016 selon la catégorie de tarification du dossier d'expérience

	Dossiers d'expérience		Dossiers d'employeurs		Masse salariale assurable[1]		Cotisations[2]	
	Nombre	%	Nombre	%	(en '000 000 de $)	%	(en '000 de $)	%
Ensemble des secteurs de tarification[3]	240 452	93,0	200 137	91,7	133 730	96,6	2 406 254	92,0
Dossiers de travailleurs auxiliaires	6 583	2,5	6 583	3,0	4 072	2,9	83 598	3,2
Dossiers de protection personnelle	11 500	4,4	11 500	5,3	568	0,4	11 448	0,4
Total	**258 535**	**100**	**203 101** [4]	**100**	**138 369**	**100**	**2 614 211** [5,6]	**100**

1. Masse salariale assurable inscrite dans les fichiers de la Commission au 30 juin 2017, pour l'année 2016.
   Selon les états financiers, la masse salariale assurable est estimée à 139,0 milliards de dollars en 2016.
2. Cotisations reçues au 30 juin 2017 pour 2016 seulement. Ces cotisations ne comprennent pas les montants perçus pour l'année 2016 à titre d'arrérages afférents à des années antérieures à 2016. Selon les états financiers, les cotisations des employeurs sont estimées à 2 535,2 millions de dollars en 2016.
3. Les 5 secteurs de tarification sont les suivants: primaire, manufacturier, construction, transport et entreposage et services.
4. Les dossiers d'employeurs qui se retrouvent dans plus d'un secteur de tarification ne figurent qu'une seule fois au total.
5. Un montant de 753 750 $ est compris dans le total pour les dossiers de stagiaires.
6. Un montant de 112 157 674 $ est compris dans le total auquel aucun secteur de tarification n'est associé.

Tableau 5.4a
Répartition des mutuelles de prévention et des employeurs membres d'une mutuelle selon l'année d'adhésion à la mutuelle

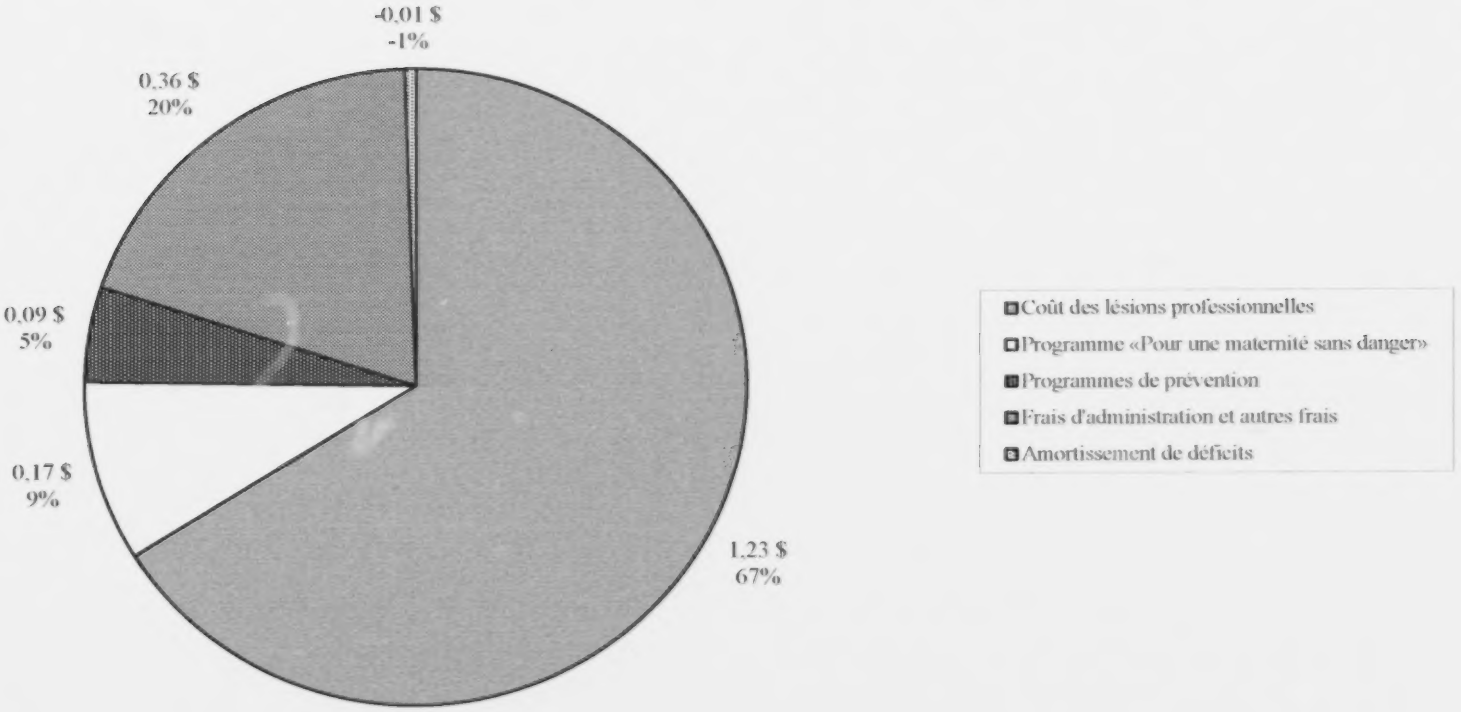
	2015			2016
	Total	Renouvellement	Nouvelle adhésion	Total
Mutuelles de prévention ouvertes	108	90	8	98
Employeurs membres d'une mutuelle[1]	28 820	26 553	2 150	28 703

Tableau 5.4b
Données financières et répartition des mutuelles de prévention ouvertes pour 2015 et 2016 selon le nombre d'employeurs membres d'une mutuelle

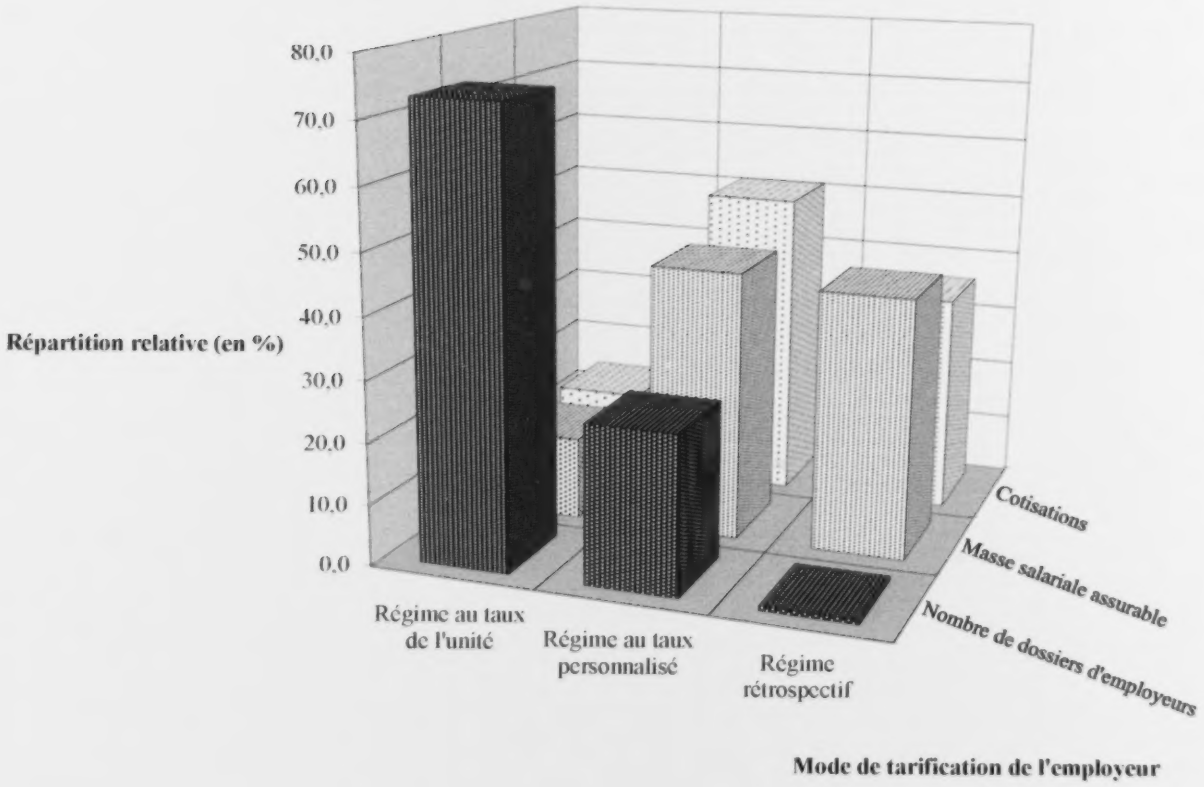
	2015		2016	
Masse salariale assurable[2] (en milliards de $)	26,36		27,50	
Cotisation[3] (en millions de $)	665,65		670,05	
Nombre d'employeurs membres d'une mutuelle[1]	**Nombre de mutuelles**	**%**	**Nombre de mutuelles**	**%**
Moins de 10 employeurs	11	10,2	11	11,2
De 10 à 19 employeurs	7	6,5	4	4,1
De 20 à 49 employeurs	19	17,6	18	18,4
De 50 à 99 employeurs	19	17,6	17	17,3
De 100 à 199 employeurs	14	13,0	18	18,4
De 200 à 499 employeurs	20	18,5	15	15,3
500 employeurs ou plus	18	16,7	15	15,3
Total	108	100	98	100

1. Employeurs ouverts au moins une journée au cours de l'année. Les employeurs ayant une masse salariale à 0 $ sont retenus.
2. Pour 2015, masse salariale assurable définitive ou estimée enregistrée dans les fichiers de la Commission au 30 juin 2016, pour l'année 2015.
   Pour 2016, masse salariale assurable définitive ou estimée enregistrée dans les fichiers de la Commission au 30 juin 2017, pour l'année 2016.
3. Pour 2015, cotisations reçues au 30 juin 2016 pour l'année 2015 seulement. Pour 2016, cotisations reçues au 30 juin 2017 pour l'année 2016 seulement.
   Ces cotisations ne comprennent pas les montants perçus pour l'année présentée à titre d'arrérages afférents à des années antérieures à l'année présentée.

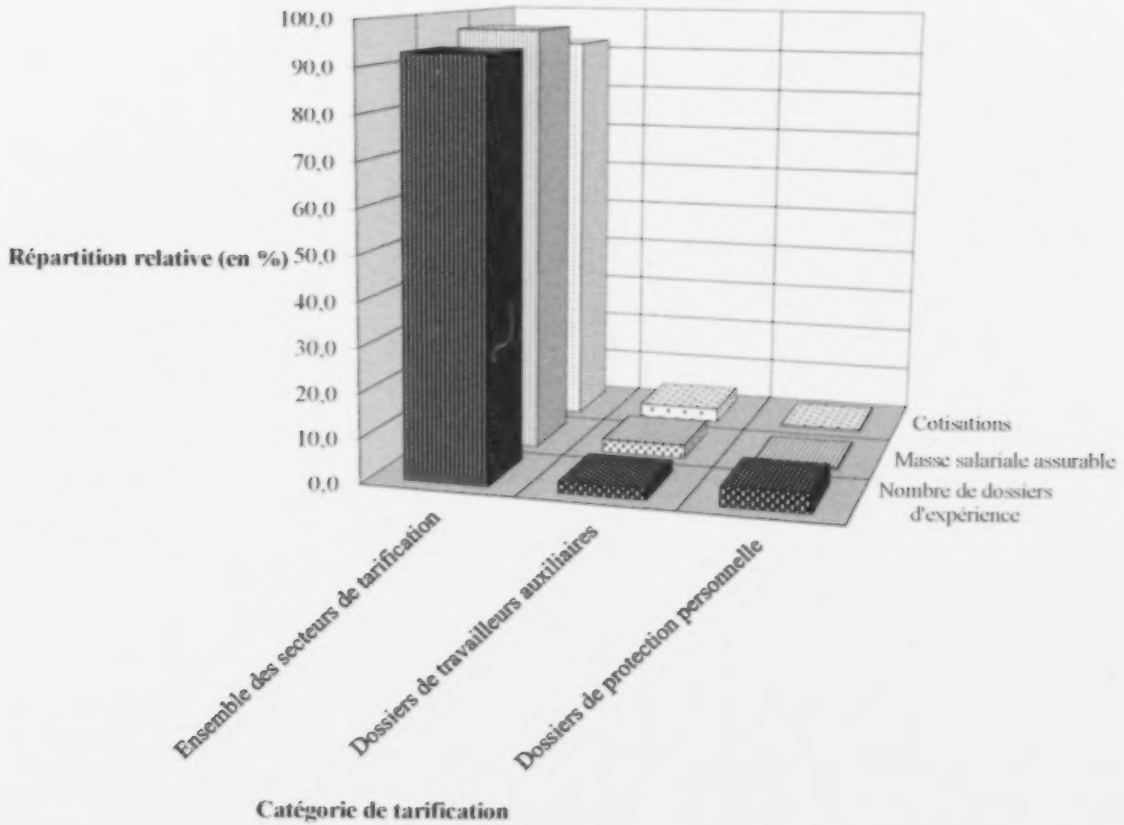
Graphique 5.1
Répartition relative du taux moyen de cotisation décrété en 2016 selon la composante du taux de cotisation



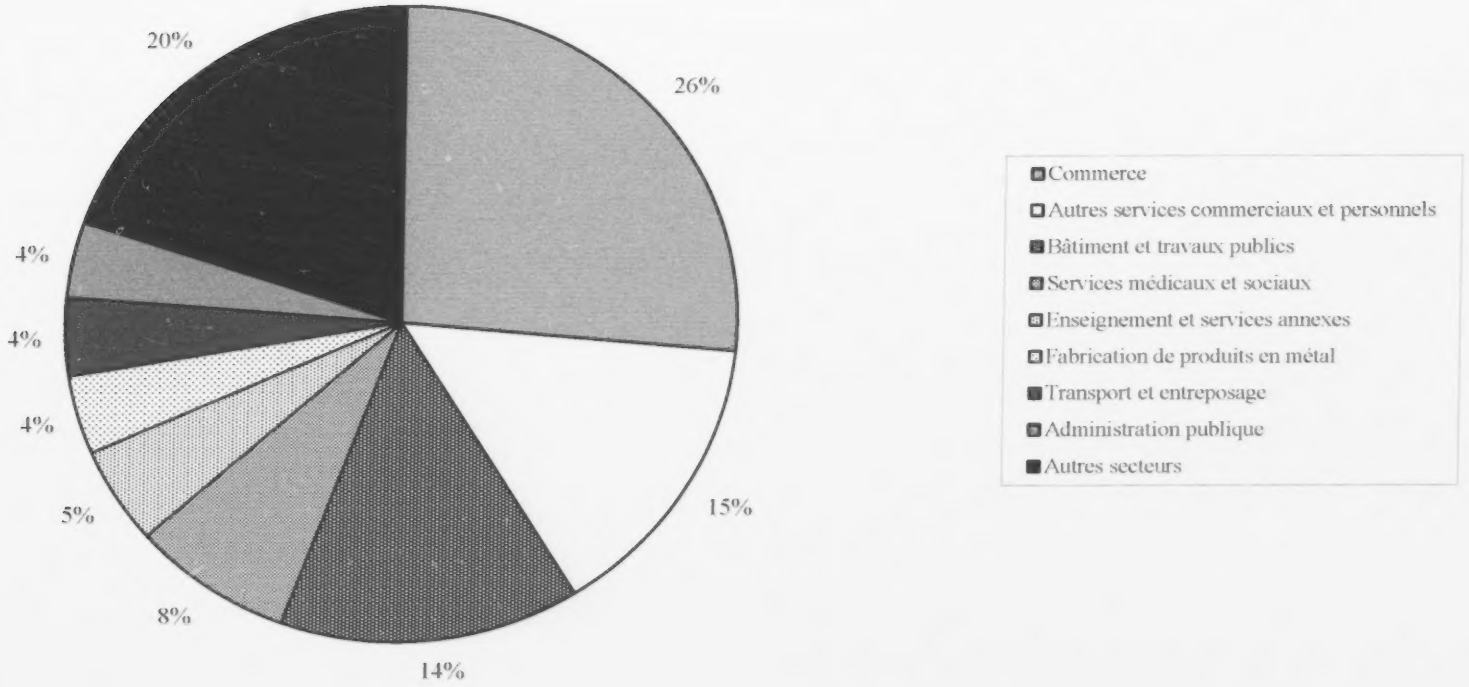
Graphique 5.2
Répartition relative des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2016 selon le mode de tarification de l'employeur



Graphique 5.3
Répartition relative des dossiers d'expérience, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2016 selon la catégorie de tarification



Graphique 5.4
Répartition relative de la masse salariale de 2016 des employeurs membres d'une mutuelle en 2016, selon le secteur d'activité économique principal



4 %

Section 6
Processus de contestation
en matière de santé et
sécurité du travail

* 7

Description

Recours et conciliation

La *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* et la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* accordent un recours au travailleur qui croit avoir été congédié, suspendu, déplacé, victime de mesures discriminatoires, de représailles ou de toute autre sanction parce qu'il a subi une lésion professionnelle ou qu'il a exercé un droit que lui confère la loi. Ces lois permettent à la CNESST de tenter de concilier ce travailleur, s'il y consent, et son employeur. Si la conciliation échoue, la Commission rend une décision.

Révision administrative

L'entrée en vigueur de la *Loi instituant la Commission des lésions professionnelles et modifiant certaines dispositions législatives*, le 1er avril 1998, marque le début de la révision administrative à la CNESST (et l'abolition des bureaux de révision, créés par l'entrée en vigueur de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* le 19 août 1985).

Toutes les demandes de révision faites à la suite d'une décision rendue par la CNESST en matière de santé et de sécurité du travail font l'objet d'une révision administrative sans audition. La mise en place de ce processus de révision administrative a pour objectifs d'humaniser, de simplifier et d'accélérer les services à la clientèle. Il s'agit d'une activité centralisée qui relève directement du président du conseil d'administration et chef de la direction.

Notes: À compter de 2010, les données relatives à la DRA ont été modifiées pour tenir compte d'une part de nouvelles données au système et d'autre part d'une maturité de 2 mois.

Au tableau 6.1, les demandes d'une autre partie inscrites par la Direction de la révision administrative sont maintenant réparties selon le domaine d'intervention.

À signaler, entre 2015 et 2016 :

- Hausse de 14,7 % des demandes inscrites en matière de santé et de sécurité du travail par la Direction de la révision administrative (DRA), dont une hausse de 19,9 % des demandes relatives à la réparation et des baisses respectives de 13,7 % pour le financement, de 6,1 % pour la prévention-inspection et de 10,6 % pour le programme Pour une maternité sans danger

- Hausse de 4,0 % des plaintes reçues en matière de santé et de sécurité du travail et légère baisse, de 0,2 %, des plaintes finalisées par le processus de recours et conciliation; hausse (à 83,5 %) des plaintes réglées par conciliation

Tableau 6.1
Répartition des demandes inscrites par la Direction de la révision administrative (DRA) en 2016 selon le domaine d'intervention

		Nombre	%
Réparation	• Demandes des travailleurs	**22 318**	**36,9**
	• Demandes des employeurs	**30 737**	**50,9**
	• *Total*	***53 055***	***87,8***
Financement	• Demandes des travailleurs	**14**	**0,0**
	• Demandes des employeurs	**6 589**	**10,9**
	• *Total*	***6 603***	***10,9***
Prévention-inspection	• Demandes des travailleurs	**55**	**0,1**
	• Demandes des employeurs	**327**	**0,5**
	• *Total*	***382***	***0,6***
Programme			
Pour une maternité sans danger	• Demandes des travailleurs	**162**	**0,3**
	• Demandes des employeurs	**24**	**0,0**
	• *Total*	***186***	***0,3***
Indéterminé			
	• Demandes des travailleurs	**0**	**0,0**
	• Demandes des employeurs	**0**	**0,0**
	• *Total*	***0***	***0,0***
Total	• *Demandes des travailleurs*	***22 549***	***37,3***
	• *Demandes des employeurs*	***37 677***	***62,4***
	• *Demandes d'une autre partie*[1]	***186***	***0,3***
Total		**60 412**	**100**

1. Demandes faites par une partie autre qu'un travailleur ou un employeur.

Note - À compter de 2010, les données relatives à la DRA ont été modifiées pour tenir compte d'une part de nouvelles données au système et d'autre part d'une maturité de 2 mois.

Tableau 6.2
Répartition des décisions rendues par la Direction de la révision administrative (DRA) en 2016 selon le demandeur

		Nombre	%
Modification de la décision de 1ère instance	• Demandes des travailleurs	1 797	3,9
	• Demandes des employeurs	1 029	2,2
	• Demandes d'une autre partie	5	0,0
	• *Total*	*2 831*	*6,2*
Maintien de la décision de 1ère instance	• Demandes des travailleurs	15 786	34,5
	• Demandes des employeurs	27 077	59,1
	• Demandes d'une autre partie	123	0,3
	• *Total*	*42 986*	*93,8*
Total	• *Demandes des travailleurs*	*17 583*	38,4
	• *Demandes des employeurs*	*28 106*	61,3
	• *Demandes d'une autre partie*	*128*	*0,3*
Total		**45 817**	**100**

Tableau 6.3
Répartition des plaintes reçues et des plaintes finalisées en 2016
selon l'article de loi concerné par le recours

	Article 32 LATMP		Article 227 LSST		Articles 245 et 246 LATMP		Total	
Plaintes reçues	1 883		506		0		**2 389**	
Plaintes finalisées	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
• Conciliation réussie	1 480	83,1	411	85,1	0	-	**1 891**	**83,5**
• Demande acceptée	40	2,2	15	3,1	0	-	**55**	**2,4**
• Demande rejetée	53	3,0	10	2,1	0	-	**63**	**2,8**
• Demande déclarée irrecevable	209	11,7	47	9,7	0	-	**256**	**11,3**
• Total des décisions	302	16,9	72	14,9	0	-	**374**	**16,5**
Total des plaintes réglées (conciliation ou décision)	1 782	100	483	100	0	-	**2 265**	**100**
• Fermeture administrative	69		12		0		**81**	
• Total	**1 851**		**495**		**0**		**2 346**	

4 %

Section 7
Volet statistique des programmes de réparation

*7

Description

Cette section regroupe des informations concernant les dossiers ouverts et acceptés selon quelques variables d'intérêt : âge du travailleur, sexe, siège de la lésion, nature de la lésion, catégorie de lésion, genre d'accident ou d'exposition, agent causal de la lésion, agent causal secondaire, profession du travailleur. Également, des statistiques sur les décès y sont présentées.

Notes explicatives

Siège de la lésion

Identification de la partie du corps qui est directement affectée par la nature de la blessure ou de la maladie.

Nature de la lésion

Identification des principales caractéristiques physiques de la blessure ou de la maladie.

Genre d'accident ou d'exposition

Description de la manière dont la blessure ou la maladie a été produite ou infligée par l'agent causal de la lésion.

Agent causal

Identification de l'objet, la substance, l'exposition ou le mouvement du corps qui a produit ou infligé directement la blessure ou la maladie.

Agent causal secondaire

Identification de l'objet, la substance ou la personne qui a généré l'agent causal de la lésion ou qui a contribué au genre d'accident ou d'exposition.

À signaler, entre 2015 et 2016 :

- Lésions professionnelles :
  - Hausse de 0,5 % des accidents du travail
  - Hausse de 40,7 % des maladies professionnelles
  - Baisse de 1,5 % de la proportion des maladies professionnelles associées à un trouble de l'oreille ou de l'audition *(cette proportion pourrait cependant être sous-estimée en raison de la hausse des dossiers non codés)*

- Décès :
  - Hausse de 15,9 % des décès associés à un accident du travail
  - Hausse de 7,9 % des décès associés à une maladie professionnelle
  - Baisse de 12,7 % de la proportion des décès accidentels résultant d'un contact avec des objets ou de l'équipement
  - Hausse de 8,6 % de la proportion des décès accidentels résultant d'une réaction du corps ou d'un effort
  - Hausse de 3,6 % de la proportion des décès accidentels résultant d'un feu ou d'une explosion
  - Hausse de 2,5 % des décès pour maladie professionnelle associés à l'amiante
  - Hausse de 100,0 % des décès pour maladie professionnelle associés à la silice

Tableau 7.1

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2016 et acceptés[1] selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail		Maladie professionnelle	
	Nombre	%	Nombre	%
2011 ou antérieures	10	0,0	17	0,2
2012	2	0,0	2	0,0
2013	17	0,0	12	0,1
2014	63	0,1	30	0,4
2015	5 168	6,3	810	9,8
2016	76 919	93,6	7 364	89,4
Total	**82 179**	**100**	**8 235**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016, acceptés au 1er mars 2017; incluant 1 782 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.2

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2016 et acceptés[1] selon les caractéristiques des bénéficiaires et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail		Maladie professionnelle	
		Nombre	%	Nombre	%
Sexe du travailleur	• Féminin	30 823	37,5	652	7,9
	• Masculin	51 356	62,5	7 583	92,1
	• *Total*	*82 179*	*100*	*8 235*	*100*
Âge du travailleur à la lésion professionnelle	• Moins de 20 ans	2 507	3,1	11	0,1
	• 20 à 24 ans	7 653	9,3	38	0,5
	• 25 à 34 ans	17 606	21,4	142	1,7
	• 35 à 44 ans	18 716	22,8	310	3,8
	• 45 à 54 ans	20 641	25,1	1 080	13,1
	• 55 à 64 ans	13 839	16,8	3 142	38,2
	• 65 ans ou plus	1 217	1,5	3 512	42,6
	• *Total*	*82 179*	*100*	*8 235*	*100*
Âge entier moyen du travailleur à la lésion professionnelle	• **Féminin**		**41**		**55**
	• **Masculin**		**41**		**63**
	• ***Total***		***41***		***62***

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016, acceptés au 1er mars 2017; incluant 1 782 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.3

Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2016 et acceptés[1] selon le siège de la lésion et l'âge du travailleur à l'accident

		Moins de 20 ans		20 à 24 ans		25 à 34 ans		35 à 44 ans		45 à 54 ans		55 à 64 ans		65 ans ou plus		Total	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Tête	• Région crânienne	154	6,1	287	3,8	470	2,7	429	2,3	492	2,4	306	2,2	49	4,0	**2 187**	**2,7**
	• Oreille(s)	2	0,1	10	0,1	18	0,1	26	0,1	21	0,1	25	0,2	2	0,2	**104**	**0,1**
	• Visage	105	4,2	355	4,6	744	4,2	665	3,6	671	3,3	405	2,9	35	2,9	**2 980**	**3,6**
	• Autres parties de la tête	12	0,5	26	0,3	79	0,4	58	0,3	72	0,3	58	0,4	4	0,3	**309**	**0,4**
	• *Total*	*273*	*10,9*	*678*	*8,9*	*1 311*	*7,4*	*1 178*	*6,3*	*1 256*	*6,1*	*794*	*5,7*	*90*	*7,4*	*5 580*	*6,8*
Cou	• Cou, sauf siège interne	2	0,1	8	0,1	15	0,1	16	0,1	13	0,1	7	0,1	1	0,1	**62**	**0,1**
	• Région cervicale	51	2,0	199	2,6	619	3,5	606	3,2	595	2,9	324	2,3	13	1,1	**2 407**	**2,9**
	• Autres parties du cou	0	0,0	0	0,0	1	0,0	4	0,0	1	0,0	0	0,0	0	0,0	**6**	**0,0**
	• *Total*	*53*	*2,1*	*207*	*2,7*	*635*	*3,6*	*626*	*3,3*	*609*	*3,0*	*331*	*2,4*	*14*	*1,2*	*2 475*	*3,0*
Tronc	• Épaules	124	4,9	420	5,5	1 157	6,6	1 365	7,3	1 734	8,4	1 306	9,4	127	10,4	**6 233**	**7,6**
	• Thorax	22	0,9	81	1,1	276	1,6	349	1,9	494	2,4	419	3,0	60	4,9	**1 701**	**2,1**
	• Dos, colonne vertébrale	421	16,8	1 821	23,8	4 705	26,7	5 277	28,2	5 160	25,0	3 043	22,0	183	15,0	**20 610**	**25,1**
	• Abdomen	10	0,4	22	0,3	49	0,3	52	0,3	82	0,4	58	0,4	5	0,4	**278**	**0,3**
	• Région pelvienne	8	0,3	41	0,5	127	0,7	161	0,9	243	1,2	224	1,6	29	2,4	**833**	**1,0**
	• Autres parties du tronc	8	0,3	43	0,6	116	0,7	145	0,8	152	0,7	116	0,8	8	0,7	**588**	**0,7**
	• *Total*	*593*	*23,7*	*2 428*	*31,7*	*6 430*	*36,5*	*7 349*	*39,3*	*7 865*	*38,1*	*5 166*	*37,3*	*412*	*33,9*	*30 243*	*36,8*
Membres supérieurs	• Bras	97	3,9	297	3,9	750	4,3	988	5,3	1 142	5,5	668	4,8	70	5,8	**4 012**	**4,9**
	• Poignet(s)	120	4,8	355	4,6	674	3,8	600	3,2	604	2,9	439	3,2	35	2,9	**2 827**	**3,4**
	• Main(s), sauf doigt(s) seulement	176	7,0	407	5,3	708	4,0	608	3,2	650	3,1	470	3,4	33	2,7	**3 052**	**3,7**
	• Doigt(s), ongle(s)	479	19,1	1 046	13,7	1 787	10,1	1 668	8,9	1 818	8,8	1 233	8,9	118	9,7	**8 149**	**9,9**
	• Autres parties des membres supérieurs	24	1,0	54	0,7	120	0,7	150	0,8	156	0,8	84	0,6	10	0,8	**598**	**0,7**
	• *Total*	*896*	*35,7*	*2 159*	*28,2*	*4 039*	*22,9*	*4 014*	*21,4*	*4 370*	*21,2*	*2 894*	*20,9*	*266*	*21,9*	*18 638*	*22,7*
Membres inférieurs	• Jambe(s)	180	7,2	499	6,5	1 228	7,0	1 468	7,8	1 874	9,1	1 466	10,6	124	10,2	**6 839**	**8,3**
	• Cheville(s)	132	5,3	441	5,8	1 056	6,0	949	5,1	922	4,5	529	3,8	49	4,0	**4 078**	**5,0**
	• Pied(s), sauf orteil(s) seulement	98	3,9	277	3,6	499	2,8	454	2,4	498	2,4	374	2,7	27	2,2	**2 227**	**2,7**
	• Orteil(s), ongle(s) d'orteil(s)	22	0,9	58	0,8	110	0,6	79	0,4	117	0,6	89	0,6	2	0,2	**477**	**0,6**
	• Autres parties des membres inférieurs	18	0,7	47	0,6	111	0,6	124	0,7	142	0,7	84	0,6	10	0,8	**536**	**0,7**
	• *Total*	*450*	*17,9*	*1 322*	*17,3*	*3 004*	*17,1*	*3 074*	*16,4*	*3 553*	*17,2*	*2 542*	*18,4*	*212*	*17,4*	*14 157*	*17,2*
Systèmes corporels		70	2,8	299	3,9	750	4,3	685	3,7	578	2,8	268	1,9	14	1,2	**2 664**	**3,2**
Sièges multiples		126	5,0	428	5,6	1 133	6,4	1 415	7,6	1 771	8,6	1 272	9,2	143	11,8	**6 288**	**7,7**
Appareils prosthétiques (prothèses)		8	0,3	32	0,4	85	0,5	112	0,6	374	1,8	377	2,7	41	3,4	**1 029**	**1,3**
Autres ou indéterminé		38	1,5	100	1,3	219	1,2	263	1,4	265	1,3	195	1,4	25	2,1	**1 105**	**1,3**
Total		**2 507**	**100**	**7 653**	**100**	**17 606**	**100**	**18 716**	**100**	**20 641**	**100**	**13 839**	**100**	**1 217**	**100**	**82 179**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016, acceptés au 1er mars 2017; incluant 1 668 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.4

Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2016 et acceptés[1] selon le genre d'accident ou d'exposition

		Nombre	%
Contacts avec des objets ou de l'équipement	• Heurter un objet	4 452	5,4
	• Frappé par un objet	7 586	9,2
	• Coincé ou écrasé par de l'équipement ou des objets	3 518	4,3
	• Frottement ou abrasion par friction ou pression	2 738	3,3
	• Autres contacts avec des objets ou de l'équipement	873	1,1
	• *Total*	*19 167*	*23,3*
Chutes	• Chute à un niveau inférieur	3 302	4,0
	• Saut à un niveau inférieur	133	0,2
	• Chute au même niveau	7 472	9,1
	• Autres chutes	879	1,1
	• *Total*	*11 786*	*14,3*
Réactions du corps et efforts	• Réaction du corps *(s'étirer, marcher, glisser, trébucher, ...)*	12 742	15,5
	• Effort excessif	11 438	13,9
	• Mouvement répétitif	694	0,8
	• État corporel, n.c.a.	20	0,0
	• Autres réactions du corps et efforts	2 690	3,3
	• *Total*	*27 584*	*33,6*
Exposition à des substances ou à des environnements nocifs	• Contact avec le courant électrique	152	0,2
	• Contact avec des températures extrêmes	961	1,2
	• Exposition à des substances caustiques, nocives ou allergènes	1 831	2,2
	• Exposition au bruit	31	0,0
	• Exposition au rayonnement	33	0,0
	• Exposition à un événement traumatisant ou stressant, n.c.a.	458	0,6
	• Autres expositions à des substances ou à des environnements nocifs	194	0,2
	• *Total*	*3 660*	*4,5*
Accidents de transport	• Accident de la route	889	1,1
	• Accident hors route, sauf ferroviaire, aérien ou nautique	213	0,3
	• Piéton, non-passager heurté par un véhicule, un équipement mobile	76	0,1
	• Accident ferroviaire	8	0,0
	• Accident de véhicule nautique	5	0,0
	• Accident d'aéronef	5	0,0
	• Autres accidents de transport	29	0,0
	• *Total*	1 225	*1,5*
Feux et explosions		62	0,1
Voies de fait et actes violents	• Voies de fait et acte violent par une ou des personnes	2 065	2,5
	• Attaque par des animaux	91	0,1
	• Autres voies de fait et actes violents	16	0,0
	• *Total*	*2 172*	*2,6*
Autres ou indéterminé		16 523	20,1
Total		**82 179**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016, acceptés au 1er mars 2017; incluant 1 668 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.5

Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2016 et acceptés[1] selon la nature de la lésion

		Nombre	%
Blessure ou trouble traumatique	• Blessure traumatique aux os, aux nerfs ou à la moëlle épinière	5 104	6,2
	• Blessure traumatique aux muscles, tendons, ligaments, articulations, etc.	30 391	37,0
	• Plaie ouverte	5 633	6,9
	• Plaie ou contusion superficielle	9 494	11,6
	• Brûlure	1 238	1,5
	• Blessure intracrânienne	958	1,2
	• Blessures ou troubles traumatiques multiples	1 304	1,6
	• Autres blessures ou troubles traumatiques	2 207	2,7
	• Total	*56 329*	*68,5*
Maladie ou trouble systémique	• Maladie du système nerveux ou des organes sensoriels	752	0,9
	• Maladie de l'appareil respiratoire	60	0,1
	• Maladie ou trouble de l'appareil digestif	390	0,5
	• Maladie ou trouble du système musculo-squelettique	5 422	6,6
	• Maladie de la peau ou du tissu sous-cutané	266	0,3
	• Autres maladies ou troubles systémiques	5	0,0
	• Total	*6 895*	*8,4*
Maladie infectieuse ou parasitaire		1 032	1,3
Néoplasme, tumeur, cancer		2	0,0
Symptômes, signes et états mal définis	• Symptômes impliquant le système nerveux ou musculo-squelettique	65	0,1
	• Autres symptômes, signes ou états mal définis	8	0,0
	• Total	*73*	*0,1*
Autres maladies, états ou troubles	• Dommages aux appareils prosthétiques (prothèses)	683	0,8
	• Trouble ou syndrome mental	1 013	1,2
	• Autres maladies, états ou troubles	56	0,1
	• Total	*1 752*	*2,1*
Maladies, états ou troubles multiples		740	0,9
Autres ou indéterminée		15 356	18,7
Total		**82 179**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016, acceptés au 1er mars 2017; incluant 1 668 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.6a

Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2016 et acceptés[1] selon l'agent causal de la lésion

	Nombre	%
Produits et composés chimiques	915	1,1
Contenants	4 143	5,0
Mobilier et appareils	1 474	1,8
Machinerie	1 601	1,9
Pièces et matériaux	7 279	8,9
Personnes, plantes, animaux et minéraux	28 936	35,2
Structures et surfaces	9 426	11,5
Outils, instruments et matériel	4 536	5,5
Véhicules	2 591	3,2
Autres ou indéterminé	21 278	25,9
Total	**82 179**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016, acceptés au 1er mars 2017; incluant 1 668 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.6b

Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2016 et acceptés[1] selon l'agent causal secondaire

	Nombre	%
Produits et composés chimiques	323	0,4
Contenants	3 249	4,0
Mobilier et appareils	1 281	1,6
Machinerie	1 219	1,5
Pièces et matériaux	4 098	5,0
Personnes, plantes, animaux et minéraux	13 237	16,1
Structures et surfaces	3 983	4,8
Outils, instruments et matériel	3 059	3,7
Véhicules	1 889	2,3
Autres ou indéterminé	49 841	60,6
Total	**82 179**	**100**

Tableau 7.7

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2016 et acceptés[1] selon la profession du travailleur et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail		Maladie professionnelle	
	Nombre	%	Nombre	%
Directeurs, administrateurs et personnel assimilé	839	1,0	32	0,4
Travailleurs des sciences naturelles, techniques et mathématiques	665	0,8	51	0,6
Travailleurs spécialisés des sciences sociales et secteurs connexes	635	0,8	1	0,0
Enseignants et personnel assimilé	2 818	3,4	31	0,4
Personnel médical, techniciens de la santé et travailleurs assimilés	8 841	10,8	42	0,5
Professionnels des domaines artistique et littéraire et personnel assimilé	206	0,3	5	0,1
Travailleurs spécialisés des sports et loisirs	217	0,3	8	0,1
Personnel administratif et travailleurs assimilés	4 003	4,9	42	0,5
Travailleurs spécialisés dans la vente	3 988	4,9	61	0,7
Travailleurs spécialisés dans les services	8 380	10,2	198	2,4
Agriculteurs, horticulteurs et éleveurs	748	0,9	20	0,2
Travailleurs forestiers et bûcherons	253	0,3	122	1,5
Mineurs, carriers, foreurs de puits et travailleurs assimilés	299	0,4	88	1,1
Travailleurs des industries de transformation	2 771	3,4	360	4,4
Usineurs et travailleurs des secteurs connexes	2 683	3,3	375	4,6
Travailleurs spécialisés dans la fabrication, le montage et la réparation	5 257	6,4	675	8,2
Travailleurs de bâtiment	4 723	5,7	885	10,7
Personnel d'exploitation des transports	3 160	3,8	274	3,3
Manutentionnaires et travailleurs assimilés	7 229	8,8	529	6,4
Autres ouvriers qualifiés et conducteurs de machines	774	0,9	197	2,4
Autres ou indéterminée	23 690	28,8	4 239	51,5
Total	**82 179**	**100**	**8 235**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016, acceptés au 1er mars 2017; incluant 1 782 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.8

Répartition des dossiers pour maladies professionnelles ouverts en 2016 et acceptés[1] selon la nature de la maladie et l'âge du travailleur à la maladie

		Moins de 20 ans		20 à 24 ans		25 à 34 ans		35 à 44 ans		45 à 54 ans		55 à 64 ans		65 ans ou plus		Total	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Blessures et troubles traumatiques	• Entorse, foulure, déchirure	0	0,0	0	0,0	1	0,7	3	1,0	3	0,3	3	0,1	0	0,0	**10**	**0,1**
	• Blessure traumatique aux muscles, tendons, etc.	0	0,0	1	2,6	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,0	0	0,0	**2**	**0,0**
	• Autres intoxications ou effets toxiques	0	0,0	0	0,0	2	1,4	1	0,3	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**3**	**0,0**
	• Blessure ou trouble traumatique avec diagnostic imprécis	0	0,0	1	2,6	1	0,7	1	0,3	2	0,2	1	0,0	0	0,0	**6**	**0,1**
	• Autres blessures ou troubles traumatiques	1	9,1	0	0,0	0	0,0	4	1,3	1	0,1	1	0,0	0	0,0	7	**0,1**
	• *Total*	*1*	*9,1*	*2*	*5,3*	*4*	*2,8*	*9*	*2,9*	*6*	*0,6*	*6*	*0,2*	*0*	*0,0*	*28*	*0,3*
Maladies et troubles systémiques	• Trouble du système nerveux périphérique	0	0,0	1	2,6	12	8,5	22	7,1	15	1,4	25	0,8	0	0,0	75	**0,9**
	• Trouble de l'œil, des annexes ou de la vue	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,1	0	0,0	0	0,0	**1**	**0,0**
	• Trouble de l'oreille, de la mastoïde ou de l'audition	0	0,0	0	0,0	9	6,3	77	24,8	610	56,5	1 963	62,5	2 283	65,0	**4 942**	**60,0**
	• Syndrome de Raynaud	0	0,0	0	0,0	1	0,7	1	0,3	4	0,4	17	0,5	1	0,0	**24**	**0,3**
	• Bronchopneumopathie obstructive chronique ou état apparenté	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,3	1	0,1	7	0,2	1	0,0	**10**	**0,1**
	• Pneumoconiose	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	4	0,4	19	0,6	70	2,0	**93**	**1,1**
	• Autres maladies de l'appareil respiratoire	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,3	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**1**	**0,0**
	• Entérite ou colite non infectieuse	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,3	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**1**	**0,0**
	• Affections du rachis (dos)	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,1	0	0,0	0	0,0	**1**	**0,0**
	• Inflammation, rhumatisme, sauf le rachis	5	45,5	12	31,6	46	32,4	74	23,9	64	5,9	45	1,4	3	0,1	**249**	**3,0**
	• Infection de la peau ou du tissu sous-cutané	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• Dermatite	3	27,3	6	15,8	10	7,0	6	1,9	14	1,3	10	0,3	0	0,0	**49**	**0,6**
	• Autres maladies ou troubles systémiques	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,1	5	0,2	1	0,0	7	**0,1**
	• *Total*	*8*	*72,7*	*19*	*50,0*	*78*	*54,9*	*183*	*59,0*	*715*	*66,2*	*2 091*	*66,5*	*2 359*	*67,2*	*5 453*	*66,7*
Maladies infectieuses et parasitaires		0	0,0	0	0,0	3	2,1	2	0,6	1	0,1	1	0,0	1	*0,0*	**8**	**0,1**
Néoplasmes, tumeurs et cancers		0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	3	0,3	7	0,2	52	1,5	**62**	**0,8**
Symptômes, signes et états mal définis		0	0,0	0	0,0	2	1,4	3	1,0	1	0,1	0	0,0	0	0,0	**6**	**0,1**
Autres maladies, états ou troubles		0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,0	0	0,0	**1**	**0,0**
Autres ou indéterminé		2	18,2	17	44,7	55	38,7	113	36,5	354	32,8	1 036	33,0	1 100	31,3	**2 677**	**32,5**
Total		**11**	**100**	**38**	**100**	**142**	**100**	**310**	**100**	**1 080**	**100**	**3 142**	**100**	**3 512**	**100**	**8 235**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016, acceptés au 1er mars 2017, incluant 114 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.9

Répartition des décès pour l'année 2016[1]
selon la catégorie de prestation et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail		Maladie professionnelle	
	Nombre	Débours (en '000 de $)	Nombre	Débours (en '000 de $)
Indemnités de décès	72	4 143	126	9 012
Sans indemnités de décès	8	—	11	—
Total	**80**	**4 143**	**137**	**9 012**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2016, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016; décès acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 5 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.10

Répartition des décès pour l'année 2016[1]
selon l'année du décès et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail		Maladie professionnelle	
	Nombre	%	Nombre	%
2011 ou antérieures	0	0,0	0	0,0
2012	0	0,0	2	1,5
2013	1	1,3	5	3,6
2014	6	7,5	12	8,8
2015	23	28,8	55	40,1
2016	50	62,5	63	46,0
Total	**80**	**100**	**137**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2016, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016; acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 5 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.11

Répartition des décès pour l'année 2016[1]
selon les caractéristiques des travailleurs décédés et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail		Maladie professionnelle	
		Nombre	%	Nombre	%
Sexe du travailleur	• Féminin	7	8,8	7	5,1
	• Masculin	73	91,3	130	94,9
	• *Total*	*80*	*100*	*137*	*100*
Âge du travailleur au décès	• Moins de 20 ans	1	1,3	0	—
	• 20 à 24 ans	5	6,3	0	—
	• 25 à 34 ans	13	16,3	0	—
	• 35 à 44 ans	12	15,0	0	—
	• 45 à 54 ans	17	21,3	0	—
	• 55 à 64 ans	18	22,5	12	8,8
	• 65 ans ou plus	14	17,5	125	91,2
	• *Total*	*80*	*100*	*137*	*100*
Âge entier moyen du travailleur au décès	• **Féminin**	**45**		**72**	
	• **Masculin**	**48**		**75**	
	• ***Total***	***48***		***75***	

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2016, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016; acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 5 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.12

Répartition des décès pour l'année 2016 pour accident du travail[1]
selon le siège de la lésion

	Nombre	%
Tête	14	17,5
Cou, y compris la gorge	7	8,8
Tronc	17	21,3
Membres supérieurs	2	2,5
Membres inférieurs	3	3,8
Systèmes corporels	7	8,8
Sièges multiples	30	37,5
Autres ou indéterminé	0	0,0
Total	**80**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2016, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016; acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 1 dossier d'employeur non assuré.

Tableau 7.13
Répartition des décès pour l'année 2016 pour accident du travail[1]
selon le genre d'accident ou d'exposition

	Nombre	%
Contacts avec des objets ou de l'équipement	20	25,0
Chutes	15	18,8
Réactions du corps et efforts	8	10,0
Exposition à des substances ou à des environnements nocifs	11	13,8
Accidents de transport	21	26,3
Feux et explosions	4	5,0
Voies de fait et actes violents	1	1,3
Autres ou indéterminé	0	0,0
Total	**80**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2016, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016; acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 1 dossier d'employeur non assuré.

Tableau 7.14a

Répartition des décès pour l'année 2016 pour accident du travail[1]
selon l'agent causal de la lésion

	Nombre	%
Produits et composés chimiques	5	6,3
Contenants	1	1,3
Mobilier et appareils	1	1,3
Machinerie	10	12,5
Pièces et matériaux	9	11,3
Personnes, plantes, animaux et minéraux	9	11,3
Structures et surfaces	16	20,0
Outils, instruments et matériel	2	2,5
Véhicules	21	26,3
Autres ou indéterminé	6	7,5
Total	**80**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2016, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016; acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 1 dossier d'employeur non assuré.

Tableau 7.14b

Répartition des décès pour l'année 2016 pour accident du travail[1]
selon l'agent causal secondaire

	Nombre	%
Produits et composés chimiques	1	1,3
Contenants	3	3,8
Mobilier et appareils	1	1,3
Machinerie	10	12,5
Pièces et matériaux	6	7,5
Personnes, plantes, animaux et minéraux	6	7,5
Structures et surfaces	10	12,5
Outils, instruments et matériel	6	7,5
Véhicules	11	13,8
Autres ou indéterminé	26	32,5
Total	**80**	**100**

Tableau 7.15

Répartition des décès pour l'année 2016[1]
selon la profession du travailleur au décès

	Nombre	%
Travailleurs des sciences naturelles, techniques et mathématiques	2	0,9
Personnel médical, techniciens de la santé et travailleurs assimilés	3	1,4
Personnel administratif et travailleurs assimilés	3	1,4
Travailleurs spécialisés dans la vente	6	2,8
Travailleurs spécialisés dans les services	16	7,4
Agriculteurs, horticulteurs, éleveurs	5	2,3
Travailleurs forestiers et bûcherons	3	1,4
Mineurs, carriers, foreurs de puits et travailleurs assimilés	19	8,8
Travailleurs des industries de transformation	13	6,0
Usineurs et travailleurs des secteurs connexes	22	10,1
Travailleurs spécialisés dans la fabrication, le montage et la réparation	13	6,0
Travailleurs du bâtiment	73	33,6
Personnel d'exploitation des transports	14	6,5
Manutentionnaires et travailleurs assimilés	16	7,4
Autres ouvriers qualifiés et conducteurs de machines	5	2,3
Travailleurs, n.c.a.	2	0,9
Autres ou indéterminée	2	0,9
Total	**217**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2016, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016; incluant 5 dossiers d'employeurs non assurés.

Note: Les nombres inférieurs à 2 sont regroupés avec Autres ou indéterminée.

Tableau 7.16

Répartition des décès pour l'année 2016 pour maladie professionnelle[1]
selon la nature de la maladie

	Nombre	%
Maladie de l'appareil respiratoire, non précisée	1	0,7
Asthme	1	0,7
Amiantose	28	20,4
Silicose	4	2,9
Pneumoconiose, nca	1	0,7
Tumeur maligne (cancer)	38	27,7
Mésothéliome	64	46,7
Autres ou indéterminée	0	0,0
Total	**137**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2016, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016; incluant 4 dossiers d'employeurs non assurés.

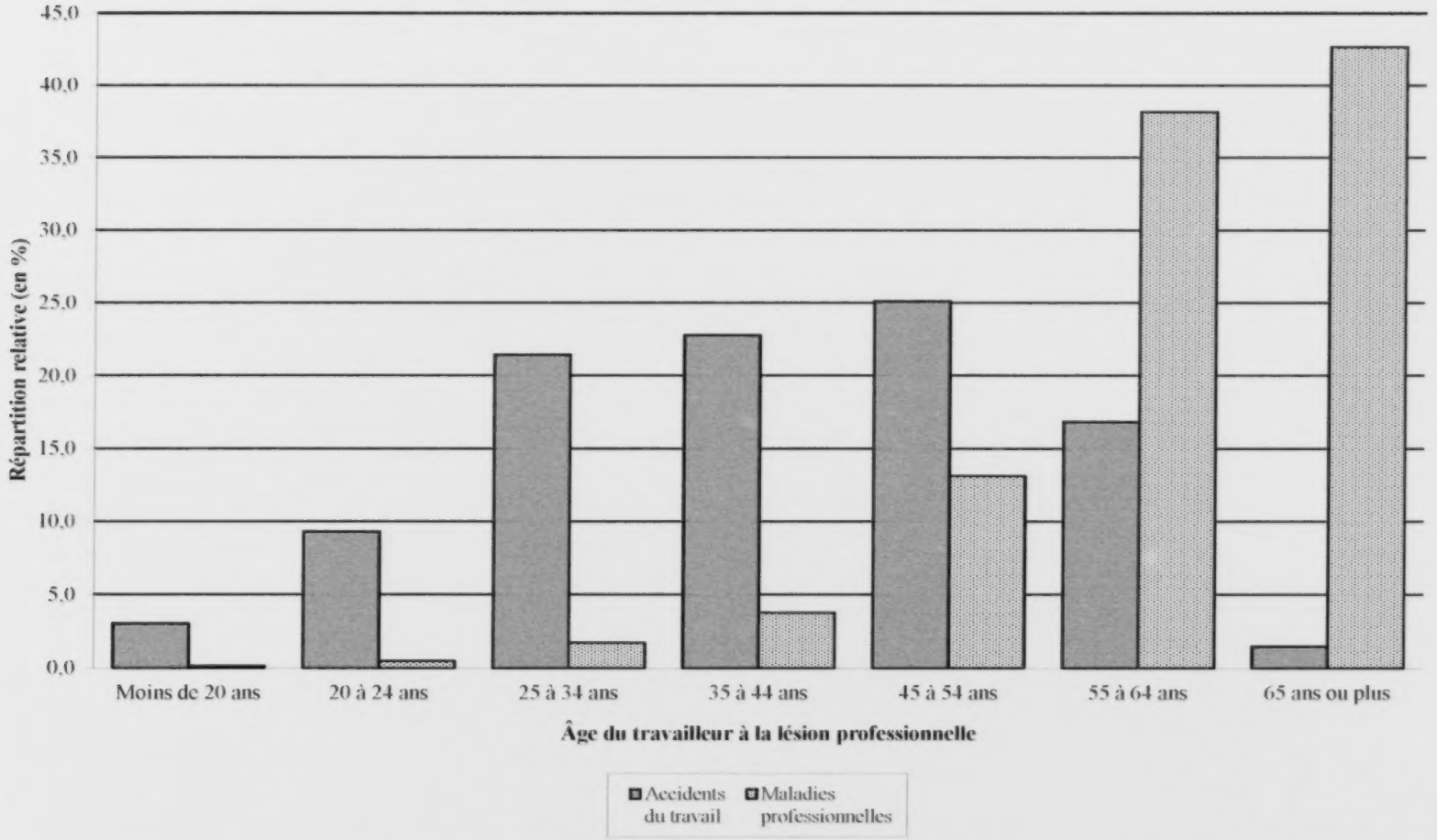
Tableau 7.17

Répartition des décès pour l'année 2016 pour maladie professionnelle[1]
selon le genre d'accident ou d'exposition

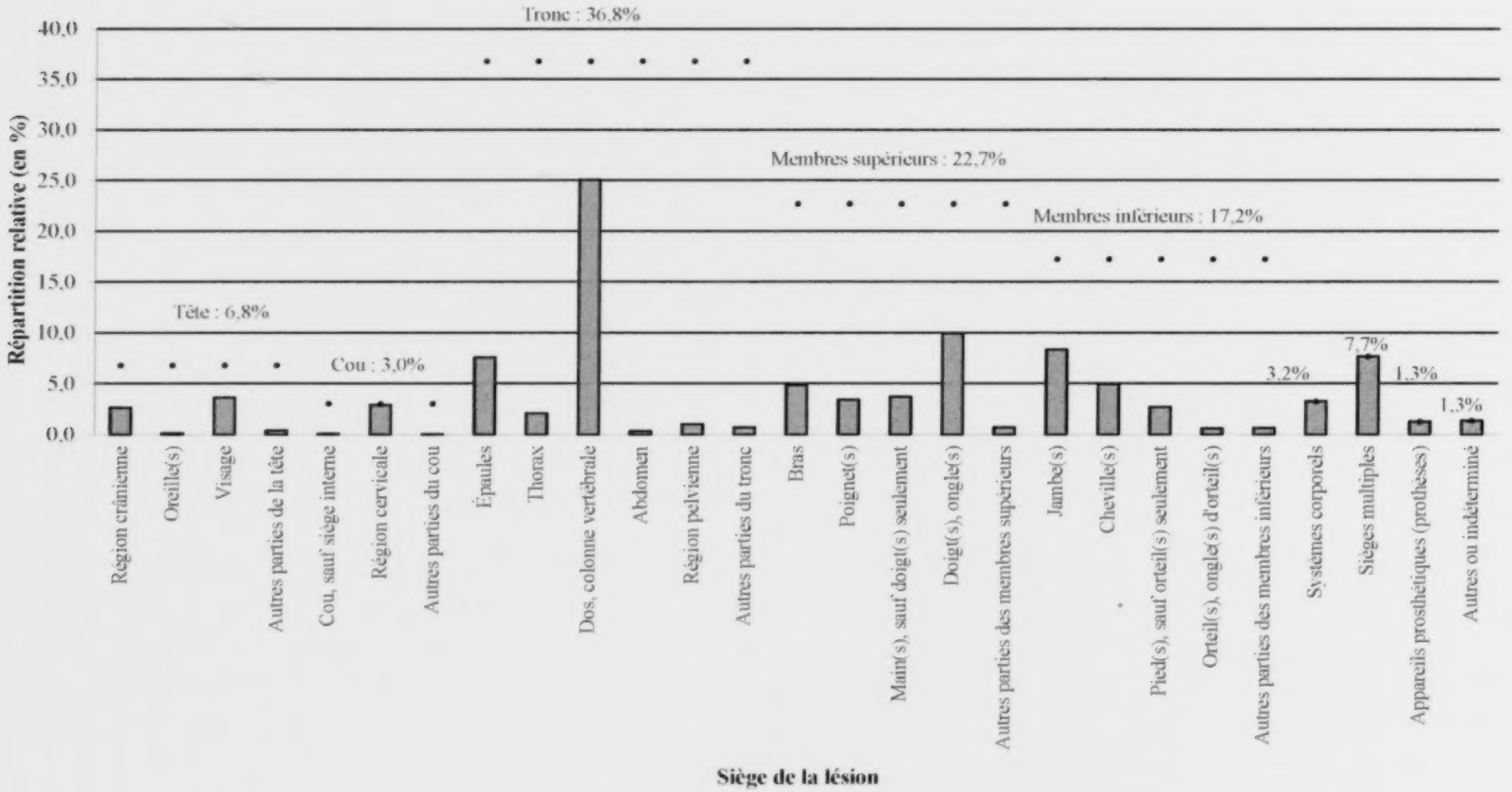
		Nombre	%
Exposition à des substances ou à des environnements nocifs	• Amiantose, mésothéliome ou lésion d'une autre nature dont l'agent causal ou l'agent causal secondaire est l'amiante	121	88,3
	• Silicose ou lésion d'une autre nature dont l'agent causal ou l'agent causal secondaire est la silice	8	5,8
	• Autres	8	5,8
	Total	*137*	*100,0*
Autres ou indéterminé		0	0,0
Total		**137**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2016, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016; incluant 4 dossiers d'employeurs non assurés.

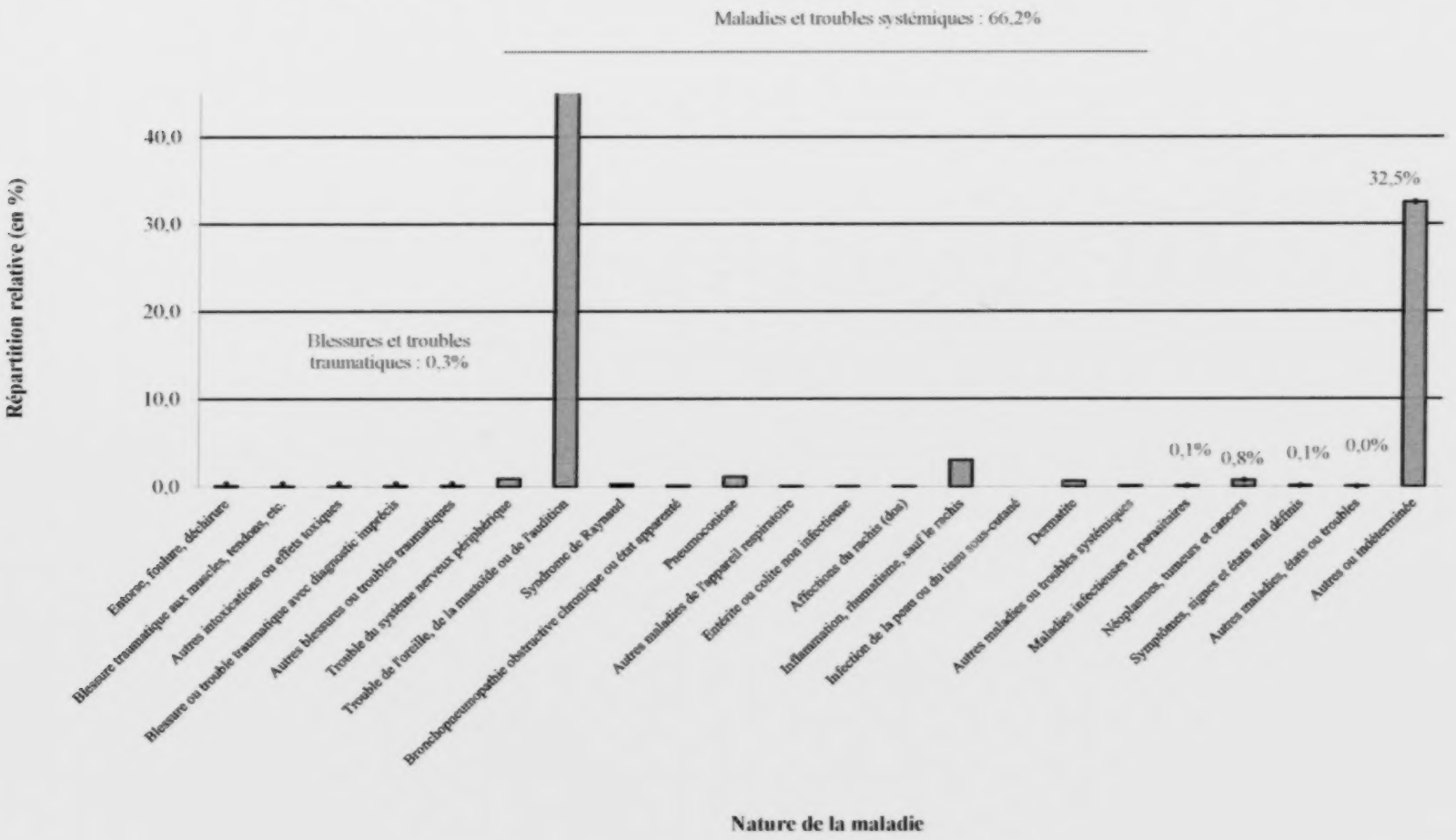
Graphique 7.1
Répartition relative des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2016 et acceptés selon l'âge du travailleur à la lésion professionnelle



Graphique 7.2
Répartition relative des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2016 et acceptés selon le siège de la lésion



Graphique 7.3
Répartition relative des dossiers pour maladies professionnelles ouverts en 2016 et acceptés selon la nature de la maladie



4 %

Section 8 *

Volet statistique du programme

Pour une maternité sans danger

Description

Cette section regroupe des informations concernant les réclamations acceptées du programme *Pour une maternité sans danger* selon quelques variables d'intérêt : âge de la travailleuse, catégorie du retrait, nombre de semaines de grossesse à la date du retrait ou de l'affectation, nature de l'agresseur, profession.

À signaler, entre 2015 et 2016 :

- Légère hausse, de 0,1 %, des réclamations du programme Pour une maternité sans danger acceptées, dont une baisse de 0,1 % pour les travailleuses enceintes et une hausse de 17,4 % pour les travailleuses qui allaitent
- Baisse de 1,8 % de la proportion des réclamations associées à un agresseur de nature ergonomique
- Baisse de 1,0 % de la proportion des réclamations associées à un agresseur de nature biologique

Tableau 8.1

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites en 2016 et acceptées[1] selon l'âge de la réclamante et la catégorie du retrait

	Travailleuse enceinte		Travailleuse qui allaite		**Total**	
	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Moins de 20 ans	517	1,6	0	0,0	**517**	**1,6**
20 à 24 ans	5 467	16,7	15	4,9	**5 482**	**16,6**
25 à 29 ans	12 614	38,5	113	37,2	**12 727**	**38,5**
30 à 34 ans	9 511	29,0	111	36,5	**9 622**	**29,1**
35 à 39 ans	3 904	11,9	56	18,4	**3 960**	**12,0**
40 ans ou plus	763	2,3	9	3,0	**772**	**2,3**
Total	**32 776**	**100**	**304**	**100**	**33 080**	**100**
Âge entier moyen de la réclamante		**29**		**31**		**29**

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016, acceptées au 1er mars 2017, avec ou sans paiement.

Tableau 8.2

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites en 2016 et acceptées[1] selon le nombre de semaines de grossesse à la date du retrait ou de l'affectation

	Nombre	%
1re à 4e	1 847	5,6
5e à 9e	9 958	30,4
10e à 13e	5 152	15,7
14e à 17e	2 095	6,4
18e à 22e	1 571	4,8
23e à 26e	825	2,5
27e à 30e	521	1,6
31e à 35e	207	0,6
36e ou plus	12	0,0
Indéterminé	10 588	32,3
Total	**32 776**	**100**

Nombre moyen de semaines de grossesse	**11**

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016, acceptées au 1er mars 2017, avec ou sans paiement.

Tableau 8.3

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites en 2016 et acceptées[1] selon la nature de l'agresseur et la catégorie du retrait

		Travailleuse enceinte		Travailleuse qui allaite		Total	
		Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Agresseur chimique		3 353	10,2	77	25,3	**3 430**	**10,4**
Agresseur physique		219	0,7	0	0,0	**219**	**0,7**
Agresseur ergonomique	• Horaires de travail	1 541	4,7	0	0,0	**1 541**	**4,7**
	• Charge de travail	286	0,9	0	0,0	**286**	**0,9**
	• Postures de travail	3 303	10,1	0	0,0	**3 303**	**10,0**
	• Soulever, pousser, tirer	1 026	3,1	1	0,3	**1 027**	**3,1**
	• Autres efforts physiques	229	0,7	0	0,0	**229**	**0,7**
	• Autres risques ergonomiques	1 463	4,5	1	0,3	**1 464**	**4,4**
	• *Total*	*7 848*	*23,9*	*2*	*0,7*	***7 850***	***23,7***
Agresseur biologique		8 210	25,0	25	8,2	**8 235**	**24,9**
Agresseur à la sécurité du travail		2 493	7,6	0	0,0	**2 493**	**7,5**
Autres ou indéterminé		10 653	32,5	200	65,8	**10 853**	**32,8**
Total		**32 776**	**100**	**304**	**100**	**33 080**	**100**

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016, acceptées au 1er mars 2017, avec ou sans paiement.

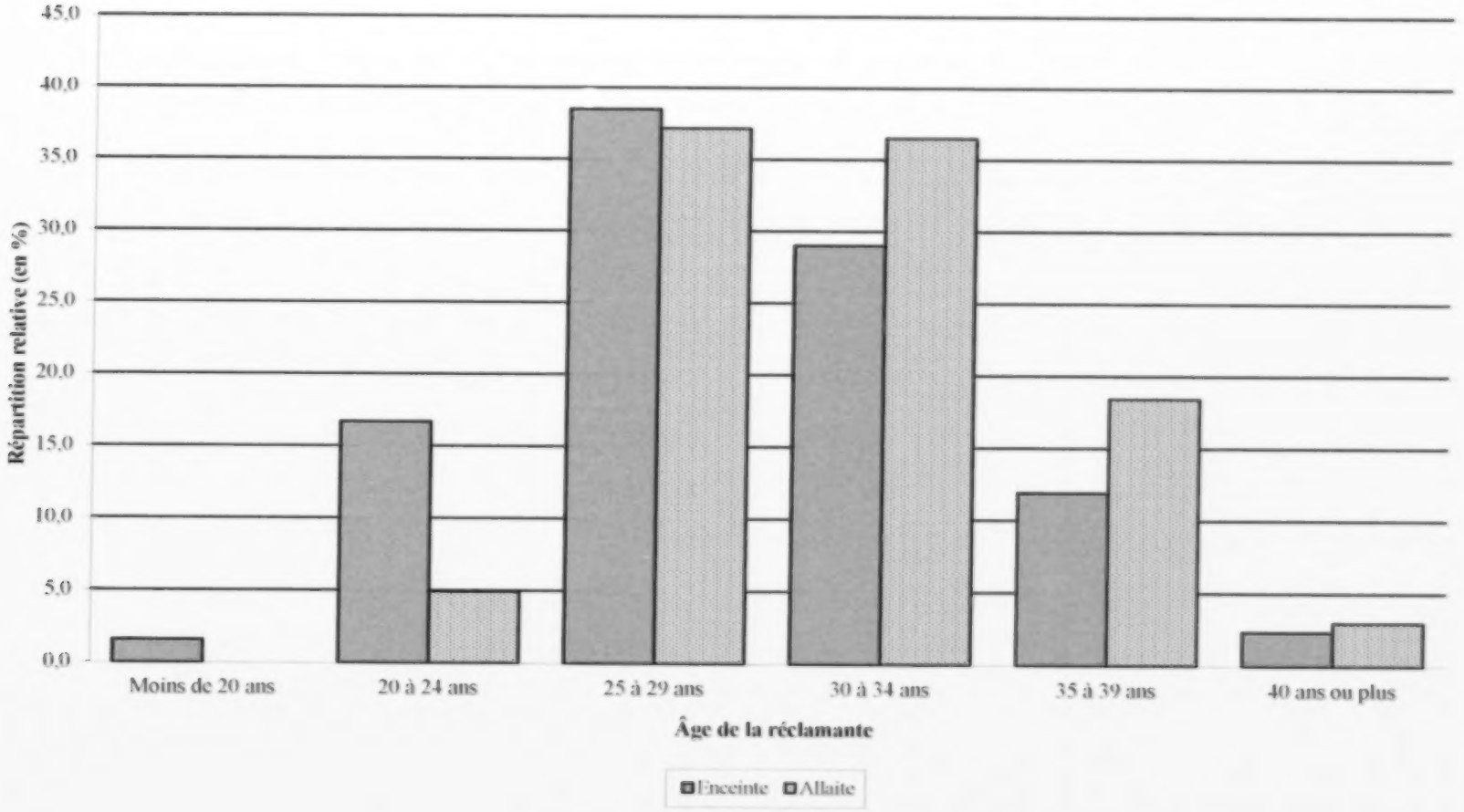
Tableau 8.4

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites en 2016 et acceptées[1] selon la profession de la travailleuse et la catégorie du retrait

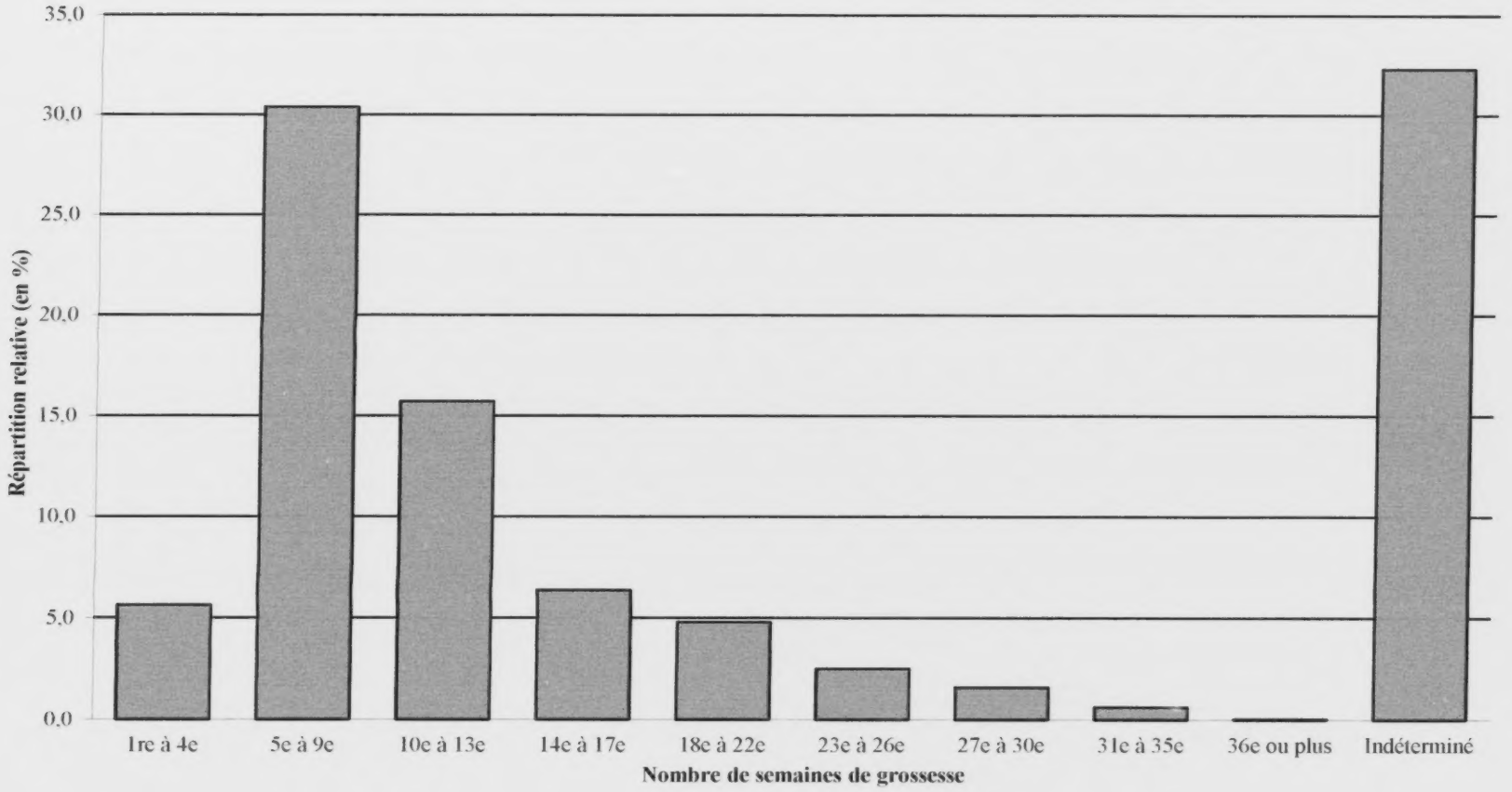
	Travailleuse enceinte		Travailleuse qui allaite		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Technicienne en sciences naturelles	117	0,4	6	2,0	**123**	**0,4**
Enseignante	3 938	12,0	4	1,3	**3 942**	**11,9**
Infirmière	4 677	14,3	29	9,5	**4 706**	**14,2**
Autre personnel médical	2 012	6,1	21	6,9	**2 033**	**6,1**
Secrétaire	129	0,4	1	0,3	**130**	**0,4**
Caissière	937	2,9	0	0,0	**937**	**2,8**
Employée de bureau	363	1,1	0	0,0	**363**	**1,1**
Vendeuse	1 476	4,5	1	0,3	**1 477**	**4,5**
Commis	256	0,8	2	0,7	**258**	**0,8**
Travailleuse des aliments	335	1,0	0	0,0	**335**	**1,0**
Barmaid	2 069	6,3	0	0,0	**2 069**	**6,3**
Préposée à l'entretien	278	0,8	2	0,7	**280**	**0,8**
Services personnels	1 438	4,4	3	1,0	**1 441**	**4,4**
Autre travailleuse des services	223	0,7	1	0,3	**224**	**0,7**
Couturière	69	0,2	1	0,3	**70**	**0,2**
Travailleuse du textile	12	0,0	0	0,0	**12**	**0,0**
Manutentionnaire	431	1,3	4	1,3	**435**	**1,3**
Travailleuse de l'imprimerie	18	0,1	0	0,0	**18**	**0,1**
Autres ou indéterminée	13 998	42,7	229	75,3	**14 227**	**43,0**
Total	**32 776**	**100**	**304**	**100**	**33 080**	**100**

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016, acceptées au 1er mars 2017, avec ou sans paiement.

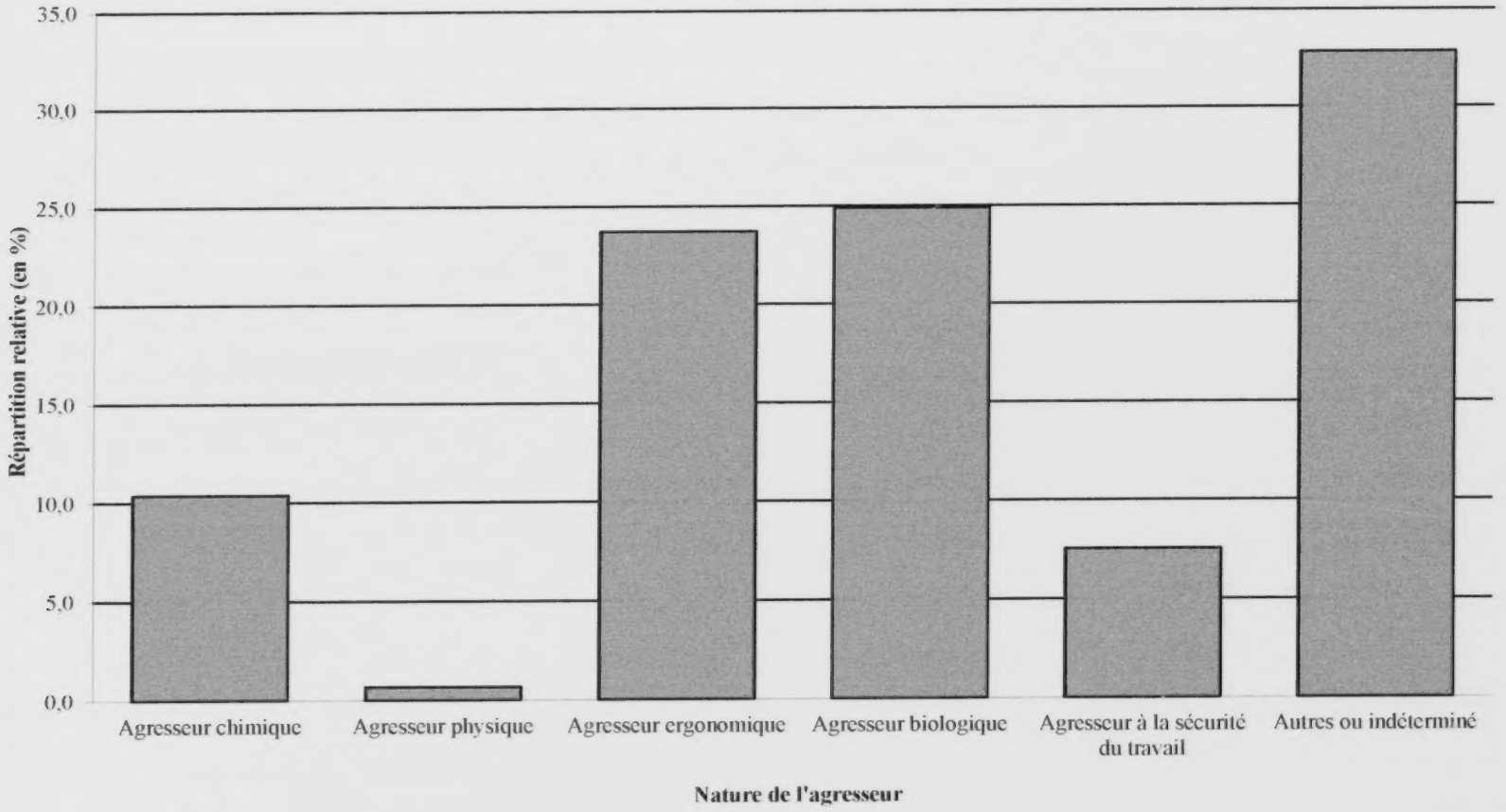
Graphique 8.1
Répartition relative des réclamations du programme «Pour une maternité sans danger» inscrites en 2016 et acceptées selon l'âge de la réclamante et la catégorie du retrait



Graphique 8.2
Répartition relative des réclamations du programme «Pour une maternité sans danger» inscrites en 2016 et acceptées selon le nombre de semaines de grossesse à la date du retrait ou de l'affectation



Graphique 8.3
Répartition relative des réclamations du programme «Pour une maternité sans danger» inscrites en 2016 et acceptées selon la nature de l'agresseur



4 %

Section 9
Statistiques selon le secteur d'activité économique – santé et sécurité du travail

* 7

Description

Toutes les entreprises appartiennent à une branche d'activité économique déterminée en fonction de leur activité principale. Les secteurs d'activité économique sont déterminés à partir de la « classification des activités économiques du Québec » et sont rattachés aux employeurs inscrits à la Commission.

Les 32 secteurs d'activité économique sont répartis en six groupes selon un ordre de priorité, qui tient compte de la fréquence et de la gravité des lésions professionnelles.

Les tableaux dans cette section reprennent certains résultats des sections précédentes et les ventilent par secteur d'activité économique du dossier d'expérience de l'employeur. Les sujets suivants sont couverts :

- dossiers ouverts et acceptés selon la catégorie de lésion;
- décès inscrits;
- réclamations acceptées du programme *Pour une maternité sans danger*;
- travailleurs couverts, établissements actifs et mécanismes de prévention;
- dossiers d'intervention en prévention-inspection créés;
- visites effectuées et dérogations constatées;
- décisions prises lors des interventions et constats d'infraction signifiés.

Notes: puisque les informations associées aux établissements de 21 travailleurs ou plus ne sont plus disponibles, le tableau présente maintenant la répartition du nombre d'établissements, sans égard au nombre de travailleurs (tableau 9.4) .

La répartition du nombre de travailleurs selon le secteur d'activité économique n'étant pas disponible, cette donnée a été retirée du tableau. L'estimation du nombre total de travailleurs couverts est présentée à la section 1 (tableau 1.2).

Les décès associés à des employeurs non assurés sont maintenant répartis dans les secteurs. Leur nombre est mentionné.

À compter de l'année 2010, les données relatives aux visites, aux dérogations constatées, aux décisions prises et aux constats d'infraction signifiés sont présentées avec deux mois de maturité (lecture au 1er mars de l'année suivante, plutôt qu'au 31 décembre de l'année courante).

Tableau 9.1

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2016 et acceptés[1]
selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail		Maladie professionnelle		Total	
		Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	6 031	7,3	176	2,1	**6 207**	**6,9**
	• Industrie chimique	523	0,6	9	0,1	**532**	**0,6**
	• Forêt et scieries	954	1,2	76	0,9	**1 030**	**1,1**
	• Mines, carrières et puits de pétrole	791	1,0	98	1,2	**889**	**1,0**
	• Fabrication de produits en métal	2 788	3,4	79	1,0	**2 867**	**3,2**
	• Total	*11 087*	*13,5*	*438*	*5,3*	***11 525***	***12,7***
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	1 396	1,7	57	0,7	**1 453**	**1,6**
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	1 310	1,6	45	0,5	**1 355**	**1,5**
	• Fabrication d'équipement de transport	1 710	2,1	58	0,7	**1 768**	**2,0**
	• Première transformation des métaux	908	1,1	141	1,7	**1 049**	**1,2**
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	679	0,8	26	0,3	**705**	**0,8**
	• Total	*6 003*	*7,3*	*327*	*4,0*	***6 330***	***7,0***
Groupe III	• Administration publique	4 687	5,7	88	1,1	**4 775**	**5,3**
	• Industrie des aliments et boissons	3 789	4,6	107	1,3	**3 896**	**4,3**
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	455	0,6	11	0,1	**466**	**0,5**
	• Industrie du papier et activités diverses	603	0,7	55	0,7	**658**	**0,7**
	• Transport et entreposage	4 834	5,9	72	0,9	**4 906**	**5,4**
	• Total	*14 368*	*17,5*	*333*	*4,0*	***14 701***	***16,3***

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016, acceptés au 1er mars 2017; incluant 1 782 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 9.1 (suite)

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2016 et acceptés[1]
selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail		Maladie professionnelle		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Groupe IV	• Commerce	11 876	14,5	129	1,6	**12 005**	**13,3**
	• Industrie du cuir	35	0,0	3	0,0	**38**	**0,0**
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	746	0,9	19	0,2	**765**	**0,8**
	• Industrie du tabac	8	0,0	3	0,0	**11**	**0,0**
	• Industrie textile	241	0,3	8	0,1	**249**	**0,3**
	• *Total*	*12 906*	*15,7*	*162*	*2,0*	***13 068***	***14,5***
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	10 124	12,3	130	1,6	**10 254**	**11,3**
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	1 769	2,2	30	0,4	**1 799**	**2,0**
	• Imprimerie, édition et activités annexes	277	0,3	11	0,1	**288**	**0,3**
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	30	0,0	4	0,0	**34**	**0,0**
	• Fabrication de produits électriques	500	0,6	19	0,2	**519**	**0,6**
	• *Total*	*12 700*	*15,5*	*194*	*2,4*	***12 894***	***14,3***
Groupe VI	• Agriculture	1 033	1,3	21	0,3	**1 054**	**1,2**
	• Bonneterie et habillement	158	0,2	13	0,2	**171**	**0,2**
	• Enseignement et services annexes	3 680	4,5	21	0,3	**3 701**	**4,1**
	• Finances, assurances et affaires immobilières	784	1,0	6	0,1	**790**	**0,9**
	• Services médicaux et sociaux	16 782	20,4	84	1,0	**16 866**	**18,7**
	• Chasse et pêche	37	0,0	1	0,0	**38**	**0,0**
	• Industries manufacturières diverses	289	0,4	10	0,1	**299**	**0,3**
	• *Total*	*22 763*	*27,7*	*156*	*1,9*	***22 919***	***25,3***
Indéterminé ou employeurs non assurés		2 352	2,9	6 625	80,4	**8 977**	**9,9**
Total		**82 179**	**100**	**8 235**	**100**	**90 414**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016, acceptés au 1er mars 2017; incluant 1 782 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 9.2

Répartition des décès pour l'année 2016[1]

selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail		Maladie professionnelle		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	20	25,0	41	29,9	**61**	**28,1**
	• Industrie chimique	0	0,0	4	2,9	**4**	**1,8**
	• Forêt et scieries	4	5,0	0	0,0	**4**	**1,8**
	• Mines, carrières et puits de pétrole	1	1,3	25	18,2	**26**	**12,0**
	• Fabrication de produits en métal	3	3,8	4	2,9	7	**3,2**
	• Total	*28*	*35,0*	*74*	*54,0*	***102***	***47,0***
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	2	2,5	0	0,0	**2**	**0,9**
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	1	1,3	0	0,0	**1**	**0,5**
	• Fabrication d'équipement de transport	0	0,0	5	3,6	**5**	**2,3**
	• Première transformation des métaux	0	0,0	6	4,4	**6**	**2,8**
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	3	3,8	5	3,6	**8**	**3,7**
	• Total	*6*	*7,5*	*16*	*11,7*	***22***	***10,1***
Groupe III	• Administration publique	3	3,8	8	5,8	**11**	**5,1**
	• Industrie des aliments et boissons	0	0,0	3	2,2	**3**	**1,4**
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• Industrie du papier et activités diverses	0	0,0	1	0,7	**1**	**0,5**
	• Transport et entreposage	12	15,0	9	6,6	**21**	**9,7**
	• Total	*15*	*18,8*	*21*	*15,3*	***36***	***16,6***

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2016, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016, acceptés avec ou sans indemnités de décès.
2. Les 5 décès associés aux employeurs non assurés ont été répartis dans les secteurs.
   Accident du travail: 1 cas dans transport et entreposage; maladie professionnelle: 4 cas dans transport et entreposage.

Tableau 9.2 (suite)

Répartition des décès pour l'année 2016[1]

selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail		Maladie professionnelle		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Groupe IV	• Commerce	14	17,5	3	2,2	**17**	**7,8**
	• Industrie du cuir	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	0	0,0	4	2,9	**4**	**1,8**
	• Industrie du tabac	0	0,0	1	0,7	**1**	**0,5**
	• Industrie textile	0	0,0	1	0,7	**1**	**0,5**
	• *Total*	*14*	*17,5*	*9*	*6,6*	***23***	***10,6***
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	10	12,5	2	1,5	**12**	**5,5**
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	1	1,3	0	0,0	**1**	**0,5**
	• Imprimerie, édition et activités annexes	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	0	0,0	3	2,2	**3**	**1,4**
	• Fabrication de produits électriques	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• *Total*	*11*	*13,8*	*5*	*3,6*	***16***	***7,4***
Groupe VI	• Agriculture	5	6,3	0	0,0	**5**	**2,3**
	• Bonneterie et habillement	0	0,0	1	0,7	**1**	**0,5**
	• Enseignement et services annexes	0	0,0	2	1,5	**2**	**0,9**
	• Finances, assurances et affaires immobilières	0	0,0	1	0,7	**1**	**0,5**
	• Services médicaux et sociaux	1	1,3	6	4,4	**7**	**3,2**
	• Chasse et pêche	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• Industries manufacturières diverses	0	0,0	2	1,5	**2**	**0,9**
	• *Total*	*6*	*7,5*	*12*	*8,8*	***18***	***8,3***
Indéterminé[2]		0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
Total		**80**	**100**	**137**	**100**	**217**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2016, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016, acceptés avec ou sans indemnités de décès.
2. Les 5 décès associés aux employeurs non assurés ont été répartis dans les secteurs.
   Accident du travail: 1 cas dans transport et entreposage; maladie professionnelle: 4 cas dans transport et entreposage.

Tableau 9.3

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites en 2016 et acceptées[1] selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie du retrait

		Travailleuse enceinte		Travailleuse qui allaite		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	171	0,5	8	2,6	**179**	**0,5**
	• Industrie chimique	164	0,5	5	1,6	**169**	**0,5**
	• Forêt et scieries	33	0,1	1	0,3	**34**	**0,1**
	• Mines, carrières et puits de pétrole	54	0,2	0	0,0	**54**	**0,2**
	• Fabrication de produits en métal	116	0,4	6	2,0	**122**	**0,4**
	• Total	*538*	*1,6*	*20*	*6,6*	***558***	***1,7***
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	137	0,4	6	2,0	**143**	**0,4**
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	160	0,5	19	6,3	**179**	**0,5**
	• Fabrication d'équipement de transport	98	0,3	12	3,9	**110**	**0,3**
	• Première transformation des métaux	16	0,0	5	1,6	**21**	**0,1**
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	23	0,1	0	0,0	**23**	**0,1**
	• Total	*434*	*1,3*	*42*	*13,8*	***476***	***1,4***
Groupe III	• Administration publique	533	1,6	4	1,3	**537**	**1,6**
	• Industrie des aliments et boissons	527	1,6	0	0,0	**527**	**1,6**
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	60	0,2	0	0,0	**60**	**0,2**
	• Industrie du papier et activités diverses	26	0,1	0	0,0	**26**	**0,1**
	• Transport et entreposage	137	0,4	0	0,0	**137**	**0,4**
	• Total	*1 283*	*3,9*	*4*	*1,3*	***1 287***	***3,9***

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016, acceptées au 1er mars 2017, avec ou sans paiement.

Tableau 9.3 (suite)

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites en 2016 et acceptées[1] selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie du retrait

		Travailleuse enceinte		Travailleuse qui allaite		Total	
		Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Groupe IV	• Commerce	4 810	14,7	14	4,6	**4 824**	**14,6**
	• Industrie du cuir	13	0,0	1	0,3	**14**	**0,0**
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	26	0,1	0	0,0	**26**	**0,1**
	• Industrie du tabac	2	0,0	0	0,0	**2**	**0,0**
	• Industrie textile	31	0,1	0	0,0	**31**	**0,1**
	• Total	*4 882*	*14,9*	*15*	*4,9*	***4 897***	***14,8***
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	5 253	16,0	34	11,2	**5 287**	**16,0**
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	66	0,2	2	0,7	**68**	**0,2**
	• Imprimerie, édition et activités annexes	111	0,3	5	1,6	**116**	**0,4**
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	6	0,0	0	0,0	**6**	**0,0**
	• Fabrication de produits électriques	69	0,2	1	0,3	**70**	**0,2**
	• Total	*5 505*	*16,8*	*42*	*13,8*	***5 547***	***16,8***
Groupe VI	• Agriculture	590	1,8	18	5,9	**608**	**1,8**
	• Bonneterie et habillement	82	0,3	0	0,0	**82**	**0,2**
	• Enseignement et services annexes	3 555	10,8	6	2,0	**3 561**	**10,8**
	• Finances, assurances et affaires immobilières	189	0,6	1	0,3	**190**	**0,6**
	• Services médicaux et sociaux	15 584	47,5	155	51,0	**15 739**	**47,6**
	• Chasse et pêche	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• Industries manufacturières diverses	92	0,3	0	0,0	**92**	**0,3**
	• Total	*20 092*	*61,3*	*180*	*59,2*	***20 272***	***61,3***
Indéterminé		42	0,1	1	0,3	**43**	**0,1**
Total		**32 776**	**100**	**304**	**100**	**33 080**	**100**

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016, acceptées au 1er mars 2017, avec ou sans paiement.

Tableau 9.4

Répartition des établissements actifs en 2016
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Nombre d'établissements actifs[1]	%
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	29 917	11,1
	• Industrie chimique	745	0,3
	• Forêt et scieries	1 856	0,7
	• Mines, carrières et puits de pétrole	665	0,2
	• Fabrication de produits en métal	2 935	1,1
	• *Total*	*36 118*	*13,4*
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	2 026	0,8
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	854	0,3
	• Fabrication d'équipement de transport	638	0,2
	• Première transformation des métaux	153	0,1
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	754	0,3
	• *Total*	*4 425*	*1,6*
Groupe III	• Administration publique	7 433	2,8
	• Industrie des aliments et boissons	2 146	0,8
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	650	0,2
	• Industrie du papier et activités diverses	275	0,1
	• Transport et entreposage	11 352	4,2
	• *Total*	*21 856*	*8,1*
Total partiel		***62 399***	***23,1***

1. Ensemble des établissements, sans égard au nombre de travailleurs; les établissements qui n'ont été ouverts que pendant une partie de l'année sont compris.

Tableau 9.4 (suite)
Répartition des établissements actifs en 2016
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Nombre d'établissements actifs[1]	%
Groupe IV	• Commerce	56 894	21,1
	• Industrie du cuir	106	0,0
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	763	0,3
	• Industrie du tabac	9	0,0
	• Industrie textile	478	0,2
	• *Total*	*58 250*	*21,6*
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	79 007	29,2
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	3 060	1,1
	• Imprimerie, édition et activités annexes	1 902	0,7
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	84	0,0
	• Fabrication de produits électriques	822	0,3
	• *Total*	*84 875*	*31,4*
Groupe VI	• Agriculture	12 486	4,6
	• Bonneterie et habillement	801	0,3
	• Enseignement et services annexes	7 140	2,6
	• Finances, assurances et affaires immobilières	16 029	5,9
	• Services médicaux et sociaux	26 137	9,7
	• Chasse et pêche	809	0,3
	• Industries manufacturières diverses	1 171	0,4
	• *Total*	*64 573*	*23,9*
Indéterminé		21	0,0
Total		**270 118**	**100**

1. Ensemble des établissements, sans égard au nombre de travailleurs; les établissements qui n'ont été ouverts que pendant une partie de l'année sont compris.

Tableau 9.5
Répartition des dossiers d'intervention en prévention-inspection créés en 2016
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Nombre	%
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	7 540	42,5
	• Industrie chimique	162	0,9
	• Forêt et scieries	325	1,8
	• Mines, carrières et puits de pétrole	163	0,9
	• Fabrication de produits en métal	801	4,5
	• *Total*	*8 991*	*50,7*
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	533	3,0
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	258	1,5
	• Fabrication d'équipement de transport	181	1,0
	• Première transformation des métaux	81	0,5
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	204	1,1
	• *Total*	*1 257*	*7,1*
Groupe III	• Administration publique	482	2,7
	• Industrie des aliments et boissons	541	3,0
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	138	0,8
	• Industrie du papier et activités diverses	127	0,7
	• Transport et entreposage	500	2,8
	• *Total*	*1 788*	*10,1*

Tableau 9.5 (suite)
Répartition des dossiers d'intervention en prévention-inspection créés en 2016
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Nombre	%
Groupe IV	• Commerce	2 223	12,5
	• Industrie du cuir	16	0,1
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	202	1,1
	• Industrie du tabac	2	0,0
	• Industrie textile	106	0,6
	• *Total*	*2 549*	*14,4*
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	1 343	7,6
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	185	1,0
	• Imprimerie, édition et activités annexes	146	0,8
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	9	0,1
	• Fabrication de produits électriques	156	0,9
	• *Total*	*1 839*	*10,4*
Groupe VI	• Agriculture	161	0,9
	• Bonneterie et habillement	64	0,4
	• Enseignement et services annexes	170	1,0
	• Finances, assurances et affaires immobilières	153	0,9
	• Services médicaux et sociaux	588	3,3
	• Chasse et pêche	2	0,0
	• Industries manufacturières diverses	152	0,9
	• *Total*	*1 290*	*7,3*
Indéterminé		29	0,2
Total		**17 743**	**100**

Tableau 9.6
Répartition des visites effectuées et des dérogations constatées en 2016
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Visites		Dérogations	
		Nombre	%	Nombre	%
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	12 167	36,4	22 302	32,7
	• Industrie chimique	305	0,9	781	1,1
	• Forêt et scieries	672	2,0	1 429	2,1
	• Mines, carrières et puits de pétrole	552	1,7	1 574	2,3
	• Fabrication de produits en métal	1 846	5,5	4 872	7,1
	• *Total*	*15 542*	*46,5*	*30 958*	*45,4*
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	1 221	3,7	2 955	4,3
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	551	1,6	1 257	1,8
	• Fabrication d'équipement de transport	415	1,2	1 028	1,5
	• Première transformation des métaux	265	0,8	392	0,6
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	450	1,3	897	1,3
	• *Total*	*2 902*	*8,7*	*6 529*	*9,6*
Groupe III	• Administration publique	835	2,5	1 196	1,8
	• Industrie des aliments et boissons	1 067	3,2	1 955	2,9
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	280	0,8	682	1,0
	• Industrie du papier et activités diverses	312	0,9	691	1,0
	• Transport et entreposage	830	2,5	1 295	1,9
	• *Total*	*3 324*	*9,9*	*5 819*	*8,5*

Tableau 9.6 (suite)
Répartition des visites effectuées et des dérogations constatées en 2016
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Visites		Dérogations	
		Nombre	%	Nombre	%
Groupe IV	• Commerce	4 985	14,9	11 732	17,2
	• Industrie du cuir	51	0,2	286	0,4
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	450	1,3	1 281	1,9
	• Industrie du tabac	6	0,0	17	0,0
	• Industrie textile	255	0,8	852	1,2
	• *Total*	*5 747*	*17,2*	*14 168*	*20,8*
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	2 601	7,8	4 391	6,4
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	335	1,0	548	0,8
	• Imprimerie, édition et activités annexes	281	0,8	761	1,1
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	12	0,0	6	0,0
	• Fabrication de produits électriques	266	0,8	817	1,2
	• *Total*	*3 495*	*10,4*	*6 523*	*9,6*
Groupe VI	• Agriculture	344	1,0	516	0,8
	• Bonneterie et habillement	125	0,4	488	0,7
	• Enseignement et services annexes	329	1,0	499	0,7
	• Finances, assurances et affaires immobilières	292	0,9	447	0,7
	• Services médicaux et sociaux	1 004	3,0	1 411	2,1
	• Chasse et pêche	3	0,0	0	0,0
	• Industries manufacturières diverses	299	0,9	806	1,2
	• *Total*	*2 396*	*7,2*	*4 167*	*6,1*
Indéterminé		44	0,1	53	0,1
Total		**33 450**	**100**	**68 217**	**100**

Tableau 9.7
Répartition des décisions prises lors des interventions de 2016 selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Décisions prises[1]		Constats d'infraction[2]	
		Nombre	%	Nombre	%
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	1 858	52,5	2 102	54,5
	• Industrie chimique	16	0,5	15	0,4
	• Forêt et scieries	58	1,6	62	1,6
	• Mines, carrières et puits de pétrole	34	1,0	42	1,1
	• Fabrication de produits en métal	183	5,2	142	3,7
	• *Total*	*2 149*	*60,8*	*2 363*	*61,3*
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	102	2,9	122	3,2
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	51	1,4	59	1,5
	• Fabrication d'équipement de transport	32	0,9	25	0,6
	• Première transformation des métaux	20	0,6	27	0,7
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	55	1,6	39	1,0
	• *Total*	*260*	*7,4*	*272*	*7,1*
Groupe III	• Administration publique	75	2,1	42	1,1
	• Industrie des aliments et boissons	93	2,6	97	2,5
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	23	0,7	16	0,4
	• Industrie du papier et activités diverses	16	0,5	28	0,7
	• Transport et entreposage	82	2,3	70	1,8
	• *Total*	*289*	*8,2*	*253*	*6,6*

1. Arrêt des machines, fermeture des lieux et scellés apposés.
2. Constats d'infraction signifiés.

Tableau 9.7 (suite)
Répartition des décisions prises lors des interventions de 2016
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Décisions prises[1]		Constats d'infraction[2]	
		Nombre	%	Nombre	%
Groupe IV	• Commerce	255	7,2	248	6,4
	• Industrie du cuir	6	0,2	1	0,0
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	51	1,4	32	0,8
	• Industrie du tabac	0	0,0	0	0,0
	• Industrie textile	14	0,4	9	0,2
	• Total	*326*	*9,2*	*290*	*7,5*
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	248	7,0	197	5,1
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	37	1,0	35	0,9
	• Imprimerie, édition et activités annexes	23	0,7	16	0,4
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	1	0,0	0	0,0
	• Fabrication de produits électriques	16	0,5	15	0,4
	• Total	*325*	*9,2*	*263*	*6,8*
Groupe VI	• Agriculture	50	1,4	41	1,1
	• Bonneterie et habillement	5	0,1	5	0,1
	• Enseignement et services annexes	30	0,8	18	0,5
	• Finances, assurances et affaires immobilières	29	0,8	56	1,5
	• Services médicaux et sociaux	44	1,2	28	0,7
	• Chasse et pêche	1	0,0	2	0,1
	• Industries manufacturières diverses	10	0,3	18	0,5
	• Total	*169*	*4,8*	*168*	*4,4*
Indéterminé		19	0,5	247	6,4
Total		**3 537**	**100**	**3 856**	**100**

1. Arrêt des machines, fermeture des lieux et scellés apposés.
2. Constats d'infraction signifiés.

4 %

Section 10 * 7
Statistiques selon la direction régionale – santé et sécurité du travail

Description

À des fins administratives, la CNESST a subdivisé le territoire québécois en 21 régions administratives comportant chacune un bureau régional. Les dossiers inscrits à la Commission sont rattachés à une région administrative selon les municipalités où résident les travailleurs accidentés ou atteints d'une maladie professionnelle. Dans le cas des données portant sur la prévention-inspection, le lieu correspond généralement à la région responsable du traitement du dossier de l'établissement ou du chantier de construction.

Les tableaux dans cette section reprennent certains résultats des sections précédentes et les ventilent par direction régionale. Les sujets suivants sont couverts :

- dossiers ouverts et acceptés selon la catégorie de lésion;
- décès inscrits;
- réclamations acceptées du programme *Pour une maternité sans danger*;
- établissements actifs et mécanismes de prévention;
- dossiers d'intervention en prévention-inspection créés et dossiers de promotion créés;
- visites effectuées et dérogations constatées;
- décisions prises lors des interventions et constats d'infraction signifiés.

Notes: puisque les informations associées aux établissements de 21 travailleurs ou plus ne sont plus disponibles, le tableau présente maintenant la répartition du nombre d'établissements, sans égard au nombre de travailleurs (tableau 10.4).

À compter de l'année 2010, les données relatives aux visites, aux dérogations constatées, aux décisions prises et aux constats d'infraction signifiés sont présentées avec deux mois de maturité (lecture au 1er mars de l'année suivante, plutôt qu'au 31 décembre de l'année courante).

Tableau 10.1

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2016 et acceptés[1] selon la direction régionale et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail		Maladie professionnelle		**Total**	
	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Île-de-Montréal	14 922	18,2	324	3,9	**15 246**	**16,9**
Total partiel	*14 922*	*18,2*	*324*	*3,9*	***15 246***	***16,9***
Longueuil	5 459	6,6	293	3,6	**5 752**	**6,4**
Saint-Jean-sur-Richelieu	3 135	3,8	459	5,6	**3 594**	**4,0**
Valleyfield	3 219	3,9	283	3,4	**3 502**	**3,9**
Yamaska	3 978	4,8	508	6,2	**4 486**	**5,0**
Total partiel	*15 791*	*19,2*	*1 543*	*18,7*	***17 334***	***19,2***
Abitibi-Témiscamingue	1 771	2,2	250	3,0	**2 021**	**2,2**
Bas-Saint-Laurent	2 286	2,8	312	3,8	**2 598**	**2,9**
Capitale-Nationale	7 889	9,6	919	11,2	**8 808**	**9,7**
Chaudière-Appalaches	5 491	6,7	739	9,0	**6 230**	**6,9**
Côte-Nord	1 274	1,6	322	3,9	**1 596**	**1,8**
Estrie	3 310	4,0	461	5,6	**3 771**	**4,2**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	918	1,1	124	1,5	**1 042**	**1,2**
Lanaudière	6 421	7,8	598	7,3	**7 019**	**7,8**
Laurentides	6 911	8,4	651	7,9	**7 562**	**8,4**
Laval	4 164	5,1	164	2,0	**4 328**	**4,8**
Mauricie et Centre-du-Québec	5 857	7,1	645	7,8	**6 502**	**7,2**
Outaouais	2 150	2,6	245	3,0	**2 395**	**2,6**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	3 003	3,7	938	11,4	**3 941**	**4,4**
Total partiel	*51 445*	*62,6*	*6 368*	*77,3*	***57 813***	***63,9***
Indéterminée	21	0,0	0	0,0	**21**	**0,0**
Total	**82 179**	**100**	**8 235**	**100**	**90 414**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016, acceptés au 1er mars 2017; incluant 1 782 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 10.2

Répartition des décès pour l'année 2016[1]
selon la direction régionale et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail		Maladie professionnelle		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Île-de-Montréal	7	8,8	24	17,5	**31**	**14,3**
Total partiel	*7*	*8,8*	*24*	*17,5*	***31***	***14,3***
Longueuil	10	12,5	8	5,8	**18**	**8,3**
Saint-Jean-sur-Richelieu	4	5,0	2	1,5	**6**	**2,8**
Valleyfield	2	2,5	3	2,2	**5**	**2,3**
Yamaska	4	5,0	10	7,3	**14**	**6,5**
Total partiel	*20*	*25,0*	*23*	*16,8*	***43***	***19,8***
Abitibi-Témiscamingue	9	11,3	3	2,2	**12**	**5,5**
Bas-Saint-Laurent	1	1,3	1	0,7	**2**	**0,9**
Capitale-Nationale	4	5,0	10	7,3	**14**	**6,5**
Chaudière-Appalaches	10	12,5	14	10,2	**24**	**11,1**
Côte-Nord	3	3,8	2	1,5	**5**	**2,3**
Estrie	1	1,3	8	5,8	**9**	**4,1**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1	1,3	0	0,0	**1**	**0,5**
Lanaudière	6	7,5	17	12,4	**23**	**10,6**
Laurentides	5	6,3	9	6,6	**14**	**6,5**
Laval	1	1,3	8	5,8	**9**	**4,1**
Mauricie et Centre-du-Québec	7	8,8	13	9,5	**20**	**9,2**
Outaouais	1	1,3	2	1,5	**3**	**1,4**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	4	5,0	3	2,2	**7**	**3,2**
Total partiel	*53*	*66,3*	*90*	*65,7*	***143***	***65,9***
Indéterminée	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
Total	**80**	**100**	**137**	**100**	**217**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2016, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016, acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 5 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 10.3

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites en 2016 et acceptées[1] selon la direction régionale et la catégorie du retrait

	Travailleuse enceinte		Travailleuse qui allaite		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Île-de-Montréal	7 185	21,9	34	11,2	7 219	21,8
Total partiel	*7 185*	*21,9*	*34*	*11,2*	*7 219*	*21,8*
Longueuil	2 121	6,5	12	3,9	2 133	6,4
Saint-Jean-sur-Richelieu	963	2,9	2	0,7	965	2,9
Valleyfield	867	2,6	4	1,3	871	2,6
Yamaska	1 413	4,3	6	2,0	1 419	4,3
Total partiel	*5 364*	*16,4*	*24*	*7,9*	*5 388*	*16,3*
Abitibi-Témiscamingue	954	2,9	12	3,9	966	2,9
Bas-Saint-Laurent	928	2,8	5	1,6	933	2,8
Capitale-Nationale	3 932	12,0	86	28,3	4 018	12,1
Chaudière-Appalaches	2 177	6,6	26	8,6	2 203	6,7
Côte-Nord	417	1,3	2	0,7	419	1,3
Estrie	1 446	4,4	33	10,9	1 479	4,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	337	1,0	3	1,0	340	1,0
Lanaudière	1 673	5,1	11	3,6	1 684	5,1
Laurentides	2 141	6,5	8	2,6	2 149	6,5
Laval	1 478	4,5	9	3,0	1 487	4,5
Mauricie et Centre-du-Québec	2 257	6,9	16	5,3	2 273	6,9
Outaouais	1 189	3,6	31	10,2	1 220	3,7
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 298	4,0	4	1,3	1 302	3,9
Total partiel	*20 227*	*61,7*	*246*	*80,9*	*20 473*	*61,9*
Total	**32 776**	**100**	**304**	**100**	**33 080**	**100**

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016, acceptées au 1er mars 2017, avec ou sans paiement.

Tableau 10.4

Répartition des établissements actifs en 2016[1]
selon la direction régionale

	Nombre d'établissements actifs	%
Île-de-Montréal–1	12 533	4,6
Île-de-Montréal–2	19 065	7,1
Île-de-Montréal–3	32 152	11,9
Total partiel	*63 750*	*23,6*
Longueuil	16 343	6,1
Saint-Jean-sur-Richelieu	8 740	3,2
Valleyfield	8 371	3,1
Yamaska	12 307	4,6
Total partiel	*45 761*	*16,9*
Abitibi-Témiscamingue	6 745	2,5
Bas-Saint-Laurent	9 005	3,3
Capitale-Nationale	23 913	8,9
Chaudière-Appalaches	16 235	6,0
Côte-Nord	3 914	1,4
Estrie	11 273	4,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	4 751	1,8
Lanaudière	15 176	5,6
Laurentides	19 152	7,1
Laval	11 296	4,2
Mauricie et Centre-du-Québec	18 888	7,0
Outaouais	9 163	3,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	11 096	4,1
Total partiel	*160 607*	*59,5*
Total	**270 118**	**100**

1. Ensemble des établissements, sans égard au nombre de travailleurs; les établissements qui n'ont été ouverts que pendant une partie de l'année sont compris.

Tableau 10.5
Répartition des dossiers d'intervention en prévention-inspection et des dossiers de promotion créés en 2016 selon la direction régionale

	Dossiers d'intervention		Dossiers de promotion	
	Nombre	%	Nombre	%
Île-de-Montréal–1	1 684	9,5	12	15,6
Île-de-Montréal–2	1 094	6,2	11	14,3
Île-de-Montréal–3	945	5,3	0	0,0
Total partiel	*3 723*	*21,0*	*23*	*29,9*
Longueuil	747	4,2	3	3,9
Saint-Jean-sur-Richelieu	485	2,7	2	2,6
Valleyfield	300	1,7	0	0,0
Yamaska	756	4,3	0	0,0
Total partiel	*2 288*	*12,9*	*5*	*6,5*
Abitibi-Témiscamingue	670	3,8	0	0,0
Bas-Saint-Laurent	711	4,0	3	3,9
Capitale-Nationale	1 402	7,9	20	26,0
Chaudière-Appalaches	1 058	6,0	0	0,0
Côte-Nord	388	2,2	2	2,6
Estrie	951	5,4	5	6,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	390	2,2	0	0,0
Lanaudière	900	5,1	6	7,8
Laurentides	1 221	6,9	1	1,3
Laval	936	5,3	1	1,3
Mauricie et Centre-du-Québec	1 139	6,4	1	1,3
Outaouais	820	4,6	4	5,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 146	6,5	6	7,8
Total partiel	*11 732*	*66,1*	*49*	*63,6*
Total	**17 743**	**100**	**77**	**100**

Tableau 10.6
Répartition des visites effectuées et des dérogations constatées en 2016 selon la direction régionale

	Visites		Dérogations	
	Nombre	%	Nombre	%
Île-de-Montréal–1	3 355	10,0	4 810	7,1
Île-de-Montréal–2	2 516	7,5	6 779	9,9
Île-de-Montréal–3	1 805	5,4	3 486	5,1
Total partiel	*7 676*	*22,9*	*15 075*	*22,1*
Longueuil	1 835	5,5	3 741	5,5
Saint-Jean-sur-Richelieu	958	2,9	2 402	3,5
Valleyfield	597	1,8	1 826	2,7
Yamaska	1 606	4,8	3 433	5,0
Total partiel	*4 996*	*14,9*	*11 402*	*16,7*
Abitibi-Témiscamingue	1 523	4,6	2 905	4,3
Bas-Saint-Laurent	1 077	3,2	2 863	4,2
Capitale-Nationale	2 619	7,8	5 106	7,5
Chaudière-Appalaches	1 852	5,5	4 835	7,1
Côte-Nord	762	2,3	1 803	2,6
Estrie	1 782	5,3	2 845	4,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	638	1,9	1 312	1,9
Lanaudière	1 355	4,1	2 460	3,6
Laurentides	2 031	6,1	3 748	5,5
Laval	1 857	5,6	4 063	6,0
Mauricie et Centre-du-Québec	2 150	6,4	3 671	5,4
Outaouais	1 196	3,6	2 026	3,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 924	5,8	4 083	6,0
Indéterminée	12	0,0	20	0,0
Total partiel	*20 778*	*62,1*	*41 740*	*61,2*
Total	**33 450**	**100**	**68 217**	**100**

Tableau 10.7
Répartition des décisions prises lors des interventions de 2016 selon la direction régionale

	Décisions prises[1]		Constats d'infraction[2]	
	Nombre	%	Nombre	%
Île-de-Montréal–1	477	13,5	642	16,6
Île-de-Montréal–2	95	2,7	120	3,1
Île-de-Montréal–3	124	3,5	69	1,8
Total partiel	*696*	*19,7*	*831*	*21,6*
Longueuil	176	5,0	219	5,7
Saint-Jean-sur-Richelieu	119	3,4	162	4,2
Valleyfield	81	2,3	146	3,8
Yamaska	227	6,4	307	8,0
Total partiel	*603*	*17,0*	*834*	*21,6*
Abitibi-Témiscamingue	97	2,7	88	2,3
Bas-Saint-Laurent	205	5,8	163	4,2
Capitale-Nationale	180	5,1	164	4,3
Chaudière-Appalaches	201	5,7	226	5,9
Côte-Nord	93	2,6	80	2,1
Estrie	147	4,2	132	3,4
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	37	1,0	37	1,0
Lanaudière	165	4,7	242	6,3
Laurentides	390	11,0	441	11,4
Laval	202	5,7	213	5,5
Mauricie et Centre-du-Québec	230	6,5	181	4,7
Outaouais	93	2,6	72	1,9
Saguenay–Lac-Saint-Jean	196	5,5	152	3,9
Indéterminée	2	0,1	0	0,0
Total partiel	*2 238*	*63,3*	*2 191*	*56,8*
Total	**3 537**	**100**	**3 856**	**100**

1. Arrêt des machines, fermeture des lieux et scellés apposés.
2. Constats d'infraction signifiés.

4 %

Section 11
Les normes du travail

* 7

Description

Le secteur Normes du travail de la CNESST surveille la mise en œuvre et l'application des normes du travail, en particulier par l'exercice des fonctions suivantes :

- Informer et renseigner les salariés et les employeurs sur leurs droits et leurs obligations prévus à la Loi sur les normes du travail (LNT);
- Surveiller l'application des normes du travail et, s'il y a lieu, transmettre ses recommandations au ministre;
- Recevoir les plaintes des salariés et les indemniser dans la mesure prévue par la LNT et les règlements;
- Tenter d'amener les employeurs et les salariés à s'entendre quant à leurs mésententes relatives à l'application de la LNT et des règlements.

Les tableaux dans cette section présentent des informations relatives aux recours déposés et leur traitement, aux demandes d'étalement des heures de travail, ainsi qu'aux demandes de révision traitées.

Note : Le terme «recours» réfère ici à la notion de plaintes au sens de la Loi sur les normes du travail.

À signaler, entre 2015 et 2016 :

- Hausse de 1,4 % des recours déposés avec une hausse pour tous les types de recours sauf pécuniaire
- Baisse de 2,0 % des recours traités

Tableau 11.1
Traitement des recours en lien avec les normes du travail, selon le type

	recours pécuniaire		recours pour pratique interdite		recours pour congédiement fait sans une cause juste et suffisante		recours pour harcèlement psychologique		Total	
	2016	2015	**2016**	2015	**2016**	2015	**2016**	2015	**2016**	2015
Recours déposés[1]	**16 445**	16 681	**5 354**	4 977	**6 344**	6 320	**4 400**	4 113	**32 543**	32 091
Réouverture	**283**	424	**63**	65	**91**	89	**89**	59	**526**	637
Recours traités[1]	**16 445**	17 292	**4 973**	4 903	**6 015**	6 102	**4 377**	4 164	**31 810**	32 461
Recours fermés sans dépôt officiel de plainte	2 063	2 025	876	874	849	945	760	827	4 548	4 671
Recours traités **sans** intervention juridique	12 023	11 820	3 325	3 101	3 976	3 822	3 466	3 164	22 790	21 907
Recours traitées **avec** intervention juridique	2 359	3 447	772	928	1 190	1 335	151	173	4 472	5 883

1. Incluant les recours fermés sans dépôt officiel de plainte.

Tableau 11.2

Mode de réception des recours déposés[1]

	2016	2015
En ligne	**18 476**	17 717
Téléphone	**12 381**	13 038
Autre	**1 686**	1 336
Total	**32 543**	32 091

1. Incluant les recours fermés sans dépôt officiel de plainte.

Tableau 11.3a

Répartition des recours déposés[1] selon le sexe du plaignant et le type

	2016				
	recours pécuniaire	recours pour pratique interdite	recours pour congédiement fait sans une cause juste et suffisante	recours pour harcèlement psychologique	Total
Homme	8 643	2 259	3 120	1 848	**15 870**
Femme	7 802	3 095	3 224	2 552	**16 673**
Total	**16 445**	**5 354**	**6 344**	**4 400**	**32 543**

Tableau 11.3b

Répartition des recours déposés[1] selon l'âge du plaignant et le type

	2016				
	recours pécuniaire	recours pour pratique interdite	recours pour congédiement fait sans une cause juste et suffisante	recours pour harcèlement psychologique	Total
15 à 24 ans	2 727	579	332	458	**4 096**
25 à 34 ans	3 683	1 355	1 066	918	**7 022**
35 à 44 ans	2 874	1 133	1 256	926	**6 189**
45 à 54 ans	2 762	991	1 573	1 021	**6 347**
55 à 64 ans	1 898	612	1 207	567	**4 284**
64 ans ou plus	323	98	234	70	**725**
indéterminé	2 178	586	676	440	**3 880**
Total	**16 445**	**5 354**	**6 344**	**4 400**	**32 543**

1. Incluant les recours fermés sans dépôt officiel de plainte.

Tableau 11.4

Recours déposés selon le secteur d'activité et le type[1,2,3]

	2016				
	recours pécuniaire	recours pour pratique interdite	recours pour congédiement fait sans une cause juste et suffisante	recours pour harcèlement psychologique	Total
Administrations et services publics	183	111	170	129	**593**
Agriculture, foresterie, pêche et mines	243	77	114	70	**504**
Arts, loisirs et culture	618	265	394	268	**1 545**
Autres services	1 511	471	519	355	**2 856**
Commerce de détail	1 812	728	907	608	**4 055**
Commerce de gros	845	404	543	346	**2 138**
Construction	860	212	251	123	**1 446**
Fabrication (manufacturier)	1 007	484	619	334	**2 444**
Finances, assurances et services immobiliers	858	389	519	298	**2 064**
Hébergement et services de restauration	2 521	543	536	477	**4 077**
Services d'enseignement	230	103	144	90	**567**
Services professionnels	1 613	557	686	452	**3 308**
Soins de santé et assistance sociale	848	462	546	388	**2 244**
Transport et entreposage	550	149	198	104	**1 001**

1. Incluant les recours fermés sans dépôt officiel de plainte.
2. Les recours pour lesquels le secteur d'activité est indéterminé ne sont pas présentés.
3. Un recours peut être associé à plusieurs secteurs d'activité.

Tableau 11.5
Traitement des demandes d'étalement des heures de travail

	2016	2015
Demandes reçues	**135**	217
Nouvelles demandes	74	96
Renouvellement	61	121
Demandes terminées	**153**	198
Autorisées	113	153
Refusées	27	36
Désistements	13	9
Salariés visés par les autorisations	**3 717**	7 389

Tableau 11.6
Demandes de révision traitées

	2016	2015
Demandes reçues au cours de l'exercice	**1 029**	941
Demandes traitées au cours de l'exercice	**989**	1 076
Demandes accordées	261	246
Demandes refusées	700	807
Demandes réglées sans la nécessité d'une décision	28	23

Tableau 11.7
Répartition des recours déposés[1] en 2016 selon la région administrative et le type

	recours pécuniaire	recours pour pratique interdite	recours pour congédiement fait sans une cause juste et suffisante	recours pour harcèlement psychologique	Total
Abitibi-Témiscamingue–Nord-du-Québec	206	104	109	70	**489**
Bas-Saint-Laurent et Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	373	127	182	119	**801**
Capitale-Nationale	1 402	423	510	309	**2 644**
Centre-du-Québec et Mauricie	790	256	297	193	**1 536**
Chaudière-Appalaches	629	213	251	153	**1 246**
Côte-Nord	125	48	66	35	**274**
Estrie	536	184	182	159	**1 061**
Lanaudière	1 110	361	415	267	**2 153**
Laurentides	1 354	424	527	374	**2 679**
Laval	944	340	415	278	**1 977**
Montérégie	3 028	1 002	1 171	822	**6 023**
Montréal	4 687	1 517	1 772	1 308	**9 284**
Outaouais	641	187	220	160	**1 208**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	499	141	203	123	**966**
Hors Québec	121	27	24	30	**202**
Total	**16 445**	**5 354**	**6 344**	**4 400**	**32 543**

1. Incluant les recours fermés sans dépôt officiel de plainte.

Tableau 11.8
Résultats liés au traitement des recours pécuniaires

	2016		2015	
Sans intervention juridique	**Nombre**	%	**Nombre**	%
Litige résolu	8 021	66,7	7 738	65,4
Désistement	2 148	17,9	2 159	18,3
Non-admissibilité du salarié	1 465	12,2	1 378	11,7
Faillite	170	1,4	312	2,6
Preuve insuffisante pour établir la réclamation	219	1,8	233	2,0
Total des recours traités sans intervention juridique	**12 023**	**100**	11 820	100

	2016		2015	
Avec intervention juridique[1]	**Nombre**	%	**Nombre**	%
Absence de compétence de la Commission	9	0,4	17	0,5
Déboutement et recours non fondé	9	0,4	4	0,1
Désistement sans règlement	36	1,5	73	2,1
Règlement hors cour	776	32,9	1 451	42,1
Règlement avant poursuite (PRD)	398	16,9	0	0,0
Jugement exécuté	237	10,0	375	10,9
Faillite	401	17,0	577	16,7
Faits nouveaux	69	2,9	100	2,9
Insolvabilité	411	17,4	839	24,3
Préavis non exigible des administrateurs	13	0,6	11	0,3
Total des recours traités avec intervention juridique	**2 359**	**100**	3 447	100

1. L'intervention juridique renvoie à la prise en charge complète d'un recours par les avocats de la Commission, ceux-ci pouvant agir à tous les stades de son traitement.

Tableau 11.9
Résultats liés au traitement des recours pour pratique interdite

	2016		2015	
Sans dépôt au TAT[1]	**Nombre**	%	**Nombre**	%
Non-admissibilité du salarié	1 150	34,6	954	30,8
Désistement	539	16,2	510	16,4
Entente	1 480	44,5	1 467	47,3
Recours transmis au TAT - non-représentation	156	4,7	170	5,5
Total des recours traités sans dépôt au TAT	**3 325**	**100**	3 101	100

	2016		2015	
Avec dépôt au TAT	**Nombre**	%	**Nombre**	%
Absence de compétence de la Commission	3	0,4	1	0,1
Décision favorable	18	2,3	20	2,2
Décision défavorable	36	4,7	40	4,3
Faillite de l'employeur	16	2,1	19	2,0
Non-représentation	40	5,2	68	7,3
Règlement hors cour	570	73,8	673	72,6
Retrait du recours par le salarié - sans règlement	89	11,5	107	11,5
Total des recours traités avec dépôt au TAT	**772**	**100**	928	100
Total des recours traités **avec** dépôt au TAT **sans audience** devant le TAT	718	93,0	868	93,5
Total des recours traités **avec** dépôt au TAT **avec audience** devant le TAT	54	7,0	60	6,5

1. Tribunal administratif du travail.

Tableau 11.10
Résultats liés au traitement des recours pour congédiement fait sans une cause juste et suffisante

	2016		2015	
Sans dépôt au TAT[1]	**Nombre**	**%**	**Nombre**	**%**
Non-admissibilité du salarié	876	22,0	819	21,4
Désistement	663	16,7	612	16,0
Entente	2 213	55,7	2 167	56,7
Recours transmis au TAT - non-représentation	224	5,6	224	5,9
Total des recours traités sans dépôt au TAT	**3 976**	**100**	3 822	100

	2016		2015	
Avec dépôt au TAT	**Nombre**	**%**	**Nombre**	**%**
Absence de compétence de la Commission	2	0,2	3	0,2
Décision favorable	30	2,5	24	1,8
Décision défavorable	43	3,6	51	3,8
Faillite de l'employeur	25	2,1	25	1,9
Non-représentation	57	4,8	82	6,1
Règlement hors cour	903	75,9	1 007	75,5
Retrait du recours par le salarié - sans règlement	130	10,9	143	10,7
Total des recours traités avec dépôt au TAT	**1 190**	**100**	1 335	100
Total des recours traités **avec** dépôt au TAT **sans audience** devant le TAT	1 117	93,9	1 260	94,4
Total des recours traités **avec** dépôt au TAT **avec audience** devant le TAT	73	6,1	75	5,6

1. Tribunal administratif du travail.

Tableau 11.11
Résultats liés au traitement des recours pour harcèlement psychologique

	2016		2015	
Sans dépôt au TAT[1]	**Nombre**	%	**Nombre**	%
Irrecevabilité	820	23,7	708	22,4
Critères en harcèlement non satisfaits	1 187	34,3	1 021	32,3
Désistement	480	13,8	529	16,7
Entente	388	11,2	371	11,7
Recours fermé avec un autre type de recours[2]	150	4,3	121	3,8
Recours non fondé	420	12,1	389	12,3
Aucune entente	21	0,6	25	0,8
Total des recours traités sans dépôt au TAT	**3 466**	**100**	3 164	100

	2016		2015	
Avec dépôt au TAT	**Nombre**	%	**Nombre**	%
Décision favorable	5	3,3	1	0,6
Décision défavorable	5	3,3	4	2,3
Employeur en faillite, introuvable	2	1,3	5	2,9
Non-représentation	11	7,3	9	5,2
Règlement hors cour	115	76,2	145	83,8
Retrait du recours par le salarié - sans règlement	13	8,6	9	5,2
Total des recours traités avec dépôt au TAT	**151**	**100**	173	100
Total des recours traités **avec** dépôt au TAT **sans audience** devant le TAT	141	93,4	168	97,1
Total des recours traités **avec** dépôt au TAT **avec audience** devant le TAT	10	6,6	5	2,9

1. Tribunal administratif du travail.
2. Pratique interdite, congédiement fait sans une cause juste et suffisante.

4 %

Section 12
L'équité salariale

* 7

Description

Le secteur Équité salariale de la CNESST voit à l'application de la Loi sur l'équité salariale, afin que le travail féminin soit rémunéré à sa juste valeur.

Les tableaux dans cette section présentent le bilan de l'application de la Loi sur l'équité salariale basé sur la Déclaration de l'employeur en matière d'équité salariale (DEMES), les interventions réalisées dans le cadre du programme de vérification et le traitement des recours en lien avec l'équité salariale.

Note : Le terme «recours» réfère ici aux notions de plaintes et différends au sens de la Loi sur l'équité salariale.

À signaler, entre 2015 et 2016 :

- Hausse de 2,0 % des entreprises assujetties à la Loi sur l'équité salariale
- Hausse de 2,8 % de la proportion des entreprises ayant déclaré avoir réalisé leur exercice d'équité salariale
- 48,6 % des entreprises ayant déclaré en 2016 avoir réalisé leur 1ère évaluation du maintien de l'équité salariale

- 11 613 recours déposés à la Commission en 2016 et 97,0 % réglés à la satisfaction des parties

Tableau 12.1

Application de la Loi sur l'équité salariale[1]

		2016	2015	2014	2013	2012
Entreprises assujetties à la Loi sur l'équité salariale selon la DEMES	nombre	**35 507**	34 794	33 593	30 901	23 099
Entreprises ayant déclaré avoir réalisé leur exercice d'équité salariale	nombre	**27 963**	26 117	23 606	21 416	14 688
parmi celles dont le délai était venu à échéance	%	**87,1**	84,3	79,7	75,8	82,1
Entreprises ayant déclaré avoir réalisé leur 1ère évaluation du maintien de	nombre	**9 761**	6 583	6 366	n.d.	n.d.
l'équité salariale parmi celles dont le délai était venu à échéance	%	**48,6** *	76,7	83,6	n.d.	n.d.

1. Toutes les données sur l'application de la Loi sur l'équité salariale proviennent de la Déclaration de l'employeur en matière d'équité salariale (DEMES).

* Le nombre d'employeurs devant réaliser une première évaluation du maintien a doublé en 2016.
Ceux-ci ayant un an pour déclarer la réalisation de leurs obligations, les données sur l'évaluation du maintien en 2016 ne seront «matures» qu'à la fin de l'année 2017.

Source: VPES.

Tableau 12.2
Vérifications en lien avec l'équité salariale

	2016	2015 [1]	2014	2013	2012
Vérifications complétées	**644**	3 197	835	n.d.	n.d.
Employeurs pour lesquels des correctifs ont été demandés	**236**	1 206	715	n.d.	n.d.

1. Une opération massive a été réalisée en 2015.
Source: VPES.

Tableau 12.3
Traitement des recours en lien avec l'équité salariale

	2016	2015	2014	2013	2012
Recours déposés à la Commission[1]	**11 613** [2]	86	121	656	514
Recours réglés à la satisfaction des parties - enquêtes et conciliations (%)	**97,0**	94,8 *	n.d.	n.d.	n.d.

1. Un très grand nombre de recours visent le secteur parapublic.
2. Des échéances particulières sont prévues dans la loi en 2016.

* Le nouveau processus d'enquête favorisant le règlement des recours à la satisfaction des parties étant en vigueur depuis le 1er avril 2015, la donnée pour 2015 couvre la période du 1er avril au 31 décembre.

Source: VPES.

POUR NOUS JOINDRE
1 844 838-0808
cnesst.gouv.qc.ca

DC200-1046-24 (2017-11)